Tome IV. N° 23 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 1er Mars 1921

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Les principes de guerre du maréchal Hindenburg

(D'APRÈS SES SOUVENIRS)

Dans l'*Histoire de sa vie* (1), Hindenburg dit ne pas aimer la guerre pour elle-même : quelles qualités lui paraît-elle donc réclamer de ceux qui la dirigent? Il place, au premier plan, la volonté. La fermeté de l'esprit et du caractère ont pour lui plus de valeur que les finesses de la pensée; l'énergie dans l'action, conséquence d'une volonté qui se poursuit dans sa conception primitive, a plus d'importance que les subtilités de la raison. La guerre exige donc des hommes de forte volonté. Dès son enfance, ses parents se sont appliqués à faire de lui un homme possédant une puissante personnalité dans un corps vigoureux.

En seconde ligne, il met le calme et le sang-froid dans les crises qui sont les conséquences inévitables de la guerre, car elles tiennent à sa nature même où règnent l'inconnu et le danger. Qui veut éviter les crises ferait mieux de renoncer à se battre; qui recule d'effroi devant leur imminence se

(1) *Aus meinem Leben* (*Ma vie*), 1 vol., Charles Lavauzelle.

paralyse soi-même, devient le jouet d'un adversaire plus audacieux et tombe finalement dans une situation plus redoutable que celle qu'il voulait s'épargner. L'art du chef n'est pas de fuir les occasions dangereuses, mais de les dominer.

...Des crises, Hindenburg en subira et en provoquera maintes fois pendant la guerre et, deux fois seulement, après sa défaite du 8 août 1918 et surtout après l'effondrement bulgare de septembre, il perdra sa rare sérénité. Crise que Tannenberg où, pendant qu'il écrase l'armée russe de la Narew, toute une autre armée dont à peu près rien ne le sépare peut tomber sur ses arrières. Crise que la première campagne de Pologne du Sud où, menacé de voir sa gauche enveloppée, il décide froidement la retraite ! Crise que la deuxième campagne en Pologne du Nord où, cette fois, sa gauche est entourée, sans qu'il doute un instant qu'elle puisse se tirer d'une aussi dangereuse aventure. Crise que toute la première moitié de l'année 1916 où les défaillances succèdent aux défaillances dans l'armée austro-hongroise. Crise encore, et plus aiguë que toutes les autres, la période succédant à la déclaration de guerre roumaine. Crise enfin que l'année 1917, où il ose exécuter sa contre-attaque contre les Russes et son expédition en Italie à l'heure où ses lignes, sur le front français, menacent d'être enfoncées. A toutes ces crises, il oppose la fermeté de son caractère.

La fermeté du caractère implique l'amour des responsabilités. L'esprit d'Yorck l'inspire en ce domaine, cet esprit que « des critiques superficiels ont si mal compris, qui exige sans doute une grande dureté vis-à-vis de soi-même comme vis-à-vis des autres, mais qui laisse aussi aux subordonnés le droit et le devoir d'agir avec indépendance et initiative ». Voilà l'esprit qu'étant colonel, il s'efforçait déjà d'introduire parmi les cadres de son régiment et qu'il désire toujours voir respecter par les autres en ce qui le concerne. Rien ne le chagrine plus, à la fin de 1914, au moment de l'expédition en Pologne du Sud, que de retomber sous la férule du grand quartier général, après avoir joui d'une complète indépendance à la tête de la VIII[e] armée en Prusse orientale.

Aussi, ne se fait-il pas faute de proclamer hautement son opinion lorsqu'il juge que l'affaire en vaut la peine. Il dit qu'au début de la guerre, les erreurs commises en France et

dont la plus claire conséquence fut de compromettre la réussite d'un plan «sans doute bien établi», ne lui échappèrent point et qu'il n'eût pas manqué, dès l'automne 1914, d'exprimer toute sa pensée à l'empereur s'il n'avait encore estimé possible la conquête d'une nouvelle victoire. Et il l'eût certainement fait comme il le dit, car, après la Marne, lorsque se posa le problème de la décision à rechercher d'abord, soit en France, soit en Russie, il considéra non seulement comme un droit mais comme un devoir de dire ouvertement ses préférences pour la solution orientale, opinion qu'on ne lui demandait pas.

Avant tout terrasser puis frapper à mort l'armée russe, telle est en effet la grande idée à laquelle il s'est toujours tenacement tenu. La grande faute de la guerre, il croit qu'elle a été commise, à la fin de 1914, lorsque ses chefs du moment n'ont pas compris cette nécessité. Lui-même est parvenu, plus tard, à réaliser sa conception, mais trop tard, à l'heure où, en France, les Alliés étaient devenus trop nombreux et trop bien organisés. Pendant toute l'année 1915 et la première moitié de l'année 1916, il fut en conflit permanent, à ce sujet, avec Falkenhayn, le chef d'état-major général d'alors. L'histoire de ces dix-huit mois de tension entre grands chefs de l'armée allemande tentera bien, quelque jour, un écrivain militaire ; elle ne manquera pas d'être instructive. Reste à savoir si, en cette affaire, le feld-maréchal, généralement respectueux des ordres de son empereur, ne fut pas actionné par une volonté plus forte encore que la sienne et que n'embarrassait pas les mêmes scrupules de discipline.

Son amour des responsabilités se révèle en bien d'autres circonstances. A propos de la guerre sous-marine à outrance si longtemps différée, il écrit : « Le 9 janvier 1917, notre auguste chef suprême, sur la proposition du grand état-major et de l'Amirauté, et contrairement à l'avis du chancelier Bethmann-Hollweg, nous donna l'autorisation de commencer la guerre sous-marine sans restriction. » Elle échoua? Sans doute, mais la résolution n'en était pas moins audacieuse et « la grandeur d'un acte ne se mesure qu'à son degré d'audace ». Rien n'est plus admirable que le général jetant au feu sa dernière réserve pour forcer la victoire ; Napoléon serait moins grand si, à Waterloo, il avait hésité à engager sa Garde ; la destinée d'un capitaine serait sans gloire, si

le succès ne dépendait que de certitudes et non de l'amour des responsabilités.

Des certitudes, la guerre n'en comporte que très peu ; les valeurs visibles ne sont qu'une faible part de tout ce qui doit entrer en ligne de compte ; le général qui ne s'appuierait que sur elles aurait les plus grandes chances de commettre toutes les fautes. Un simple impondérable — le moral du soldat — est déjà l'un des facteurs dominants du succès.

Naturellement, en ce domaine, le soldat allemand lui semble supérieur à tous les autres et l'infériorité numérique où Hindenburg se débat sur le front russe, et jusqu'au début de 1918 en France, ne lui donne, à cause de cela, aucun souci ; il pousse même cette confiance jusqu'à l'aveuglement, jusqu'à ce qu'un jour les événements l'obligent à s'apercevoir, soudain mais trop tard, que la valeur morale de ses armées n'est plus du tout au niveau qu'il croyait.

En 1917, il décide de se replier sur la position qui, chez nous, porte son nom. C'est un vaste recul, une retraite, et, en perspective, à la fois la désillusion de ses armées et celle des armées de ses alliés, l'allégresse des adversaires, un magnifique sujet de propagande pour l'ennemi qui ne manquera pas de présenter ce repli comme la conséquence de la bataille de la Somme, enfin des insinuations aussi certaines que malveillantes contre le grand quartier général. Il décide de se replier quand même parce que, militairement, il juge le recul nécessaire.

La même année, alors qu'il possède de bien faibles réserves sur le front occidental, alors que de nouvelles attaques anglaises — dont celle du 7 juin, à Messines, n'est que l'évident prologue, — sont imminentes en Flandres, alors que la France certainement ne restera pas inactive, il n'hésite pas à prélever six divisions pour exécuter contre les Russes la contre-attaque qu'il médite, et, cette fois, en finir avec eux comme il le désire ardemment depuis si longtemps. Et cependant combien de gens le sollicitent de ne pas dépenser ses ultimes réserves dans une offensive !

En 1918, c'est encore lui qui propose de faire un appel de paix aux belligérants, d'abord par l'intermédiaire d'une puissance neutre (14 août), puis en s'adressant directement au président des États-Unis (28 septembre). Il sait décidément prendre ses responsabilités.

Certains trouveront même qu'il les prend exagérément.

Car, connaissant ses principes sur la nécessité pour un général en chef qui veut forcer la victoire d'engager ses dernières réserves et sachant aussi ses idées sur le gain moral qu'une nation retire, dans l'avenir, des sacrifices consentis par elle à l'heure où elle a perdu tout espoir de vaincre, on a quelque peine à croire que le « souci de maintenir intact l'honneur des armes n'ait pas exercé une influence prépondérante sur ses pensées » quand il proposa — les premiers pourparlers de paix étaient déjà engagés — de continuer une lutte désormais sans issue.

*
* *

Hindenburg ne nous fait connaître que les idées directrices de ses décisions et passe sur les dispositions ordonnées pour leur mise à exécution. Il nous confie même qu'en certaine circonstance, sa décision se réduit à un simple geste pour indiquer le sens de la manœuvre à faire. Il a de bonnes raisons, sans doute — et nous tenterons de les découvrir — de se maintenir sur les sommets.

Quoi qu'il en soit, la première de ses règles de conduite est la suivante : « Celui qui attaque et peut attaquer met toutes les chances de son côté ; celui qui renonce à agir ou qui est contraint d'y renoncer est perdu. » C'est l'énoncé d'une vérité militaire vieille comme le monde, à savoir que la défense exclusivement passive est vouée, tôt ou tard, au désastre.

Hindenburg a donc attaqué toutes les fois qu'il l'a pu faire et, pour lui, le pouvoir faire n'a jamais été le résultat d'un minutieux calcul de forces en présence, mais surtout une question de temps. S'il avait des moyens suffisants, même inférieurs, et s'il était prêt avant son adversaire, il prenait l'offensive.

Il la prend à Tannenberg, à la première bataille de Mazurie, dans les deux campagnes de Pologne, à la deuxième bataille de Mazurie ; il désirait la prendre à la fois en mai 1915 et il le pouvait, et en 1916-1917 en France où il ne le put réellement pas ; il la prend en Roumanie, en Italie et finalement sur le front occidental en 1918. En revanche, il ne se laisse pas entraîner dans des offensives capables d'absorber les forces qui lui sont indispensables pour répondre aux assauts qu'il subit ou attend sur les fronts essentiels. Au cours de l'hiver 1916-17, les Autrichiens lui soumettent de

beaux plans de campagne en Italie et en Macédoine ; il les trouve théoriquement parfaits mais juge qu'à l'époque où il va subir les attaques furieuses de l'Entente en France et probablement en Russie, il n'est pas assez fort pour « s'en aller cueillir de faciles lauriers en Vénétie ou sur le Vardar, au risque de voir s'effondrer le front occidental ».

En Russie, ses offensives consistaient en deux attaques conjuguées, appliquées généralement sur les faces d'un saillant ennemi, de telle sorte que, si elles étaient couronnées de succès et venaient à se rencontrer, tout était pris qui s'était attardé dans l'extrémité du saillant. Naturellement, en ce cas, plus les deux attaques sont éloignées du sommet, plus le butin est considérable. Cette conception, à laquelle il s'est si énergiquement tenu sur le front oriental qu'elle en devint la cause de tous ses différends avec le grand quartier général, on constate avec étonnement qu'il ne l'applique pas en France, au commencement de l'année 1918.

Étant incontestablement le plus fort à cette époque sur le front occidental, par quelle stratégie nouvelle espère-t-il donc venir à bout de la résistance des Anglo-Français réduits à l'attitude défensive? Jusqu'à quel point compte-t-il pousser sa prochaine victoire?

Pour le savoir, il nous faut relier les révélations éparses dans la *Vie* du feld-maréchal, ce qui, entre parenthèses, nous inclinerait à penser déjà, si la narration des faits ne nous en donnait la certitude, qu'Hindenburg n'a pas appliqué, de mars à juillet 1918, un plan préalablement arrêté.

Dès la fin de 1917, il s'est évertué à rassembler face au front de France toutes les forces qu'il a pu extraire des autres théâtres d'opérations. Que compte-t-il leur demander? Il les lancera, en presque totalité, « sur un point, pour l'écraser ». Le reste sera conservé afin que les parties fixes du front « ne courent pas trop de risques ». Cela revient donc à dire qu'un bélier extrêmement puissant sera mis en mouvement contre une partie de la muraille édifiée par l'ennemi, alors que, partout ailleurs, le front ne sera garni que dans la limite strictement suffisante pour assurer son ordinaire sécurité.

Le bélier mis en branle, que produira-t-il? « Une percée complète » de la muraille « suivie de la lutte en terrain libre » et, en terrain libre, naturellement, Hindenburg ne doute

pas de battre son adversaire. Mais, lui objecte-t-on dans son propre camp, ce « but idéal », réussirez-vous à l'atteindre? L'expérience n'a-t-elle pas déjà maintes fois démontré que votre moyen procure des succès plus ou moins grands mais non la décision? Pourquoi seriez-vous plus heureux que vos devanciers?

Et c'est, en effet, tout le problème. Aucune attaque de ce genre n'a réussi jusque-là à devenir décisive ; pour qu'elle le devienne, il faut qu'après avoir enfoncé la muraille, elle ne rencontre plus rien ou peu de chose en arrière. Dans le cas contraire, elle est, tôt ou tard, arrêtée. Dans l'acte de la défense contre une tentative isolée de percée, les gardiens immédiats de la muraille ne sont que des acteurs de second plan ; les grands premiers rôles sont tenus par les réserves générales du défenseur. Si celui-ci les sait garder puissantes, s'il les dispose de manière à favoriser la rapidité de leur transfert vers les points les plus vraisemblablement menacés, s'il prévoit une bonne organisation des transports et s'il possède enfin le réseau routier et ferré correspondant à leur importance, l'attaque, au début victorieuse, est finalement destinée à échouer.

A la question qui lui est ainsi posée, Hindenburg ne trouve qu'un mot à répondre : « Confiance, confiance en ses troupes qui, seules, sont capables d'accomplir l'invraisemblable. » L'argument est faible, mais il faut songer qu'Hindenburg n'a jamais attaqué sur le front occidental ; il ignore la capacité de résistance comme la puissance manœuvrière de ses adversaires de France ; il sait ce qu'il a vu et accompli en Russie, en Roumanie, en Italie, et sa conviction est faite depuis 1915 que, par le procédé qu'il va employer, l'écrasement définitif de la Russie était déjà possible à cette époque lointaine — « ce qui, dit-il, aurait peut-être épargné la lutte de 1918 » — il croit sincèrement qu'il va trouver sur le front occidental des obstacles sinon de même grandeur, du moins de même nature que ceux surmontés là-bas.

Mais, vérité en Russie peut être aussi bien demi-vérité ou même erreur sur d'autres théâtres d'opérations. En Macédoine, par exemple, la conception d'une percée décisive est tout à fait logique parce que le système des voies ferrées et routières, très rudimentaire, ne permet guère d'acheminer les réserves, en temps voulu, vers la partie menacée de la muraille. La même conception est déjà beau-

coup moins soutenable en Russie où le réseau des communications est plus développé ; elle ne l'est plus du tout en France — avec les moyens de guerre employés en 1918, cela va sans dire — parce que nos routes et nos chemins de fer, sans parler de nos moyens de transport, sont infiniment nombreux et puissants.

En France, et en 1918, une percée décisive ne se pouvait réellement effectuer qu'après avoir, au préalable, démuni le défenseur de la majeure partie de ses réserves générales. La stratégie devait donc y obliger d'abord ces réserves à venir se diluer sur le front, puis à y demeurer. Ensuite, mais ensuite seulement, on pouvait songer à pratiquer, sur un autre point, la percée décisive.

Pour résoudre la première partie du problème, force était de procéder à une série d'attaques ayant pour objet, non de pousser très loin, mais d'aspirer pour ainsi dire les réserves générales de l'adversaire. Il fallait d'autant plus se garder de courir jusqu'à perdre haleine qu'on devait davantage économiser les forces des hommes, pour que ces mêmes hommes pussent longtemps soutenir l'action offensive et maintenir les réserves ennemies à la bataille. En revanche, il fallait user du matériel sans ménagement ; plus il serait puissant, moins on aurait besoin de soldats et plus il en resterait pour l'attaque finale.

Hindenburg, lui, n'envisage l'éventualité d'avoir à livrer plusieurs attaques que comme un pis-aller. Intérieurement, il est convaincu qu'il n'en arrivera pas à cette extrémité. Nous en avons pour preuve l'assurance avec laquelle « il croit pouvoir affirmer que les Américains n'arriveront pas à temps ». Néanmoins, il envisage cette désagréable hypothèse : « Si un premier coup ne suffit pas, il lancera d'autres coups, jusqu'au bout, jusqu'à la percée. » La vraie doctrine pourrait naître de ce pis-aller, mais grevée de trois lourdes hypothèques :

a) Il est clair, en effet, qu'en visant du premier coup à la décision, on ne se croira jamais trop fort pour tenter l'entreprise ; on y emploiera donc le maximum des réserves, si bien que, l'échec venu, le deuxième coup sera moins puissant que le premier ; et ainsi de suite. Bien plus, ce deuxième coup se fera d'autant plus attendre que, tout espoir ayant été placé dans le précédent, on l'aura moins préparé. C'est à peu près le contraire de ce qu'il faudrait faire. Veut-on

confirmation de cette prévision? Voici ce qu'écrit Hindenburg à propos de la préparation de son attaque du 15 juillet : « Nous avions naturellement intérêt à commencer au plus tôt nos nouvelles opérations, car, en raison de l'arrivée prochaine des Américains, le temps ne travaillait pas pour nous, mais contre nous. Établir une juste balance entre la nécessité de préparer nos offensives et les exigences de la situation générale était un devoir qui incombait au grand quartier général et constituait certainement la partie la plus délicate de sa tâche. Abstraction faite des préparatifs purement tactiques, — apport et mise en place de tous les moyens de combat, par exemple, — nous ne devions cependant pas perdre de vue, si pressante que fût la situation générale, les difficultés que rencontrait le commandement subordonné, après chaque bataille, pour reconstituer ses unités en vue de nouveaux combats. Ces considérations nous obligèrent à reculer jusqu'au 15 juillet le déclenchement de la bataille de Reims. »

b) Il est non moins certain que, si l'assaillant se met sur la défensive dès qu'une de ses attaques ne réalise plus de progrès, le défenseur ne tarde pas à s'apercevoir de cette inaction et en profite pour récupérer une partie des forces engagées sous la pression du danger ; il les met en réserve, les réorganise et les rend bientôt aptes à de nouveaux combats. Or, si l'attaque a été poussée jusqu'à bout de souffle, que peuvent faire les divisions d'assaut lorsqu'elles sont arrêtées, si ce n'est se fixer définitivement? Certes, l'assaillant les peut relever par des unités fraîches, mais celles-ci, à leur tour, manquent à l'attaque suivante.

c) Enfin, si l'intervalle entre deux attaques successives se prolonge par trop, le défenseur a encore tout le loisir de récupérer des forces et de les remettre en bonnes conditions. Tout est donc à recommencer pour l'assaillant.

Cela, Hindenburg ne l'a pas vu de prime abord. C'est seulement après que les grandes actions entamées le 21 mars en Picardie et le 9 avril dans les Flandres se furent définitivement amorties contre la digue franco-américaine qu'il entrevit enfin la stratégie qui convenait au cas particulier d'une victoire à remporter contre un adversaire puissamment fortifié, n'ayant aucune aile qui se puisse manœuvrer et disposant d'un vaste réseau de communications. « Nous

voulions, dit-il, par des coups localisés et se succédant rapidement, ébranler l'édifice ennemi jusqu'à ce que, finalement, il s'écroule. » Nous voilà donc parvenus, à peu près, à la notion exacte de ce qu'il fallait faire, mais Hindenburg a trop tardé ; il n'est plus en état d'appliquer sa formule. Le 21 mars en effet, hypnotisé par l'idée de percée décisive, il a accumulé la plus grande partie de ses disponibilités dans l'opération dont il n'a pas voulu convenir que toutes les expériences passées faisaient prévoir le sort malheureux. Grâce à quelques ressources encore conservées, grâce à des relèves de divisions occupant précédemment des secteurs tranquilles, grâce au rappel de quelques unités non ou peu engagées et à des apports venant de Russie, il peut encore assez rapidement organiser son offensive du 9 avril, mais celle-là aussi s'arrête bientôt. Dès lors, Hindenburg est bien en peine ; il n'a rien prévu et n'a d'ailleurs, pour assaillir le nouvel objectif qu'il s'est fixé — le Chemin-des-Dames, — que peu de moyens immédiatement disponibles ; il lui faut préparer, de toute pièce et au prix de temps, l'action qui aboutit, le 27 mai seulement, à une troisième attaque ; elle est encore endiguée. Dès lors, ce n'est plus que le 15 juillet qu'il parvient à en lancer une quatrième à l'assaut de nos lignes, de part et d'autre de Reims.

L'intervalle séparant deux attaques successives s'accroît donc sans cesse ; de trois semaines à peine au début, il passe à sept semaines puis à davantage. Comme, d'autre part, les fronts d'attaque se stabilisent chaque fois, les Alliés rencontrent de moins en moins de difficultés à refaire celles de leurs grandes unités éprouvées par les batailles précédentes ; aux attaques qui s'espacent, ils peuvent de mieux en mieux répondre par des réserves sans cesse renaissantes ; par surcroît, l'afflux des divisions américaines instruites pour le combat grandit toujours. Dans de telles conditions, le redoublement des coups n'a plus aucune chance de réaliser son but.

La preuve qu'Hindenburg n'a pas compris la stratégie inaugurée par les Alliés à partir du 18 juillet — stratégie prévue en ses modalités dès la fin de 1915, en tout cas en 1916, adoptée en 1917, préparée à partir de cette date et retardée seulement par la construction du matériel immense qu'exigeait son application — cette preuve, il nous la fournit lui-même en prêtant au maréchal Foch, et dès le

début de nos propres offensives, sa conception personnelle de la percée ; il lui reproche de n'avoir pas poussé son attaque du 8 août à corps perdu, ce qui aurait permis aux Anglo-Français d'atteindre la Somme dès le lendemain ; il se réjouit de ce que les réserves qu'il a hâtivement dépêchées soient parvenues dans les journées suivantes à modérer notre avance ! Donc, il n'a pas vu que notre souci n'était aucunement de faire de grands gains de terrain mais précisément et uniquement de l'obliger, lui, commandant en chef allemand, à se démunir peu à peu de la seule arme d'un commandant en chef — ses réserves générales — pour l'envoyer dans la fournaise, y rester et y fondre.

A la conduite prudente de notre commandement qui vise un but, l'obtient, ne le dépasse pas, et commande ainsi aux événements, que l'on compare celle d'Hindenburg après son offensive du 27 mai. Comptant « seulement atteindre la ligne : Aisne-Vesle », il est « entraîné beaucoup plus loin qu'il ne le désire » ; son « avance inattendue soulève de nouvelles espérances et fait entrevoir de nouveaux objectifs » — la prise de Reims, sans doute — « que l'épuisement progressif des forces assaillantes ne permet pas d'atteindre ». Nous voilà bien, une fois de plus, en face de l'idée de percée décisive avant que le moment soit venu de la réaliser.

Hindenburg encore n'a pas compris la stratégie du maréchal Foch lorsque, après le 18 juillet et même plus tard, il se leurre du vain espoir — sans trop y croire cependant — que nous allons cesser nos assauts et, partant, le laisser tranquillement se reconstituer. Non ! notre haut commandement savait trop, pour l'avoir lui-même heureusement éprouvé, « avec quelle rapidité le soldat reprend ses forces s'il peut dormir à son aise pendant quelques jours, s'il est ravitaillé, s'il jouit d'un véritable repos que ne troublent ni bombes ni obus ». C'est précisément ce qu'il ne voulait pas permettre aux Allemands. Non, ce n'était pas par caprice ou hasard que se précipitaient les attaques françaises, anglaises, américaines, des 18 juillet, 8 août, 20 août, 26 août, 12 et 26 septembre, etc., et que, sur aucun des fronts intéressés par les attaques antérieures, la lutte ne cessait ; il fallait que, sans répit et sans pouvoir rien retirer du feu, l'ennemi fût obligé de puiser toujours davantage dans ses réserves et que, finalement, il en vînt à ne plus pouvoir rien opposer à notre dernier assaut passé au delà de ses premières lignes à la

recherche de la décision. Au moment où l'adversaire ne pourrait plus compter sur rien d'autre que la résistance du fragile écran de ses tranchées, il serait perdu, car la résistance d'un front, si bien fortifié qu'il soit, peut toujours être surmontée : il suffit d'accumuler pour sa conquête le matériel nécessaire aux bouleversements de ses organisations et à l'accablement de ses défenseurs.

A la fin d'octobre, Hindenburg s'exclamait tristement : « Si seulement nous pouvions avoir quelques divisions allemandes fraîches, nous ferions de grandes choses ! » Là, en effet, était le salut, mais ces divisions, par sa faute, il ne les avait plus.

Au demeurant, la stratégie des Alliés se déroula bien à leur gré comme le montrent les données suivantes : au 18 juillet, les Allemands avaient 65 divisions réservées dont 34 fraîches (1) ; au 8 août, 68 divisions en réserve, dont 28 fraîches ; au 12 septembre, 68 réservées, 14 fraîches ; au 1er octobre, 31 réservées, 14 fraîches ; au 1er novembre, 31 réservées, 5 fraîches ; au 11 novembre, 17 réservées, 2 fraîches.

Trente-quatre, vingt-huit, quatorze, cinq, deux ! On voit avec quelle rapidité décrut, à partir du 18 juillet, le nombre des divisions fraîches, les seules capables de figurer honorablement dans une grande bataille. Au 11 novembre, l'armée allemande était donc bien dans l'impossibilité absolue de se défendre. Or, à la même date, les Alliés disposaient de 103 divisions en réserve, dont les deux tiers environ en état de combattre immédiatement (2). Tandis que l'armée allemande allait rester pressée depuis la mer du Nord jusqu'au nord-est de Verdun, une nouvelle opération offensive, dont le premier échelon comporterait à lui seul 25 à 30 divisions, allait partir dans le sud-est de Metz, le 14 novembre, en direction de la Sarre. On peut l'assurer avec une rigoureuse certitude, cette attaque eût été la dernière, car rien

(1) Nous entendons par ce vocable les divisions sorties depuis assez longtemps d'une grande bataille pour pouvoir être engagées à nouveau, leur réorganisation effectuée.

(2) Les réserves alliées sur le front français étaient en progression constante depuis le 1er juillet :

1er juillet,	65	divisions sur un total de	192.
15 juillet,	70	— —	194.
15 octobre,	88	— —	205.
11 novembre,	103	— —	205.

ne pouvait plus s'opposer à l'exploitation décisive de sa percée.

Hindenburg a grand tort de prétendre, quelque part, que notre commandement « n'avait cure du sang répandu », car c'est bien le sentiment contraire qui, le 11 novembre, fit agréer sa capitulation et le sauva d'un désastre dont l'histoire n'aurait encore fourni aucun exemple.

La stratégie qui réussit à faire plier les genoux à l'armée allemande s'est présentée, par la force des événements, non comme l'application d'une initiative des Alliés, mais comme une riposte à de puissantes attaques ennemies préalablement endiguées. Qu'aurait-elle donné dans les conditions où nous la préparions depuis 1917, c'est-à-dire contre un adversaire résolu à demeurer sur ses positions et décidé à parer les coups?

Hindenburg a envisagé la solution de la défensive avant de se décider à sa grande attaque de mars 1918 : il l'a repoussée résolument : « L'armée serait morte d'épuisement avant l'ennemi. » Et cela est en effet probable, parce que, au cours de la série d'attaques que nous avions prévues sur des fronts organisés en conséquence et dont l'exécution devait être extrêmement rapide, rien n'aurait pu sauver les réserves allemandes de l'attraction vers le front et, ces réserves épuisées, rien non plus n'aurait pu nous empêcher d'exploiter notre ultime succès. Seulement nous aurions dû attendre d'être encore plus forts grâce aux Américains, grâce à la sortie complète de nos usines des matériels commandés pendant l'année précédente : les Allemands auraient gagné du temps et c'eût été déjà beaucoup pour eux.

Le sort de la guerre ne se serait peut-être réglé qu'au printemps de l'année 1919. Il n'en eût pas été changé, car, une fois nos opérations commencées, peut-être nos premières attaques, s'exerçant contre un adversaire non encore démoralisé par d'apparents mais vains succès, auraient-elles été plus dures que celles de 1918, mais leur implacable succession, selon les prévisions d'un plan bien arrêté au lieu d'être en partie improvisé, eût bientôt amené dans l'armée allemande une crise analogue à celle qui y sévit à partir du 8 août 1918...

* * *

Des conceptions d'Hindenburg, nous n'avons jusqu'ici examiné que l'ensemble : il est intéressant d'en discuter encore avec lui quelques points particuliers.

Son premier coup, le plus violent, celui qu'il a le plus ferme espoir de voir aboutir au succès, sur quel point le dirige-t-il, et pourquoi ce point? Cela, dit-il, lui est indifférent « aussi bien politiquement que militairement ». Anglais ou Français, peu importe. Affirmation singulière ! En admettant qu'au point de vue des difficultés militaires, il n'y ait aucune distinction à faire entre les deux armées, il n'en reste pas moins que les Anglais tiennent une certaine partie du front et les Français l'autre partie ; tous les points de la ligne ne sont évidemment pas également favorables à l'attaque, tous ne conduisent pas à des régions d'importance stratégique égale. Hindenburg se charge, d'ailleurs, de réfuter admirablement ses premiers dires. L'Anglais « est assurément moins habile au combat que son allié, il s'adapte mal aux changements brusques de situation, il travaille trop schématiquement, il a déjà fait preuve dans l'offensive de faiblesses qui se doivent aussi retrouver dans la défensive ». Le Français « est plus habile dans la bataille, mais il est moins obstiné dans la défense. En revanche, chefs et soldats allemands considèrent l'artillerie française comme un redoutable adversaire, le principal adversaire ».

Si l'on attaque les Français d'abord, ils agiront, comme les expériences précédentes l'ont montré, « avec plus de rapidité et de décision », c'est-à-dire qu'ils se débrouilleront mieux pour amener leurs réserves au bon endroit, que cet endroit intéresse leur front ou celui de leur allié. Et c'est pourquoi la première attaque — en son for intérieur, Hindenburg pense bien que ce sera la seule — portera contre les Anglais. Si ce ne sont là considérations militaires, on se demande vraiment comment les qualifier.

Quant au choix de la partie du front à assaillir, il n'est influencé que par des données bien secondaires : la plus ou moins grande densité des forces d'occupation, telle du moins qu'on la croit connaître ! Des heureuses conséquences stratégiques que pourrait avoir une direction bien choisie après un premier succès tactique, il n'est pas question. Sans doute, suppose-t-on qu'une fois la lutte transportée en terrain libre, le front du défenseur ne sera plus continu et qu'on pourra manœuvrer contre un adversaire présentant une aile débordable. Ce n'est qu'à la fin de mars, lorsque la gauche et le centre de son groupe d'attaque sont parvenus à Montdidier et en face de Villers-Bretonneux qu'Hindenburg com-

prend toute la portée stratégique possible du succès tactique qu'il vient de remporter. « En avant ! direction Amiens, pour rejeter les Français d'un côté et les Anglais de l'autre. » A chacun de ses soldats il voudrait pouvoir crier : « Pousse sur Amiens, fais un suprême effort ; Amiens sera peut-être la victoire décisive. Empare-toi tout au moins de Villers-Bretonneux afin que, des hauteurs avoisinantes, nous puissions écraser Amiens avec la masse de notre artillerie lourde », Amiens, ce nœud qui relie la France en armes à l'Angleterre en armes ! Mais son espoir est vain ; « les Français sont survenus, leurs attaques successives et leur artillerie si habile dans la bataille sauvent la situation de leur allié en même temps que la leur ». Le 4 avril, après un nouvel assaut infructueux sur Villers, il s'écrie mélancoliquement : « La grande bataille de France est terminée ! »

Et de même pour l'attaque du 9 avril entre la Bassée et Ypres. Cette fois-ci ce sont bien encore les Anglais qui sont visés, ce sont bien des considérations de densité de forces d'occupation qui déterminent le choix du front d'attaque — les réserves anglaises existant en mars dans cette région ont filé vers le sud et la partie centrale de la ligne est occupée par les Portugais dont on escompte la faible capacité de résistance — mais on y ajoute un objectif stratégique : Cassel, puis la côte. « Si, dans les Flandres, nous réussissons à n'avoir que l'armée anglaise en face de nous, alors nous aurons toutes chances de remporter un grand succès. Qu'elle ne reçoive aucun secours de l'armée française et l'Angleterre sera peut-être perdue. » Or, les Français sont loin. Malgré la distance, ils viennent tout de même au secours de leurs partenaires. « Serrant les dents de rage contre leur allié qui a perdu le Kemmel, les renforts français s'efforcent de nous arracher ce point d'appui. C'est en vain, mais nos derniers assauts de la fin d'avril ne parviennent pas non plus à percer les nouvelles positions anglo-françaises. Le 1er mai, nous revenons à la défensive dans les Flandres ou plus exactement, nous suspendons notre offensive, du moins nous l'espérions alors. *Par deux fois, la France avait sauvé l'Angleterre en pleine crise.* »

Il ne faut pas que cela se renouvelle. Quelles perspectives si l'on pouvait reprendre l'attaque en Flandres après avoir obligé les Français à rappeler leurs divisions du Nord et à n'en pas envoyer de nouvelles ! Les Allemands se voient déjà

sur les côtes de la Manche ayant, à portée de leurs coups, les artères vitales de l'Angleterre dont ils pourront attaquer les lignes de communications maritimes ; ils pourront même « prendre sous le feu de leurs pièces à longue portée une partie de la côte méridionale de la Grande-Bretagne ». Que « la technique allemande apporte encore un léger perfectionnement aux pièces qui, de la région de Laon, tirent sur Paris, et Londres, le plus grand centre commercial et politique anglais, sera bombardé depuis Calais ». Décidément, « la fin de la guerre dépend de l'heureuse issue de l'attaque contre l'aile nord anglaise ».

Seulement, il faut d'abord « séparer les deux amis qui combattent côte à côte dans les Flandres » et les séparer de telle sorte qu'ils ne se joignent jamais plus. « Il sera plus facile de battre les Anglais si les Français sont loin d'eux. » On va donc provoquer une crise dans l'armée française en l'attaquant tout d'abord. Où? Dans la région du front la plus sensible, celle qui mène à Paris. « L'atmosphère de la capitale est chargée d'électricité » ; l'orage est imminent, « ce que les obus et les bombes d'avion ne sont pas arrivés à faire », la menace toute proche des armées allemandes le fera. On attaquera donc dans la région de Soissons ; au surplus, c'est là que, d'après les renseignements, les positions françaises sont le plus faiblement occupées ; cette faiblesse compensera les difficultés du terrain.

Voilà le raisonnement ; dans sa partie théorique, il est rigoureusement exact ; toute attaque a pour immédiat effet d'aspirer les réserves du défenseur et une attaque dans la direction de Paris — direction ultra-sensible, en effet, pour les Français — semblait même devoir produire un effet d'aspiration supérieur à tout autre, mais par compensation Hindenburg n'aurait pas dû oublier que la région de Paris est aussi celle qui, de beaucoup, est la mieux outillée en voies ferrées et en routes pour de rapides et puissants transports. Or, c'est là que sont rassemblées les réserves françaises. Dès le moment où cesserait la pression allemande contre l'armée française, les divisions venues à la bataille et non encore engagées, celles appelées d'autres secteurs, n'auraient plus qu'un bond bien court à effectuer pour se porter à la rescousse des Anglais menacés à leur tour. Tous les moyens de transport seraient utilisables : trains, convois automobiles, même la voie de terre.

Au risque d'attirer quelques divisions de moins, Hindenburg aurait agi prudemment en faisant choix d'une autre partie du front pour attirer les réserves françaises. La Haute-Alsace, en particulier, était indiquée. Non seulement la conquête de la partie du territoire naguère annexé que l'armée française occupait encore pouvait avoir un certain retentissement, non seulement nous ne pouvions pas laisser prendre Belfort, mais le temps que nos réserves auraient dû mettre pour se transporter, par voies ferrées exclusivement, de Belfort à Cassel, pouvait procurer le délai nécessaire à la mise hors de cause de la gauche anglaise.

On sait ce que produisit l'attaque du 27 mai : un immense saillant s'avançant à l'intérieur des positions françaises jusqu'à la Marne qui coule de Dormans à Château-Thierry, saillant dont la base était formée par Soissons pris par les Allemands et Reims demeuré entre nos mains, saillant dangereux pour le vainqueur au même titre que l'étaient déjà ceux des Flandres et de Montdidier. En résumé, les trois premières attaques allemandes avaient eu, toute proportion de gain de terrain mise à part, le sort de toutes celles qui, de part et d'autre, avaient été jusque-là tentées.

A la guerre, tout s'enchaîne ; il est rare qu'une faute ne trouve pas bientôt sa peine. Hindenburg en laissant ses troupes pousser, à la fin de mai, plus loin qu'il n'avait projeté, en courant avec elles à la poursuite de sa chimère de percée décisive, les avait placées dans une situation tactiquement déplorable. Dans la vaste hernie de Château-Thierry-Dormans, ses armées ne s'alimentaient — et il faut comprendre par là non seulement les vivres, mais tout ce qui est nécessaire pour subsister militairement — que par une seule voie ferrée, non à l'abri du canon, ni surtout de l'aviation française. A l'extrême rigueur, cela pouvait suffire, si le front demeurait calme ; c'était tout à fait insuffisant pour livrer bataille.

La situation serait sensiblement améliorée si l'on s'emparait de Reims et de la montagne de même nom, située au sud. L'œuvre « incomplète et inachevée » du 27 mai exigeait impérieusement cet achèvement. De là, et uniquement de là, l'attaque du 15 juillet. Lüdendorff avoue, à défaut d'Hindenburg, qu'au grand quartier général allemand on savait, à la fin de juin, les réserves françaises extrêmement réduites, malgré le rappel des divisions précédemment engagées dans

le Nord. On devinait, il est vrai, la présence en France d'une vingtaine de divisions américaines, mais encore incapables de se battre autrement qu'encadrées par des unités franco-britanniques ; le but était donc atteint qu'on s'était proposé en attaquant au Chemin-des-Dames ; le moment était venu de tomber sur la gauche anglaise.

Il eût été venu, si l'on n'avait auparavant commis la faute de s'enfoncer dans le saillant de Château-Thierry, dont, avant toute chose, il fallait maintenant, et à tout prix, élargir la base. Hindenburg a beau colorer la décision d'attaquer, le 15 juillet, de part et d'autre de Reims, de la même raison — séparation des Anglais et des Français — qui lui avait fait entreprendre son opération du 27 mai, il n'ajoute qu'un argument bien faible à la cause essentielle de sa nouvelle attaque : pouvoir vivre dans la conquête du 27 mai, où, pour le moment, « il meurt d'étouffement ».

L'opération dont la prise de Reims devait être la conséquence est donc improvisée. Au début, on ne prétend enlever cette ville avec la montagne située au sud, que par une action dirigée contre la face ouest du saillant de Reims ; on y associera cependant un passage de la Marne vers Dormans suivi d'un rabattement vers l'amont de la rivière afin de protéger du canon français de la rive sud, l'aile des forces attaquant d'ouest en est, par la rive du nord.

Ce franchissement de la Marne n'est pas considéré comme une entreprise trop audacieuse — que de fleuves plus larges et plus profonds n'a-t-on pas passés de vive force sur le front oriental, la Dwina, le Danube, pour ne parler que de ceux-là — mais on convient cependant que, s'il est relativement facile de sauter sur l'autre bord, il sera beaucoup moins simple d'y progresser suffisamment pour que les ponts destinés à l'artillerie, aux munitions, aux vivres et aux matériaux divers, ne restent pas sous le feu de l'artillerie française.

Cette conception de l'opération nous apparaît, malgré tout, encore bien vaste pour son objet, car, au demeurant, grimper sur la face ouest de la montagne de Reims n'exigeait pas de passer la Marne, parce qu'il n'était point nécessaire d'avancer l'aile droite de l'attaque principale jusqu'à la vallée. La vérité est que, comme toujours, les visées initiales se muèrent bientôt en prétentions plus ambitieuses. La percée décisive continuait à hanter les cerveaux au

grand quartier général où l'on ne semble vraiment pas s'être douté que plus de sept semaines s'écouleraient entre la nouvelle attaque et la précédente, semaines dont l'Entente devait raisonnablement tirer profit pour se réorganiser.

Hindenburg prend donc la résolution de compléter l'attaque prévue sur la face ouest du saillant de Reims par une autre sur la face est, celle de Champagne. On attaquera même plus loin : des monts de Champagne à l'Aisne, dans « l'espoir de pousser jusqu'à Châlons-sur-Marne ». Quelles brillantes perspectives en cas de succès ! Toute l'armée française qui défend Reims et la montagne au sud-ouest capturée ; la ligne de la Marne, débordée entre Dormans et Épernay et inutilisable comme défense pour les Français ; tout le front entre Châlons et Saint-Mihiel dans l'obligation de se replier ; Verdun abandonné. Tout espoir est permis.

En une nuit, la résistance de notre 4e armée en Champagne, de notre 5e armée à Reims et au sud-ouest, font crouler tous ces vastes projets. On sait que la 4e armée, installée depuis longtemps sur un terrain couvert de fortifications, inaugura, le 15 juillet, une tactique nouvelle, consistant à ne laisser qu'un rideau sur sa première position — la seule sur laquelle s'acharna l'artillerie allemande — et à reporter sa défense effective sur une deuxième position assez éloignée pour être à l'abri des coups de la majorité des canons ennemis (1).

Hindenburg feint de croire que cette tactique a été improvisée dans la demi-heure qui précéda l'attaque, « grâce à la trahison de quelques soldats allemands » capturés aux monts de Champagne ! Le feld-maréchal, il faut le reconnaître, est généralement économe d'arguments aussi enfantins. En fait, nous avions depuis longtemps percé à jour ses préparatifs d'attaque, car nous étions devenus plus habiles à les reconnaître ; les quelques prisonniers faits à Moronvillers n'indiquèrent que l'heure de l'assaut et rien de plus. Leur renseignement parvint à une armée alertée depuis plusieurs jours, renforcée à souhait en divisions et en artillerie, disposée pour recevoir l'assaut sur les positions où elle le devait rece-

(1) La même tactique ne pouvait être appliquée à la 5e armée, venue depuis le début de juin sur un terrain neuf, parce que sa deuxième position n'était encore qu'ébauchée. En revanche, cette armée devait trouver, dans la nature boisée de la montagne de Reims, un terrain spécialement favorable à la défense pied à pied.

voir, conformément à des instructions datant de la fin de 1917, et dont l'application dans le cas particulier avait été soigneusement contrôlée par le maréchal Pétain lui-même. Personne ne pourra croire que de telles dispositions se soient pu prendre en quelques minutes, ni même en quelques jours.

La vérité toute simple est que nous avons adapté à un genre spécial d'attaque le mode de défense qui convenait pour en neutraliser les effets. Le principe, comme on vient de le dire, en avait été posé depuis longtemps ; mais six mois avaient été nécessaires pour imposer la doctrine défensive nouvelle et en régler l'application. Peut-être ne faut-il pas regretter ce retard, car tout procédé systématiquement employé perd bientôt sa valeur ; sa puissance de surprise est éphémère. Appliqué plus tôt, le retrait volontaire sur la deuxième position aurait été couronné de succès une fois, deux fois, et si, à ce moment, nous n'avions pas été en mesure de saisir l'initiative des opérations, qui sait quelle nouvelle forme d'attaque l'ennemi nous aurait réservée?

Quoi qu'il en soit, dès le 16 juillet, Hindenburg déclare que, la prise de Châlons apparaissant « comme incertaine et lointaine », il doit arrêter l'attaque. De même, au sud de la Marne, « il est obligé de passer à la défensive ». L'échec est complet, mais comme il n'ose pas se l'avouer, il songe à « tout au moins prendre Reims dont l'enlèvement ne sera peut-être pas sans produire une profonde impression sur l'ennemi ». Que d'espoirs plus vastes anéantis ! Ce dernier même ne sera pas satisfait ! Dès le 17, les Allemands sont si vivement pressés au sud de Dormans, que la moindre circonstance malheureuse peut tourner à la catastrophe ; il faut donc se replier ; l'ordre sera exécuté dans la nuit du 20 au 21 juillet. Enfin, sur les confins occidentaux de la montagne de Reims, la résistance de l'adversaire est si puissante et ses contre-attaques si vigoureuses, qu'on doit abandonner toute idée de le repousser. Reims, une fois de plus et définitivement, échappe aux convoitises de ses assaillants.

Hindenburg, avec sa générale bonne foi, avoue l'insuccès absolu de sa quatrième grande attaque. Mais il lui reste encore une espérance ; peut-être les Français sont-ils suffisamment fixés pour n'avoir pas le temps de voler au secours des Anglais que les Allemands vont maintenant attaquer en Flandres. Dès le 17 au soir, Lüdendorff part pour le

quartier général du prince Ruprecht de Bavière, à l'effet d'y surveiller les derniers préparatifs du nouvel et probablement décisif assaut.

Le coup de tonnerre du 18 juillet l'en rappelle bientôt et, à sa suite, les troupes destinées à l'écrasement des Anglais. La grande bataille offensive de France est désormais terminée pour les Allemands ; les rôles vont s'inverser. Il faut bien, pour que les choses en soient venues à ce point, qu'il y ait eu quelques faiblesses dans les plans du haut commandement allemand et nous pensons avoir indiqué plus haut les principales.

*
* *

La surprise du 18 juillet, entre bien d'autres conséquences, a celle de vider entièrement d'ennemis le saillant de Château-Thierry-Dormans, d'obliger les Allemands à se replier sur la ligne Aisne-Vesle, et, pour ce faire, on doit appeler à l'aide toutes les disponibilités, y compris celles destinées à l'attaque des Flandres ; désormais Hindenburg est donc partout réduit à l'offensive.

Il ne s'illusionne pas sur les suites possibles de ce revirement dans la situation.

Nous avions dû céder à nos adversaires l'initiative des opérations, et nous n'avions pas, pour le moment, les forces suffisantes pour la lui reprendre. Le général Foch était délivré de l'influence que la menace de l'offensive des Flandres exerçait sur ses décisions, les Anglais débarrassés de l'inquiétude où nous les tenions depuis des mois. Il fallait s'attendre à ce que le haut commandement ennemi profitât des circonstances, s'il était énergique, dans la mesure où il pouvait se créer des disponibilités. Il pouvait trouver des occasions favorables, car nos fronts défensifs ne pouvaient tous être tenus par des troupes nombreuses ou entièrement fraîches ; en outre, elles étaient réparties depuis le printemps sur des fronts très étendus, donc très sensibles au point de vue stratégique... Mais l'effet que notre échec avait produit sur notre peuple et sur nos alliés avait des conséquences plus graves encore, si l'on en croyait les premiers renseignements. Que d'espérances brisées que nos succès des derniers mois avaient fait naître ! Que de calculs détruits ! Nous pouvions cependant être assurés que l'équilibre politique se rétablirait si nous réussissions à redevenir maîtres de la situation militaire. »

Dans cet ordre d'idées, que compte faire Hindenburg? Il

ne nous le confie qu'après la description de notre offensive du 8 août sur le saillant de Montdidier, offensive plus désastreuse encore pour lui que la précédente. A ce moment, il n'a plus qu'un espoir. Tenir, pour « provoquer l'épuisement des forces ennemies. Tenir jusqu'à la mort ! Quel renoncement après tant de journées glorieuses, tant de brillants succès ! »

Espoir bien faible, doit-on penser, puisque le 14 août, dans un grand conseil tenu à Spa en présence de l'empereur et du chancelier, Hindenburg convient de l'impossibilité de gagner militairement la guerre, et approuve les tentatives pacifiques qui seront confiées à une puissance neutre. Le moment de cette démarche est seul remis à une occasion favorable — succès partiel ou consolidation du front. — Espoir illusoire au surplus, à l'heure où l'armée américaine en France commence à atteindre le million d'hommes, en attendant que d'autres millions la rejoignent ; espoir compréhensible à la rigueur au temps de Falkenhayn, dont ce fut — il le dit — la grande idée, mais en 1918 !

A résister toujours sur des fronts actifs de plus en plus étendus, à reculer sans cesse, l'armée allemande devait fatalement s'épuiser la première. Dès septembre, Hindenburg en fut convaincu puisque, le 10 de ce mois, il approuva l'entremise immédiate d'une puissance neutre, et le 28, suggéra l'appel au président Wilson. Au commencement d'octobre, il écrit : « Si nos adversaires se trompaient en admettant que notre front s'écroulerait, nous nous trompions aussi quand nous espérions qu'ils en arriveraient à s'épuiser complètement. » A partir du 8 août, la chose est déjà certaine ; la marche « vers la fin » — car c'est le titre que porte le dernier chapitre des « Souvenirs » — était commencée.

Général **Buat.**

Mémoires

(FRAGMENTS)

De l'âge divin à l'âge ingrat (1).

III

Ce fut donc au printemps de 1880 que nous allâmes nous installer à Bordeaux. Un voyage nocturne m'offrit la splendeur de l'aube, ce regard opaque du ciel endormi sur la terre qui grelotte, puis ce jaune, ce gris, ce rose, ce rouge, qui précèdent les branches du soleil dans la forêt du clair azur.

La maison où nous avions loué, *cours des Fossés*, en face de ce qui était alors le vieux lycée, et qui devait devenir peu à peu la Faculté des lettres et des sciences, portait le numéro 196. Le bureau de l'enregistrement était situé au rez-de-chaussée dont une partie était occupée par le ménage d'un tailleur nommé Lévêque, lequel cousait à la vieille mode, accroupi sur ses mollets, et rallumait sans cesse à une lampe à gaz-mil, à ce préposée, un trognon noir de pipe en terre. Le premier et le deuxième étage étaient nôtres, celui-ci comprenant la cuisine, la salle à manger et le salon, et celui-là nos chambres à coucher. Le troisième étage abritait, à notre arrivée, un couple sans enfant vivant avec un vieux père et beau-père dont la chienne qui avait la chassie se nommait Folette. La partie du cours des Fossés, aujourd'hui cours Victor-Hugo, qui faisait face à notre de-

1) Voir la *Revue* des 1er et 15 février 1921.

meure, était large, complantée de marronniers sous lesquels quelques mercantis dressaient leurs étalages, le dimanche matin surtout, consacré aux savetiers et aux marchands de singes et d'oiseaux.

A l'arrivée, on m'avait mis au lycée, en neuvième, car mes aptitudes scolaires, j'ai déjà insisté sur ce point, étaient telles que les écrevisses seules, que l'on assure marcher à reculons, pouvaient en donner une faible idée. Je fus présenté au proviseur, qui avait nom M. Jonette, et dont on saura tout quand j'aurai dit qu'il était l'auteur d'une grammaire française. J'étais et je suis encore, vis-à-vis des universitaires, dans un sentiment tel que je ne pense pas que le renard que je vis un jour enchaîné marquât une plus grande gêne à son bourreau que celle que j'éprouve devant mes amis les plus intimes lorsqu'ils appartiennent au docte corps Néanmoins je ne fus pas trop mal noté, à mon arrivée, par un certain M. Boisson qui avait le teint de la bière blonde et qui se croyait obligé, pour nous inculquer les éléments de toute science, de déposer au préalable, sur une chaise, un reluisant chapeau haut de forme. Je me liai au début surtout avec un excellent élève nommé Philippe Laurens dont les parents, des Parisiens, occupaient, rue des Ayres, un étage au-dessus d'une pharmacie. Le père de Philippe était le meilleur des hommes, soutenant assez péniblement sa famille avec une représentation commerciale, et la mère était enjouée, entendue dans son ménage, intelligente. Je fis ainsi connaissance avec les échantillons d'une race très différente de la mienne, d'un tout autre accent, apte à la petite lutte de l'au jour le jour, donnant à chaque chose son prix. C'est ainsi que je compris tout celui que l'on doit donner aux petits cornichons et oignons confits dans du vinaigre, et dont on assaisonne le bœuf bouilli, un jour que j'entendis le père Laurens s'écrier en en mangeant : « Je voudrais, tant ces condiments sont bons, en posséder mille bocaux ! » Et, lorsque nous buvions frais, chez mon camarade, grâce à la précaution que l'on avait prise d'avoir laissé longtemps les carafes sous le jet d'eau de la ville, précaution due à son papa, toute la satisfaction de celui-ci apparaissait sur son visage et se traduisait par cette phrase : « Il n'y a pas de boisson glacée avec de la glace qui vaille celle-ci ! » Le même enthousiasme s'exerçait sur un radis ou sur une salade de cresson que ces Parisiens prononçaient creusson, détail qui paraît insigni-

fiant, mais qui ouvrait un abîme entre nos mentalités. La réserve excessive de l'homme du Sud-Ouest se choque naturellement de cette exubérance de l'homme du Nord, qui la lui prête, le prenant pour un Provençal, et notre langage chantant est comme blessé par la volubilité, le raccourci, l'intonation de la phrase qui nous est étrangère. Tout cela n'empêchait point d'excellents rapports avec la famille de mon ami, et avec cet ami qui était au point de vue scolaire le contraire de ce que j'étais. Je l'ai vu, dans la suite, repasser avec un tel acharnement les matières d'une composition où il désirait être classé le premier que, pour ne pas succomber au sommeil, il infligeait à son corps une attitude torturante sur deux chaises. Il était devenu, grâce à ce système, une sorte d'élève universel, damant le pion à tous ses camarades et inspirant, dès la huitième, au proviseur et au censeur qui chaque semaine venaient assister à la lecture de nos victoires et de nos défaites, un respect sans nom. Je ne crois pas que tant de studieuse vertu lui ait procuré dans la vie une place privilégiée et j'ai fait la même remarque à propos d'autres qui lui ressemblèrent. J'avoue que j'éprouvais, sinon de la jalousie, du moins de la confusion à l'endroit de ces camarades que mon père me désignait comme des modèles à imiter. Le brave homme avait tout dit quand il avait cité l'École Polytechnique et je crois qu'il serait mort de joie si, ayant eu la facilité qu'avait ma sœur pour les mathématiques, je les eusse cultivées jusqu'à me coiffer d'un bicorne. Son ardent désir, auquel il dut bientôt renoncer, de me voir grossir la phalange de ces petits suisses de la science — quel orgueil n'eût-il pas éprouvé à me promener par les rues vêtu ainsi ! — lui avait fait me mettre entre les mains une lecture qui exprimait la jubilation et la fierté de parents escortant en public un tout jeune polytechnicien. Avouerai-je que, à l'âge d'homme, me rappelant ce souhait de mon pauvre papa, un jour que, devant une pharmacie, je rencontrai flanqué de son père, de sa mère et de sa sœur l'un de ces algébristes en uniforme, je versai des larmes. Mon père, pardonne-moi du haut du ciel de n'avoir été qu'un poète !

Philippe Laurens était donc le type du bon élève, et, dans la suite, cette qualité s'accentua chez lui jusqu'à la rendre insaisissable. Mais à l'époque où nous en sommes, il ne dédaignait pas de descendre sur le cours des Fossés pour

jouer avec moi. Nos désirs se portaient particulièrement sur l'étalage du père Larroque, boutiquier sexagénaire qui vendait aux lycéens non seulement des provisions de bouche, caramels, pâte de guimauve, beignets de pomme, mais encore de quoi stimuler bien des vocations : bateaux, canons, couleurs. Le père Larroque était généralement de mauvaise humeur, ne se déridait que lorsque venaient lui rendre visite d'anciens compagnons de jeunesse dont les conversations, me semblait-il, roulaient sur les bonnes fortunes du passé. Il avait un commis, sorte de long garçon épicier fort prétentieux, prénommé Charles, que l'on prononçait en faisant sonner l'*s* final. Je demandai un jour innocemment à Charles s'il n'était pas le fils du père Larroque, ce qu'il prit fort mal, tellement qu'il alla se plaindre à ma mère, qui passait avec moi sur le cours, de ma gratuite supposition. Je le vois, me désignant d'un doigt vengeur à la plus indulgente des femmes et déclarant : « Madame, ce polisson m'a demandé si je ne suis pas le fils de M. Larroque ! »

En face de notre balcon garni de belles fleurs, surtout de laurier-rose, de pétunias, d'œillets, de fuchsias, qui vers six heures s'alourdissaient des pierreries de l'arrosage, il y avait un pauvre magasin d'horlogerie qui manquait de jour et d'air. C'est pourquoi, chaque matin, son locataire nommé Guillot précipitait au dehors, à l'aide de rails, une cabine à roulettes dans laquelle il travaillait à l'ombre des arbres du cours. Il assujettissait à l'un de ses yeux une sorte de loupe de corne. A l'aide de cet instrument et d'une pointe d'acier, cet artisan scrutait et fouillait l'organisme d'une montre comme un entomologiste examine et dissèque celui d'un insecte. Il ne quittait sa roulotte que vers midi et le soir, quand, avec un fracas épouvantable et sur le même plan incliné dont il s'était servi pour la sortir, il la réintégrait dans le magasin qui la portait dans son ventre. Jamais Guillot ne réduisit ses nombreuses heures de travail, excepté le dimanche, durant huit années que je l'ai vu attelé à la besogne, sa lorgnette à l'œil ou relevée sur le front à l'aide d'une branche métallique. Qu'il gagnât sa vie ainsi, je le veux. Et le grand nombre de montres appendues autour de lui, dans cette tour vitrée, témoignaient de la confiance que les passants et les voisins lui accordaient. Mais au delà de cette besogne, il y avait comme un divin mystère. Nul doute que Dieu n'accordât une attention pleine de mansuétude à tous ces rac-

courcis de la machine céleste, à ces naïfs petits mondes que leur régulateur humain portait à son oreille, et ne nourrît celui-ci aussi bien que plusieurs passereaux. Que n'a pas dû comprendre Guillot jusqu'à ce jour, après la mort de mon père où, repassant par Bordeaux, je le revis? Il releva sa loupe de corne pour me tendre la main.

— M. Jammes a succombé à une maladie de cœur? J'ai le cœur malade aussi, je n'en ai pas pour longtemps.

Un voisin de Guillot, c'était Mignon, pâtissier, dont la face ressemblait à celle du type chinois tel que le représentent les livres sans prétention : il suffit d'une figure un peu blafarde, d'un nez camus, d'yeux bridés, de deux brins de moustache et d'une impériale qui me semble davantage se rattacher à Napoléon III qu'à Confucius. Mignon ne demeure dans mon esprit avec sa blanche toque de mandarin, que parce qu'il fournissait à l'humble luxe de notre famille qui, le dimanche, lui achetait une *mignonnette*, sorte de madeleine incrustée d'amandes de pin. Enfin, à l'angle de la rue des Ayres et du cours des Fossés, il y avait, en face de la maison habitée par nos amis Laurens, un certain Pilorget, coiffeur, qui me fit croire que chacun des petits plats à barbe qui lui servaient d'enseigne était en or massif et valait mille francs. Ce que je crus, et mon père me sembla naïf et ignorant lorsqu'il m'assura que ce Figaro s'était simplement moqué de moi. Ce Pilorget vivait dans une sorte d'effervescence. Bien que je comprisse peu le fond de son histoire, je le trouvai sublime un jour qu'il contait avec exaltation, à l'un de ses clients qu'il tondait, qu'un sien ami, capitaine de pompiers, avait quitté sa jeune femme brusquement, le soir même de leur mariage, pour aller éteindre un autre feu qui dévorait une scierie. Il est vrai que les incendies étaient si nombreux à Bordeaux, à l'époque dont je parle, qu'il y avait quelque chance qu'il ne se passât point d'année qu'un pompier n'en eût pu faire autant. Je me souviens de la lugubre sonnerie de la grosse cloche de la tour Saint-James. Dès que son sourd bourdonnement se propageait sur Bordeaux, j'étais empli de terreur. Je ne sais ce qu'éprouvait l'auteur de la *Vulgate* quand il pensait ouïr les trompes du Jugement dernier, mais je ne pense pas qu'il fût plus terrorisé que moi lorsque cette onde apocalyptique pénétrait jusqu'aux moindres fissures du plus lointain des quartiers pour signaler le feu. J'entends encore cette marée montante, solennelle,

monstreuse, submergeant la cité d'Ausone, ce bourdon d'un invisible essaim de bronze que je n'ai perçu nulle autre part, ce déferlement d'épaisses vagues aériennes qui ne retrouvaient le calme un instant que pour permettre à un lourd marteau de cogner sur la lèvre de cette gueule infernale autant de fois qu'il le fallait pour indiquer le numéro de l'arrondissement sinistré. Cette voix du beffroi bordelais revêt une extraordinaire majesté, bien digne de cette ville méconnue par aucuns qui font consister son charme dans quelques quartiers neufs, tels ceux de Tourny. Mais il est une Burdigala qui est faite d'ombre, dont les maisons en des ruelles étroites présentent leurs balcons de fer bombés comme des galères et tout pavoisés de fleurs. Surtout au clair de lune, cette cité antique ressort, se détache nettement de la ville moderne. Çà et là une tour, une porte de l'enceinte, puissamment postées, une église immémoriale, et, à la base de la ville, ce fleuve commercial, ce quai tout plein d'odeurs salubres, de vo ières criardes et bariolées, de bouges marins, suspects et naïfs. C'est plutôt vers ces quartiers anciens, obscurs et poétiques, en des venelles qui arboraient de singuliers drapeaux, des bouées, des toiles à voile, des vêtements huilés, des poulies et des câbles que nous portions nos pas, mon père, ma mère, ma sœur et moi, aux jours que le bureau de l'enregistrement, le train de maison et les classes nous laissaient quelque loisir. J'évoque certains après-midi d'été, quand nous descendions en flânant jusqu'à la Garonne en suivant le cours des Fossés, plongé dans le calme dominical. Ces jours-là nous n'étions pas invités par des juifs aux voix tremblantes à entrer dans leurs boutiques pour y admirer, sur des mannequins, des costumes tout faits, plus roides que des morts de froid. Mais, et le dimanche même on ne les rentrait pas, mon attention était sollicitée étrangement par deux cercueils de verre posés verticalement sur le trottoir, à droite et à gauche de la boutique d'un défroquant de Judée. Chacune de ces boîtes funèbres contenait une poupée de cire qui avait l'intention de représenter un de ces ouvriers, dits *compagnons*, qui faisaient naguère, avec une certaine ostentation, le tour de France. Quoiqu'on eût voulu assigner l'âge adulte — leur moustache et leur impériale en témoignaient — à ces personnages impressionnants, la sordidité hébraïque les avait réduits à la portion congrue : celle de leurs sarcophages économiques. On avait glissé,

entre les doigts roidis de ces prolétaires jumeaux, la canne à pomme d'or de la société secrète, et à leur boutonnière décorée d'un bouquet blanc pendait un insigne abracadabrant. Laissant de côté ces momies, dont on avait vermillonné les joues au long desquelles tombaient des boucles telles que l'on en voit aux rabbins du réservoir de la synagogue, à Alger, nous poursuivions jusqu'à une place solitaire où le moyen âge avait, paraît-il, dressé le gibet. Elle était commandée par une porte massive, propre à l'antique défense de la cité, la *Porte de Cailhau.* A l'angle que formait cette place avec la rue du *Chai-des-Farines* était situé le plus médiocre des cafés tenu par Isidore Têtard. Là nous nous asseyions un moment sous la tente où nous nous faisions servir une canette de bière, puis nous continuions par les quais en nous intéressant aux vapeurs, aux barils accumulés, aux enfants qui essayaient de pêcher quelques menues anguilles.

Ce fut le 14 juillet qui suivit notre installation à Bordeaux que l'on célébra la première fête de la troisième république. Je ne sais pourquoi, vers ma huitième année, à Saint-Palais, je professais des idées nettement monarchistes devant mon père, qui ne les partageait point. Je me laissai pourtant séduire, quatre ans plus tard, à Bordeaux, par un assemblage de trois plumes tricolores, fort jolies, dont on décora mon chapeau, qui était blanc comme tout le reste de mon costume. Je devais avoir l'air, porteur de cette aigrette, d'un oiseau tropical. Cet anniversaire de la prise de la Bastille fut favorisé par un implacable azur. De bon matin, lorsqu'il faisait frais encore, je me promenai non loin de la maison, sur le Cours où des camelots foisonnaient. Le peuple avait l'air heureux, et moi-même je me sentais le cœur léger, prêt à s'envoler ainsi que mon couvre-chef ailé. Je ne me doutais point du désastre à quoi nous vouait ce régime qui a combattu si haineusement mon Dieu. Mon père avait subi et la philosophie de Jean-Jacques et l'influence du milieu huguenot dans lequel il avait été élevé, à Orthez, dès l'âge de sept ans, à son arrivée des Antilles. Je regrette de lui avoir connu ces idées et, dans son agonie, de ne m'être senti ni assez âgé ni assez chrétien pour lui indiquer le chemin de la paix. Je déplore amèrement certains partis pris dans le maintien et le triomphe desquels il situait le progrès, la fraternité, que sais-je? Mais son cœur fut le plus noble que j'aie connu, et

jamais sa vie familiale ne prêta au moindre soupçon. Il avait naturellement de telles manières, et ce physique merveilleux que j'ai déjà dit, que j'ai entendu une femme du meilleur monde lui assurer qu'un prince lointain devait revivre en lui. Ce prince a peiné, s'est usé le cœur pour nous gagner du pain. J'entends, dans le bruit que fait ma plume qui trace ces lignes avec amour, le même bruit qu'émettait la sienne sur les gros registres où il appliquait sa signature nerveuse. Enfant, je suspendais ma respiration pour regarder l'arc si pur de son front sous la lampe d'automne, dans son bureau solitaire. Le Seigneur ne m'a pas donné que je comprenne ainsi, à travers la mort, celui qui m'a engendré pour qu'il me sépare de lui. Ah ! certes, j'eusse préféré que notre maison d'alors fût telle que celle où j'ai posé la pierre de mon foyer, toute sonore de cantiques, toute fleurie de fêtes patriarcales, toute embaumée de pain bénit. Mais je crois trop à la miséricorde pour ne pas croire à l'ignorance et à tant d'influences, dont nous sommes tous plus ou moins responsables, qui pénètrent dans notre pauvre argile et qui entravent notre liberté individuelle. Je voyais parfois mon père, l'air toujours un peu fatigué, demeurer longtemps silencieux en face d'un arbre ou d'un paysage. : « A quoi penses-tu? » lui demandais-je. Et il me répondait simplement : « A Dieu. » Cet aristocrate, entiché de la première Révolution comme Leconte de Lisle et la plupart des créoles que j'ai connus, — il se souvenait aves tristesse des noirs en esclavage chez son père, — était amené par ses fonctions et par les circonstances à fréquenter des individus, ses collègues ou non, qui ne lui ressemblaient en rien. C'est ainsi qu'à l'occasion de cette première fête nationale notre table réunit un certain nombre de gens qui déjeunèrent en notre compagnie sous l'égide d'un petit buste de la République disposé sur un socle. Il ne se dit rien, durant ce repas, qui pût blesser les oreilles de ma mère et de ses enfants, qu'elle élevait en catholiques, mais avec cette modération qu'inspirait à ses pareilles la froideur religieuse des maris nés sous Louis-Philippe — il ne s'y dit rien de choquant, encore que deux des convives appartinssent à la franc-maçonnerie dont mon père, fort heureusement, ne fut jamais un adepte. L'un de ces deux hôtes avait nom Albert Lescure, l'autre Guichet. Albert Lescure était le fils d'un vieux maître d'hôtel qui avait fait à mon père et à ma mère, dans un poste de début, les honneurs de

sa bonne cuisine et qui s'était mis en quatre pour faciliter leur installation. Mon père, qui avait le cœur reconnaissant, ne manqua point d'aller rendre visite, aux environs de Bordeaux, à ce Vatel à la retraite qui avait suivi son fils devenu pharmacien. Albert Lescure était un brave garçon dont le teint marquait une propension à la maladie de foie : son visage camus s'encadrait d'une barbe noire en forme de fer à cheval et il avait à se plaindre de sa femme. A chaque fois que nous allions frapper à sa porte, il ne manquait pas de nous accueillir par ces mots : « Avez-vous lu ce qu'ils ont encore fait? » *Ils*, c'était, bien entendu, ceux qu'il surnommait « les chevaliers de la robe noire » ou qu'il gratifiait de quelque autre métaphore imitée de M. Homais. Mon père, assez railleur, n'était pas sans s'amuser dans son particulier de l'état d'esprit de ce frère trois points qu'il avait connu enfant et qu'il affectionnait. Je crois savoir qu'Albert Lescure, que la vie chargea d'une lourde croix, est mort converti. Le Ciel nous vaut mieux qu'une loge, s'appelât-elle *la Candeur*.

Le collègue d'Albert Lescure au Grand-Orient était donc ce Guichet, fonctionnaire. Il n'avait point la rondeur de son émule, même au physique. Pâle et long, il possédait un nez en lame de rasoir et des moustaches noires qui allongeaient encore ce nez, d'où elles pendaient comme les branches d'un compas. Je crois que ses convictions n'étaient pas désintéressées ; il parlait beaucoup de son avancement et il essayait de gagner à sa secte, en en faisant ressortir les avantages, mon père qui demeura inflexible. Je vois Guichet assis, un soir, sur le canapé de notre salon où il a déposé son chapeau, un tube sinistre qui étirait encore sa figure quand il s'en coiffait : « Mon cher collègue, disait-il d'un air sentencieux, que n'étiez-vous, hier soir, parmi nous? La séance que nous avons tenue était impressionnante, un seul cœur nous animait. » Ainsi parlait Guichet dont la femme et les enfants, que nous fréquentions, étaient fort pieux. J'ai conservé ce souvenir encore : je suis chez eux ; il rentre, seul, d'une promenade, tuyauté de son éternel chapeau ; il a l'air absorbé ; il fouille dans son pardessus qu'il va enlever, il retire un petit livre qu'il va dissimuler dans un coin ; je choisis mon instant pour aller jeter un coup d'œil sur ce livre : c'est l'*Imitation de Jésus-Christ.*

Tels sont les deux personnages qui buvaient à la santé de

la République, chez nous, en cette chaude journée de l'an 1880. Quand le soleil fut moins actif, à la fin de l'après-midi, l'animation du matin reprit dans la rue, grossit encore. Et après le repas du soir, la foule battit son plein. Elle riait. Cours d'Alsace-et-Lorraine, elle monta sur la voiture d'un cocher récalcitrant qui voulait enfreindre une consigne et elle le fessa. Mille globes illuminés pendaient aux fenêtres et le feu d'artifice, tiré sur les Quinconces, eut une bien autre allure que la pétarade qu'on nous offrait aux fêtes de Saint-Palais. Ce me fut toujours une joie que d'assister à ces jeux de flammes colorées et crépitantes. Celui-ci, même à un intervalle de quarante années, me semble d'une beauté particulière. Je vois le gouffre de la nuit, les maisons imposantes qui, du côté du Jardin Public, entre les feuillages grandioses, ont une allure balzacienne, semblent garder le mystère de quelque Fille aux yeux d'or. J'entends la respiration contenue de la foule grouillante et son murmure admiratif lorsque des serpents et des dragons sillonnent la nuit et, détonant, laissent choir leurs braises multicolores et rendent, avant qu'il s'en élève de nouveaux, l'obscurité plus dense. Que se passe-t-il au soir de ces vastes fêtes? Quel vieil amiral, sur l'une des terrasses qui dominent la cité, compare, après dîner, en fumant son cigare, ce ciel artificiellement constellé à celui des nuits de Chine? Je rentrai me coucher, mais l'allégresse du matin avait disparu, noyée par la fatigue et aussi par je ne sais quel sentiment qui me prédisait que tout cela était lamentable, que ce peuple ne possédait pas le bonheur, mais seulement je ne sais quelle ivresse de mauvais aloi où grondait l'avenir.

. . . .

La rentrée de l'année scolaire 1880-1881, je la fis au lycée, chez M. Dabas. M. Dabas était charmant. Il se croyait marin parce que, durant les vacances qu'il passait à Arcachon, il manœuvrait un petit bateau. C'était un joli homme, d'une trentaine d'années, l'œil bleu, la barbe blonde en deux pointes. Nous fûmes tout de suite d'assez bons amis : je travaillais assez bien, mes places étaient parfois très satisfaisantes. Plus tard, lorsque je retrouvai en sixième ce maître parfait, je le fis au contraire beaucoup souffrir, parce que j'avais atteint l'âge ingrat dans ce qu'il a de plus noir, de plus vaniteux, compliqué d'un tas de lubies où le docteur

Faust et Méphistophélès eux-mêmes eussent perdu leur latin. Il y eut en moi, ainsi qu'en un philtre magique où divers esprits se combattent, un écolier, un alchimiste, un pascalisant, un poète et un amoureux. Mais n'anticipons pas sur mes ridicules, que nous retrouverons en leur temps, et plaise à Dieu que je sois débarrassé du plus funeste à jamais ! Nous sommes donc encore en huitième où M. Dabas, quand il nous donnait quelque explication grammaticale ou autre, s'arrangeait toujours pour la faire glisser vers sa chère navigation. Devait-il nous renseigner sur les applications opportunes des verbes « mener, amener, emmener », il nous révélait comme quoi, dans un concours de voiliers auquel il avait pris part avec succès, l'expression « amener le pavillon » — ce qui signifie le baisser par déférence ou par force — avait fait se méprendre ses concurrents qui avaient été battus par ignorance de la langue française. Rencontrait-on, dans une lecture, le terme « vaisseau de haut bord », sur-le-champ M. Dabas bondissait de sa chaise vers le tableau où, jusqu'à ce que le tambour le chassât de la classe, il dessinait des trois-mâts. Son complet-veston était taillé dans la même étoffe que la casquette à visière vernie qu'il portait parfois : une étoffe de costume de matelot. C'est M. Dabas, et je lui en garde un gré infini, qui nous fit notre premier cours, très élémentaire, d'histoire naturelle. J'avais cru jusque-là que les professeurs n'apportaient guère que l'ennui, et jamais l'une de ces simples choses du bon Dieu qui permettent à l'enfant de se retrouver chez soi, c'est-à-dire dans le monde. Quelle ne fut pas ma joie quand, un certain samedi soir que j'attendais l'explication de cette rubrique portée sur notre emploi du temps : *sciences naturelles*, je vis M. Dabas tirer d'une boîte deux ou trois cailloux, une herbe et une grenouille morte fraîchement. Il nous expliqua les trois règnes. Et lorsqu'il en arriva à la bestiole, dont il avait tendu les muscles dorsaux sur l'acier d'un canif pour la galvaniser, j'entendis mon voisin de Boucaud me confier avec un sourire innocent : « Je serai médecin. » Il a tenu parole et je lui dédie aujourd'hui ce souvenir qui date de trente-huit ans. Mon autre voisin de classe, Charles Veillet, ne paraissait pas s'intéresser aussi vivement que moi aux minéraux, aux végétaux et aux animaux. Je me souviens que, durant ce premier cours expérimental, il considérait un minuscule almanach dont la couverture représentait un gentilhomme valois donnant le

bras à une gente dame. Il me montra ce couple en m'expliquant : « C'est de la *galanterie française.* » De la grenouille, M. Dabas en arriva bientôt aux insectes, ce qui déchaîna en moi une passion d'autant plus vive que je venais de lier connaissance, dans un roman de Jules Verne, avec le plus original des entomologistes. Mon ami de Boucaud, voulant m'être agréable, me rapporta de son jardin un tout petit coléoptère marron. Je m'avisai de ce qu'il n'avait que quatre pattes, au lieu de six, qu'ont toujours les coléoptères, nous avait affirmé M. Dabas. J'allai le montrer à celui-ci, pensant avoir découvert quelque monstre auquel on ne manquerait pas de donner mon nom, latinisé. Il me répondit : « Votre imagination, cette folle du logis, vous entraîne trop loin. Cet insecte a six pattes. »

En ce temps-là, durant mes promenades, j'appris cinq choses, et la sixième au cours de mes lectures profanes. La première, c'est que sous un azur plein de brise, les vaisseaux d'un port sont joyeux et impatients, joyeux par les chants des marins, impatients par leurs pavillons qui ne demandent qu'à se détacher. La deuxième, c'est que la Vierge dorée qui luit comme une âme au sommet de la tour de Pey-Berland, et qui est la reine de Bordeaux, fut un jour projetée sur le sol par des brutes. La troisième, c'est qu'il est poignant de voir les passants se fondre dans le brouillard comme dans la mort tandis que gémissent les sirènes du fleuve. La quatrième, c'est qu'un grand marché est une merveille et que l'on peut y acheter des coquillages, des crabes et des crevettes, pour lesquels mon goût est si prononcé qu'il me ferait commettre des folies. Et la cinquième, c'est qu'il y a Jules Verne.

Trop de pions n'ont pas compris la grandeur homérique de ce constructeur qui, ayant posé ses fondations au centre de la terre, élève à travers l'océan sa cathédrale jusqu'au ciel. Que n'a-t-il pas vu? Que n'a-t-il pas ressenti? Non pas à la manière d'un voyageur qui parcourt effectivement le monde, et n'en rapporte rien, mais comme saint Jean de la Croix qui, muré dans sa cellule, y trouve :

... les montagnes,
Les vallées solitaires et boisées,
Les îles étrangères,
Les fleuves retentissants,
Le murmure des zéphyrs amoureux.

Que n'a pas embrassé son génie dans les trois règnes, sous toutes les latitudes et longitudes? Quelles vocations n'a-t-il pas suscitées, et, à l'heure où j'écris, combien de marins écoutant la mer leur parler à l'oreille, combien de missionnaires ouvrant les sentiers d'une chapelle au Brésil ou dans l'Inde pourraient témoigner que la flamme qui les a poussés en avant, ils la tiennent de Jules Verne. Cet homme ne sut point assez poser pour arriver, et, d'ailleurs, dans chaque siècle, il n'est pas beaucoup de personnes qui soient aptes à goûter l'*Odyssée*, à moins que ce ne soient des enfants. Lui-même semble avoir ignoré sa grandeur : il allait au théâtre d'Amiens chaque soir, et il trouvait très drôle, dans un bal travesti, de se déguiser en cuisinier, de coiffer un calot blanc, de ceindre un torchon et de brandir une poêle. Je connaissais déjà le *Voyage au centre de la terre*, mais quelques chapitres de *Vingt mille lieues sous les mers*, que me prêta une dame qui dirigeait les cours que suivait ma sœur, me transportèrent davantage encore. Je résolus de vivre, si je peux dire, dans une atmosphère sous-marine. Je fus submergé. Le brave M. Dabas lui-même, je ne l'apercevais plus qu'à travers des ondes glauques toutes fleuries de méduses, toutes arborescentes de coraux, toutes grouillantes de monstres. J'apportai dans l'exploration imaginaire de l'abîme une telle passion que je ressens bien aujourd'hui que c'est *l'Etre* que je recherchais alors dans ces profondeurs. Mais j'ai dit, hélas! que j'avais beaucoup trop négligé, dès ma huitième année, les courants qui conduisent à l'absolu. Je reconnais aujourd'hui que si j'avais apporté à la poursuite de Dieu cette frénésie qui débuta par cette fascination du gouffre merveilleux, et qui plus tard se changea en une exaltation qui touchait surtout la cime de mon cœur, et que m'inspirait le pur amour des vierges, je fusse peut-être parvenu à l'extase. Mais tandis qu'en visant à Jésus-Christ je n'eusse évolué que dans une subtance sans défaut, toute de lumière et peuplée d'anges, une suite de grotesques apparurent çà et là dans mon paradis sous-marin. Le diable et la nature humaine déforment dès que n'est plus là Dieu seul. Je ne vois là nul vestige de folie à quoi de naïfs pédants pourraient conclure, mais l'explication de bon nombre de caprices et fantaisies douteuses auxquelles se livrèrent parfois, sur leurs toiles, des peintres flamands et espagnols, et même de grands poètes qui laissèrent dans l'ombre leurs élucubra-

tions, tous parfaitement sains d'esprit et même bons vivants. Cette hantise des fonds sous-marins dura plusieurs années, devint chronique presque. C'est vers l'époque où j'en suis qu'elle commença de se manifester, mais elle ne m'absorba pas tout de même assez pour que je ne pusse, par moments, échapper aux fortes pressions pour revenir, à quelques mètres de la surface, dans la classe de M. Dabas. Malgré la sympathie que j'éprouvais pour ce maître, l'odeur de la rentrée m'avait été insupportable. J'entends par odeur de rentrée celle qui se dégage du livre scolaire neuf, cartonné. Faut-il dire qu'elle me poursuit encore, bien que je m'en gare le plus possible? Mais ce qui pousse à bout mon animosité olfactive, et que je sentirai encore, je crois bien, au purgatoire, c'est le carrelet d'ébène et l'encrier de bois verni, rond, et à ressort tournant. Quoique externe libre, je dus prendre contact avec plusieurs de ces êtres singuliers que l'on appelle pions. Je ne pense pas qu'il y ait au monde rien de plus varié que cette race, car c'est moins une conformité de goût que le besoin qui la dirige dans cette voie. Le dernier pion que j'ai connu, et qui fut un délicieux poète et prosateur sur lequel je reviendrai, André Lafon, se trouva sur ma route aux environs de ma quarantième année pour que je comprisse que, du moindre fonctionnaire, Dieu peut faire un chef-d'œuvre. Mais des maîtres d'étude que j'approchai soit à Bordeaux, soit auparavant à Pau, bien peu me donnèrent l'idée d'une éminente vertu. J'en ai connu de toutes sortes parmi les imparfaits : l'un qui posait pour le romantique consumé par la passion de la femme, — dont il est mort, — qui croyait ressembler à Alfred de Musset, et qui nous menaçait de nous exposer tête nue au soleil ; un autre qui avait ébauché quelques études en Angleterre d'où il avait rapporté une moustache blonde en brosse à dents et un chapeau haut de forme monumental qu'il pensait être indispensable pour faire figure de lord. Sa voix était musicale et sourde, semblable, je pense, à celle qu'eût fait entendre à Hamlet la mâchoire du pauvre Yorick ; un troisième, qui ne semblait devoir évoluer, qui a vécu vingt ans peut-être dans cette inconcevable charge, entre un brûle-gueule et un verre d'absinthe, et qui en était arrivé à ne prononcer machinalement, cent fois par jour, que cette formule : « Pas de pitié pour cet élève-là ! » J'ai connu un nommé Serrurier qui était si myope que, lorsqu'il entendait

parler quelqu'un dans nos rangs, il se dirigeait à tâtons vers celui qu'il croyait avoir vu se dissiper, et il ne manquait pas de mettre la main sur le plus sage et le plus silencieux d'entre nous. Je me souviens d'un gros Auvergnat nommé Vaudioux qui roulait les *r*, à la face large, aux yeux et au nez ronds, portant courts des favoris d'un noir lustré, vêtu d'une irréprochable jaquette de ministre, cravaté de rouge, coiffé d'un tube mirobolant et qui était sensuellement épris de la bonne d'un de mes camarades, laquelle se fichait d'un tel amoureux. Je vois un nommé Sandemagnan qui, durant la longue dictée que l'on nous infligeait comme pensum, la même presque toujours : *la Vie de Pascal par sa sœur Jacqueline*, polissait le boîtier de sa montre avec de la craie qu'il pulvérisait. A côté de ces comiques vivaient les tragiques : celui que sa détresse avait fait accueillir par le proviseur et qui, hier encore, surveillait aux docks les débardeurs qui avaient tenté de l'assassiner, et cet autre, un fils de famille, lassé, découragé, bâillant, dont je compris plus tard la situation, l'ayant rencontré quelques jours avant sa mort avec une femme du bas peuple et traînant à sa remorque trois misérables enfants. Que la vie est donc, mon Dieu ! un singulier mélange de sourires et de larmes et, combien, quand on se fiche de certains hommes, l'on est près de les serrer dans ses bras avec les autres ! Que nous devons nous aimer et nous faire pitié à nous-mêmes ! Le temps assez bref dont nous disposions au lycée, entre les classes, nous le passions à nous amuser et à nous battre entre camarades, surtout à nous battre. Les fonctions de nos parents servaient de prétexte à ces luttes dans la vaste cour des petits où se trouvaient, avec des fils de latinistes, des rejetons d'un commerce médiocre que nous surnommions « les épiciers ». Cet antagonisme, nous déclarait M. Dabas, remontait à la nuit des temps. Nous nous acharnions comme des apaches les uns contre les autres. Quelques-uns usaient d'armes terribles. Je faillis perdre la vue ayant reçu dans la paupière une flèche de fer lancée avec une fronde. Mon ami Charles Veillet-Lavallée et moi étions parmi les plus téméraires. Mes camarades me respectaient particulièrement parce que je les entraînais et parce que mon caractère insolite, mes questions inattendues à mes professeurs, et certains essais littéraires que je leur communiquais, en imposaient à leurs caractères craintifs, pondérés et moins enclins que le mien au désir de briller.

De là, chez moi, les premiers germes de cette maladie, odieuse surtout pour l'entourage de celui qui en est atteint, et qui se manifeste dans la prime adolescence : l'âge ingrat.

L'une des plus anciennes élucubrations dont il me souvienne, et que je donnai à lire à mon ami de Boucaud dès que je l'eus écrite, roula sur les fourmis. J'avais été stimulé, dans le choix du sujet, par quelques éléments entomologiques et par le roman d'un certain docteur Candèze, *la Gileppe*, qui mettait en jeu tout un petit monde souterrain. Mais, à vrai dire, je n'ai jamais vu dans la plupart des œuvres des autres qu'un motif à m'exalter en y découvrant presque toujours ce que j'avais déjà trouvé, et ressenti au centuple directement. Tel paysage décrit ou peint par eux me devient si présent que je le reconstitue et il m'est souvent impossible, dans la suite, de le distinguer d'avec la réalité. Ce qui me hantait dans l'histoire pseudo-scientifique du docteur Candèze, ou dans le *Guide du collectionneur d'insectes*, c'était l'odeur de la terre fraîche respirée soit dans le potager de mon oncle le Mexicain, aux environs de Pau, à l'heure où le jardinier noyait les fleurs velues des citrouilles, soit dans notre parterre de Saint-Palais, quand la rosée du matin baignait les escargots. J'avais donné pas mal de moi-même à cette prose sur les fourmis, ainsi que j'avais fait l'année précédente, dans la narration sur Vercingétorix dont M. Blanchet n'avait point voulu croire que je fusse l'auteur. J'essuyai une humiliation analogue à celle-ci, à cause de mes infimes héroïnes, pourtant bien différentes d'un général gaulois. De Boucaud ayant cru bon de communiquer mon œuvre formique à son père, celui-ci haussa les épaules en déclarant qu'il n'était pas admissible qu'un gamin de mon âge eût fait d'aussi bel ouvrage. Je fus quelque peu irrité de cette inscription en faux, mais je dois reconnaître aujourd'hui que M. de Boucaud père et M. Blanchet s'enthousiasmaient à bon compte. On voit donc que, bien que je ne fusse pas un trop mauvais élève, je tentais l'impossible pour me distraire et m'échapper de la classe de M. Dabas, soit que je suivisse Jules Verne au fond des mers, soit que le docteur Candèze m'invitât à réduire ma taille à celle d'un lombric pour visiter une cheminée à grillon. Sans que je m'en rendisse bien compte, j'avais une terrible nostalgie de la campagne, une ardente soif de poésie et un manque de direction dû surtout, je me répète, à une insuffisance de vie

religieuse — insuffisance qui provenait des préjugés alors en cours touchant la communion précoce. J'estime que, tel que j'étais, j'eusse dû me nourrir de Dieu dès l'âge de cinq ans et le plus fréquemment possible. La conclusion c'est que, pour trouver mon parfait équilibre, ma santé morale, il m'a fallu attendre au delà de trente-sept ans. Nul, même s'il est sain d'esprit, ne possède tout son aplomb qu'au prix que je viens d'indiquer.

Il y avait, pour ramener la rêverie, un moyen fort simple d'introduire un réducteur dans le cours de M. Dabas. Il suffisait qu'un élève mît devant soi une feuille de papier et qu'il y dessinât un bateau. Notre maître flairait l'objet de son idée fixe. Il descendait de sa chaire, poursuivait quelque explication, un livre en main, mais d'une manière de moins en moins précise, l'un de ses yeux observant à chaque minute l'attitude du polisson qui griffonnait au moment qu'il fallait simplement regarder un texte. M. Dabas était devant le coupable. Il prenait avec douceur le dessin et déclarait, sans l'ombre d'une irritation :

— Le mât de misaine n'est pas à sa place. Vous allez me permettre de rectifier votre vaisseau à l'encre rouge.

La demi-heure qui suivait nous paraissait charmante. La grammaire latine faisait trêve, et nous étions emportés par un grand voilier que pilotait notre professeur sur une mer sans nom et sans bornes.

*
* *

Deux grandes distractions s'offraient aux écoliers bordelais : la foire des Quinconces en octobre et la foire aux fleurs en mai. La foire des Quinconces était un monument de la bêtise humaine qui ne manquait pas de grandeur. On atteignait l'esplanade par une allée où s'alignaient les boutiques de marchands de nougat bariolé, dont l'un, Moïse Zoari, portait, comme sa femme, un costume à la turque ; mais tandis que ce Levantin était d'une minceur d'ombre chinoise et semblable à quelque esprit des *Mille et une nuits*, avec la barbiche d'un bouc et les mollets d'un âne, sa femme était plantureuse ainsi qu'une pastèque. Non loin des confiseurs, des distributeurs de bibles protestantes imploraient les passants d'accepter gratis leurs produits frelatés où le bon pioupiou et sa payse ne savaient rien découvrir qui différât de

la Vulgate. Leur succédaient les débitants de noix de coco. Dans une allée perpendiculaire à la première on entendait le caquet de mille oiseaux des îles : veuves, cardinaux, toucans, inséparables, cacatoès, bengalis, que l'on pouvait gagner à la loterie. Les servantes martiniquaises, coiffées, eût-on dit, de peau de banane, affectionnaient ce coin. J'entends l'une d'elles répondre à un calicot stupide qui la raillait pour sa face d'ébène : « Nous sommes frère et sœur en Notre-Seigneur Jésus-Christ. » Mais je doute que ce voyou comprît la belle simplicité des vierges noires. Aux environs de la place où les baraques d'importance et les chèvaux de bois mêlaient leurs cuivres, leurs tambours, leurs grosses caisses et leurs orgues, se groupaient les spectacles et les jeux suspects, les femmes-torpilles, les tirs, et aussi les fabricants de gaufres dont la cuisine puait délicieusement, les bouquinistes et les marchands de bric-à-braç. Mais ce qui dominait ce vaste enfantillage, c'était la majesté du port qui semblait s'élever dans le ciel où frissonnaient les nerveux pavillons des navires.

La foire aux fleurs, tenue sur la place Saint-Seurin, était d'un tout autre aspect. Le piaffant commerce de Bordeaux s'y donnait rendez-vous. J'aimais à fréquenter ce bel endroit, aspirer le parfum des corolles noyées d'eau dans leurs pots de terre, considérer le pompeux négociant à gros cigare qui interrogeait avec une familiarité avantageuse l'orgueilleux rosiériste. Ah ! je retrouvais là un peu de mes jardins perdus des Pyrénées ! Je les cherchais partout. Il me fut heureusement donné de me retremper dans la belle nature à l'occasion de la retraite que nous fîmes à Talence, pour la première communion, en juin 1881, dans l'annexe du lycée de Bordeaux entourée de bois charmants. Qu'il faisait donc beau ! Tout luisait, le ciel, la terre, les feuillages des chênes, les gros insectes que l'on appelle biches, et jusqu'aux faces de trois de nos camarades nègres, de la plus riche ébène, et que je vois assis sur l'herbe, occupés de faire exploser joyeusement des bouteilles de limonade gazeuse. Dois-je dire que, malgré cette préparation dans ce beau cadre, ma première communion, encore que j'y aie apporté bien de la conscience, me laissa froid? Je fus taraudé par mille scrupules, et pour rencontrer l'embrassement de Dieu dans l'Eucharistie, et cette paix que l'on définit : la tranquillité dans l'ordre, il m'a fallu, après un long abandon du sacrement,

attendre jusques après ma conversion, qui eut lieu en 1905, et dont je reparlerai en son temps. Je n'avais point, j'insiste, communié assez jeune, et l'on ne m'avait pas suffisamment averti touchant certaines curiosités qui obsèdent l'enfance et ternissent la pureté de son âme. La fausse pudeur vis-à-vis des enfants est l'une des plus graves plaies qu'ait occasionnées le jansénisme.

Après ma première communion, je repris le cours de mes humanités, sans grand enthousiasme pour tout ce qui n'était pas la physique ou la chimie, dont le programme ne comprenait que quelques éléments assez avancés. Sur ces matières, je déconcertais mes professeurs, car elles m'intéressaient au même titre que la minéralogie, la botanique et la zoologie, auxquelles, l'année précédente, M. Dabas nous avait initiés. Si les paroles abstraites, les explications théoriques, me rebutaient, dès lors que mon regard pouvait se reposer sur un vase dont on pompait l'air, ou que l'on flambait par-dessous, les phénomènes m'apparaissaient tout simples. Je poussai quelques camarades, dont Philippe Laurens, dans ma voie préférée. Nous fondâmes un club de chimistes, avec expériences à la clef, et il dura jusqu'au jour où, ayant, par ignorance, introduit un mélange détonant dans une cornue de grès, celle-ci m'éclata en plein visage si bien que l'on dut m'enlever quelques incrustations de soufre, heureusement à fleur de peau. Mon père bannit alors avec raison toute expérience, ce qui me navra d'autant plus que, de cette passion que je portais à la chimie, n'était point absente ma tenace arrière-pensée d'inventer le moyen de réaliser mon rêve d'exploration sous-marine. Je recherchais surtout à cette époque, où l'électricité n'était qu'un faible moteur, un gaz dont la forte expansion me permît d'abandonner la chaudière. Mon enfantillage fut douloureusement affecté par l'abandon de mes creusets, éprouvettes, tubes et ballons. Et, tel que l'homme qui, ne pouvant atteindre par les moyens ordinaires le centre de son exploration, se jette au milieu du volcan, je m'enfonçai sans tambour ni trompette ni alambic, dans la contemplation de cet abîme océanique dont l'attrait allait s'augmentant. Un certain roman d'aventures, succédané de *Vingt mille lieues sous les mers*, et emprunté à la bibliothèque de la paroisse Saint-Éloi, *le Capitaine Ferragus*, par Alexandre de Lamothe, servit de prétexte aux floraisons les plus inouïes de mon imagination. Grâce à cette lecture,

je peuplai la profondeur, j'y vécus dans la société de personnages auxquels je prêtai une vie bien plus intense que l'auteur n'avait fait, je les définis, je leur attribuai des tics, des couleurs, j'assignai une forme à leurs coiffures, à leurs souliers, bref, je fusse devenu pour ce charlatan de Lombroso, s'il m'avait connu, un candidat à la folie et au génie. Je n'accepte que ce dernier détriment, car ma tête demeurait solide dans cette existence merveilleuse que je constituai à côté de celle, si terne, que m'imposaient des régents grondeurs. En un mot, je m'échappais, malgré eux, de leur bagne.

Deux types vers cette époque vinrent, de leur réalité, renforcer mes héros imaginaires. Ce furent Carasco et Délésigné. Carasco était un vieil étudiant en pharmacie, plus chauve que d'Annunzio et qui ressemblait à tous les bustes de Socrate. Je ne sais pour quelle cause cet Espagnol, qui paraissait descendre en droite ligne, et sans avoir été le moins du monde dégrossi, d'un muletier de l'Estramadure, était venu s'inscrire à la Faculté de Bordeaux. Ses modestes ressources l'obligeaient à s'employer dans une pharmacie dont le patron était cet Albert Lescure dont j'ai parlé plus haut. Carasco communiquait à cette officine, où il préparait studieusement mais trop solitairement ses cours, un air fort plaisant de laboratoire cabalistique. Ce pauvre garçon, qui avait bien la quarantaine, recevait avec une incroyable fougue tout ce qui avait trait, de près ou de loin, à la science des potards. Je l'ai vu, car la zoologie faisait partie de son programme, pâlir toute une journée sur une écrevisse en poussant de rauques exclamations. Une parcelle de camphre le transportait d'admiration, il la saisissait avec des pinces, l'examinait à contre-jour et s'écriait : « Voilà le diamant de Raspail ! » Il prononçait *diamane*. Carasco me disait avoir été élevé par son père dans le culte des hommes célèbres, il entendait ceux de Plutarque ou qui leur ressemblent. Son classicisme, plein d'ignorante naïveté, se faisait enthousiaste au sujet de héros que je ne connais guère encore que par d'assommantes versions ou par des dictées que les pions nous infligeaient pendant les retenues de promenade. Les généraux asturiens, nourris de pois chiches, lui apparaissaient plus martiaux que César et Pompée. Il m'affirmait que rien n'était plus grandiose que le défilé d'une musique militaire espagnole, à cause de la roideur qu'impose aux mollets le rythme des joueurs de fifre. Carasco, me sachant

assez versé dans la botanique, me demanda un jour de m'accompagner dans une herborisation. Je le conduisis dans les parages de cette annexe du lycée de Bordeaux où j'avais fait ma retraite de première communion. C'était au printemps, il y avait des haies frissonnantes, des gazouillements d'eau, et bizarre était le spectacle qu'offrait Carasco, plus faunesque, plus fruste que jamais, avec sa boîte verte sur le flanc. Mais il semblait que ce sylvain découvrît le monde pour la première fois. La moindre trouvaille, un insecte, un caillou, le jetait en extase. A un moment je ne le vis plus, mais je l'entendis qui s'exclamait. Ayant aperçu une églantine au fond d'un petit ravin, il s'était précipité pour la cueillir. Je m'approchai. Il brandissait la fleur charmante en s'écriant : « *Rosa rustica!* » Et il ajoutait : « Elle est astringente ! » Carasco m'apparaissait plein d'une poésie naturelle qui n'excluait nullement l'amour qu'il portait à ses orgueuils. Le trouvant d'une drôlerie fort archaïque, j'avais fait l'acquisition chez un bouquiniste, pour la lui offrir, d'une Chimie surannée, celle d'Orfila. Il s'en délectait. Il suffisait, pour déclencher son emballement, de lui montrer quoi que ce fût. Une fois qu'il roulait une cigarette, ayant devant les yeux un rameau de laurier : « Savez-vous, me demanda-t-il, pourquoi les lauriers sont en Espagne plus florissants qu'en France? » Comme je me taisais, il reprit : « Napoléon était un misérable. Il nous a fait la plus injuste des guerres. Mais où tombèrent nos héros, le sol, pour protester, a produit des lauriers incomparables. »

Carasco, à ce qu'on m'a assuré, s'est retiré après avoir obtenu ses diplômes de pharmacien, dans un recoin farouche et presque inconnu des Pyrénées où il soigne les bergers avec des herbes.

Quant à Délésigné dont la physionomie, si jeune que je fusse, n'avait point échappé à ma curieuse observation, c'était le préparateur de chimie au lycée. Bien Français, celui-là, mais un Français de Daumier. Il pouvait compter trente ans. Il eût paru aussi maigre que long s'il n'avait porté des complets veston, couleur de drap de billard, qui le moulaient tellement qu'ils révélaient des mollets assez fournis et des fesses de lièvre rôti. Il était coiffé aux « enfants d'Édouard », sans doute pour masquer sa calvitie supérieure qu'exagérait un front de penseur. Il avait un nez serpentin qui se relevait sous un binocle dont, comme Brunetière, il passait le cordon

derrière l'oreille. Lorsque, à travers ce lorgnon, il vous considérait, sa prunelle d'un vert d'huître de Marennes remontait tellement que l'on ne distinguait plus que le blanc de l'œil, avec, tout en haut, un croissant minuscule. Les lèvres minces supportaient une moustache en brosse couleur de chiendent et elles étaient soulignées par une mouche du même poil. Délésigné parlait du nez, avec une lente voix de basse-taille. Derrière les flacons à double tubulure qui émettaient des borborygmes, surveillant la flamme bleuâtre dont il chauffait les ballons et les cornues, ou tirant d'un creuset fumant un métalloïde, Délésigné m'apparaissait comme un fils de Saturne. Il assistait le professeur titulaire dans une science qui avait failli m'éborgner et il accompagnait ses expériences, qu'il réussissait d'ailleurs fort bien, de singulières réflexions. Je ne citerai que celle-ci. Un jour il sortit des poches de son tablier de préparateur trois cobayes qu'il plaça sous une cloche contenant du protoxyde d'azote. Les pauvres bêtes furent plongées aussitôt dans le plus profond sommeil, sinon dans la mort. « Messieurs, nous dit Délésigné, le protoxyde d'azote est aussi nommé gaz hilarant parce qu'il a la propriété de provoquer le rire. J'espère que vous avez entendu celui des cochons d'Inde ! »

Nous reçûmes, vers cette époque, la visite de mon oncle le Mexicain accompagné d'un vétérinaire. Fidèle à sa manie de n'employer pour le trait que des chevaux entiers, qui manquaient à chaque instant de casser les vitres et les figures, il se fit indiquer à Bordeaux un marchand qui remplaçât les belles bêtes qu'il avait acquises d'un prince Orloff, et qu'il avait fusillées. Le maquignon, qui n'était point sans connaître la grosse fortune de l'acheteur, et son goût pour les étalons furieux, sortit ce jour-là de ses écuries de véritables Pégases qui pétaradaient d'autant plus que les palefreniers leur avaient glissé du piment rouge. Je ris encore en me rappelant ce spectacle dangereux, tous ces hommes essayant de maîtriser les coursiers que mon oncle destinait à son phaéton. Le plus apeuré, ce fut un pauvre professeur d'espagnol venu là en curieux et qui faillit être roulé sous les sabots des étalons hennissants. Je n'ai jamais rien su de ce professeur d'espagnol, sinon qu'il nous déclara cette fois-là que son neveu, élève de rhétorique, avait été privé d'assister à l'exhibition de ces coursiers parce qu'il avait lu *la Comtesse Sarah* de Georges Ohnet, ce qui avait

valu à ce jeune homme une retenue de promenade sans exemption. J'avoue avoir trouvé bizarre que ce magister prît son plaisir à un tel spectacle et regrettât l'absence de son neveu. Quant à moi, je n'assistai que par politesse à cette manifestation hippique, l'odeur des chevaux et de l'écurie m'ayant toujours rebuté à un point que je ne saurais exprimer. Ce fut un jeudi perdu ; j'eusse préféré l'employer à la recherche des plantes avec Carasco, ou d'insectes que je collectionnais aussi. La recherche de ces derniers était la plus difficile, quoiqu'il m'arrivât d'en découvrir de charmants et d'inattendus. Je distinguai, dans un ormeau centenaire, une tribu de coléoptères dont je n'ai jamais revu l'espèce. Le corselet en était couleur bois, les élytres allongées, d'un vert bleuâtre qui doit appartenir aux mers nocturnes du tropique. Cette teinte, après tant d'années, m'est présente. Elle éveille en moi je ne sais quels souvenirs diffus qui tiennent du songe ou peut-être de mon atavisme colonial, dans l'éclat d'une lumière admirable perçu peut-être par ma grand'mère paternelle, lumière ardente et métallique.

Durant un court séjour que mon oncle le Mexicain fit avec ma tante dans notre modeste appartement du cours des Fossés, il voulut nous payer quelque haute distraction et loua une loge au Grand-Théâtre où l'on jouait *la Juive*. Cette prise de contact avec une forme d'art aussi inférieure ne me laissa pourtant pas indifférent. Nous gravissons d'intimidants escaliers, dans des flots de lumière que tachent les habits noirs et que décomposent les robes. Des femmes à l'air dur laissent peser je ne sais quel mépris sur les viveurs qui les entourent. Mais je n'ai cure de leurs coiffes de guerrières ni de l'illumination de leur chair arrogante. Je ne vais voir, je ne veux voir que *la Juive*. Pauvre Halévy ! Il n'eut jamais, je l'affirme, d'auditeur plus attentif que ce gosse gêné par des gants dont il caressait le rebord de la loge et qui, plus tard, devait être Francis Jammes. Je retiens ma respiration. Cette grosse gourde qu'est une salle de spectacle s'emplit peu à peu. De larges empâtements comblent les vides des fauteuils. Des êtres bizarres que l'on nomme musiciens envahissent l'orchestre en contre-bas. Les uns ont l'air d'écureuils timides et jouent de la flûte, d'autres bombent leur poitrine empesée, et, profilant leur barbe, roulent entre leurs antennes des coffres sonores et disproportionnés ; d'autres encore, en enfilade, tels que des oiseaux en bro-

chette, dardent avec ensemble au-dessus de leur épaule gauche des archets. Une dame, dans un coin, fait ramper ses bras nus contre une sorte d'instrument qui ressemble à un balcon d'or ou à une proue de navire, tandis qu'une sorte de fanatique frappe de temps en temps comme pour le briser sur un dôme semblable à celui des Invalides, dont le cuivre émet un son déchirant. Enfin le chef de ce tintamarre abasourdissant semble menacer d'une baguette noire la tête de tous ses sujets et, de temps à autre, il fait entendre un susurrement de reptile qu'accompagne un geste apaisant de sa main libre. Enfin la Juive apparaît. Il me semble que, dans la première partie du drame, elle revêt une sorte de culotte bouffante et chausse des babouches pointues et relevées. Sa poitrine, pour simuler l'émotion, va et vient comme un soufflet, d'autant plus vite que lui donne la réplique un hurleur obèse, à barbe courte, qui a pour fonction d'être l'amoureux. Il glapit. Elle étend ses bras nus et roucoule. La salle croule sous les applaudissements, et c'est à peine si l'on prête attention au pauvre papa juif que l'on a affublé d'une robe de capucin et qui ressemble à un professeur du Collège de France qui n'aurait rien inventé. Pour mieux écouter et voir, je retiens toujours davantage mon souffle et j'écarquille les paupières. Me voici terrorisé par des inquisiteurs dont les sombres cagoules, terminées en pain de sucre, présentent des cicatrices rouges à la place des yeux. Ils processionnent, s'arrêtent devant une chaudière où l'on entend de l'eau bouillir. C'est, il me semble, le nerveux dont j'ai parlé, celui qui joue du dôme des Invalides, qui imite l'ébullition. Les dialogues amoureux s'exaspèrent. Un parfum très singulier, que j'ai encore dans le nez, imprègne de plus en plus la salle. Enfin on fait cuire la Juive, à moins qu'au demeurant... mais je ne me rappelle plus très bien.

Lorsque nous fûmes sous le péristyle, à la sortie, on déclara que j'avais été fort sage. C'est par de telles appréciations qu'après de grandes émotions les parents rabaissent leurs petits. En voiture, je regardai mon oncle le Mexicain. Impassible, il roulait son éternelle cigarette et à son gilet pendait, comme à l'ordinaire, la griffe d'un tigre. Il regagna bientôt le Béarn après nous avoir fait promettre que nous lui rendrions sa visite aux grandes vacances. En attendant, je continuai de m'ennuyer au lycée, réagissant dans la mesure du possible contre l'esprit de mes professeurs en appelant à

mon secours tous les insectes et toutes les fleurs et toutes les merveilles du fond des mers. Je me distrayais encore par quelques livres dont j'allais me munir dans une bibliothèque paroissiale ouverte le jeudi. Quelques personnes de bonne volonté cataloguaient les volumes, dont elles consignaient aussi les sorties et les rentrées : trois ou quatre vieilles dames, et une belle fille brune dont le père tenait un magasin d'objets liturgiques. Je n'ai jamais rien vu de plus calme que cette créature à qui ses cheveux tirés en arrière donnaient l'aspect d'une robuste vierge de la primitive Église. Je crois que je m'en épris quelque peu, et, pour lui marquer mon sentiment, je glissai dans un roman que nous échangeâmes une version latine que j'avais assez réussie et qu'elle me rendit sans avoir compris qu'une déclaration pût revêtir une forme aussi particulière. Je n'insistai d'ailleurs pas, me bornant à changer mon cœur de place pour l'offrir, sans le lui avouer, à une adolescente qui fréquentait la même bibliothèque et dont la vieille maison à carreaux verts me jetait dans un charme inexprimable. J'y reviendrai en son temps.

Les grandes vacances nous ramenèrent donc, ma mère, ma sœur et moi, chez mon oncle le Mexicain, dont les enfants avaient à cette époque, pour institutrice, une personne assez touchante et quelque peu méconnue de ses maîtres. Elle était l'aînée d'une famille honnête, mais ruinée, dont le père ombrageait d'un large panama une barbe patriarcale et blanche. Il avait nom Jumin et au métier d'accordeur de pianos il ajoutait la spécialité d'une liqueur dont la bouteille portait cette mention louable et singulière : « *Prix confidentiel pour MM. les ecclésiastiques.* » M. Jumin en était l'inventeur et le distillateur. Il cultivait, à Piétat, dans un petit champ rocheux qu'il avait loué, les espèces alpestres dont il extrayait les essences pour embaumer les palais des prêtres. Mais il ne vendait pas beaucoup de ce produit et, pour que ses trois filles, qui l'aimaient comme on fait dans une famille où la gêne resserre les cœurs entre eux, pussent vivre, il avait placé l'une chez mon oncle et les deux autres s'adonnaient à de délicats travaux : herbiers et aquarelles qu'elles faisaient vendre par les libraires aux hivernants de Pau. L'institutrice de mes cousins avait passé le temps de convoler, moins à cause de son âge que pour son manque total de fortune. De même que je me défendais, au lycée de Bordeaux, de l'esprit de mes maîtres en créant autour de ma personne une atmos-

phère de rêves, Mlle Jumin offrait à la richesse un peu bourgeoise de ses patrons toute la délicatesse d'une vie de château qu'elle prétendait avoir menée.

A l'époque où j'en suis, tandis qu'il ne tirait plus qu'une harmonie timide d'un clavecin qu'il réparait, elle nous représentait son père jadis, tel qu'un traqueur de cerfs tout enveloppé de fanfares, sous le couvert d'une forêt seigneuriale. Je ne pense pas que ce brave homme eût jamais poursuivi d'aussi gros gibier, mais je crois que nous sommes tous un peu poètes, et qu'il avait dû jouer du cor de chasse, dans un jardin, devant ses petites filles.

FRANCIS JAMMES.

L'Armistice du 11 novembre 1918

(FRAGMENT D'HISTOIRE)

I

L'ALLEMAGNE DEMANDE L'ARMISTICE

Le 3 octobre 1918, Guillaume II avait trouvé, ou on avait plutôt trouvé pour lui, un chancelier dans la personne du prince Maximilien de Bade. C'est cet héritier d'une vieille dynastie féodale qui devait former le premier cabinet parlementaire qu'on eût vu à Berlin ; qui devait introduire au gouvernement les socialistes, car il fit de Scheidemann un ministre sans portefeuille ; qui devait présider enfin à la révolution destructrice de toutes les dynasties allemandes.

Pour secrétaire d'État aux Affaires étrangères, à la place de von Hintze, le nouveau chancelier choisit le docteur Solf, ministre des Colonies, dont l'emploi était, depuis 1914, une sinécure.

Max de Bade, d'après Lüdendorff, aurait voulu attendre une semaine avant de faire officiellement une proposition d'armistice et de paix. Il désirait de se donner le temps « d'établir un programme détaillé des buts de guerre allemands qui auraient montré clairement au monde notre accord avec le président Wilson et notre bonne volonté d'imposer à la nation de lourds sacrifices pour les réaliser ».

Mais chaque jour, sentant se resserrer un peu plus l'étreinte de Foch, poursuivi par tant d'armées infatigables comme par un essaim de guêpes aux piqûres cruelles, anxieux chaque soir à la pensée que le lendemain matin il recevrait peut-être la nouvelle de quelque désastre, Ludendorff ne pouvait pas accorder le délai que le nouveau chancelier demandait pour ajuster sur une feuille de papier les offres allemandes aux principes wilsoniens. Sous la pression de ce chef militaire angoissé, Max de Bade, aristocrate décadent, qui n'avait ni les talents, ni le caractère d'un chef civil et politique, brusqua l'affaire qu'il aurait préféré différer.

Dans la nuit du 5 au 6 octobre (moins de quarante-huit heures après son entrée en fonction), il faisait parvenir cette note au président Wilson, par l'intermédiaire du gouvernement suisse :

Le gouvernement allemand prie le président des États-Unis d'Amérique de prendre en main la cause de la paix, d'en informer tous les États belligérants et de les inviter à envoyer des plénipotentiaires pour ouvrir des négociations.

Le gouvernement allemand prend, pour base de ces négociations, le programme élaboré dans le message adressé au Congrès, le 8 janvier 1918, par le président des États-Unis d'Amérique et dans ses déclarations ultérieures, en particulier dans le discours du 27 septembre 1918.

Pour éviter que l'effusion du sang se continue, le gouvernement allemand demande la conclusion immédiate d'un armistice général ur terre, sur mer, et dans les airs.

MAX DE BADE.

Ce programme du président Wilson, auquel se référait le prince-chancelier de l'Empire agonisant, c'était les célèbres « quatorze points » énoncés le 8 janvier par Wilson dans son discours au Congrès et les cinq points complémentaires qu'il avait formulés dans une allocution à New-York, le 27 septembre 1918.

Les « quatorze points » ou conditions du président des États-Unis comportaient :

1° La condamnation de la diplomatie secrète ; 2° la revendication de la liberté des mers ; 3° la demande que les barrières économiques fussent supprimées « autant que possible » ; 4° la réduction des armements ; 5° la demande que

les intérêts des populations indigènes dans les colonies fussent respectés ; 6° l'exigence que l'Allemagne évacuât tous les territoires russes ; 7° l'exigence que la Belgique fût évacuée et restaurée ; 8° l'exigence que le territoire français fût évacué et restauré et que le tort fait à la France, en 1871, par le rapt de l'Alsace-Lorraine, fût réparé ; 9° l'exigence que les frontières italiennes fussent « réajustées » ; 10° l'exigence de l'autonomie pour les peuples d'Autriche-Hongrie ; 11° l'exigence que la Serbie, la Roumanie, le Monténégro fussent évacués, leur indépendance garantie ; et que la Serbie reçût un accès à la mer ; 12° l'exigence que les populations asservies aux Turcs fussent affranchies et que la liberté de passage dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore fût garantie ; 13° l'exigence qu'un État polonais fût constitué avec un accès libre à la mer ; 14° le vœu qu'une Société des Nations fût formée pour garantir l'indépendance de tous les États.

Les « cinq points » complémentaires se rapportaient à cette Société des Nations que, dans son noble idéalisme, le président Wilson avait conçue :

1° Justice égale pour tous, pour l'ennemi comme pour l'ami de la veille ; 2° exclusion de toute considération d'égoïsme national ; 3° interdiction entre les membres de la Société des Nations de former entre eux des groupes particuliers ; 4° interdiction de tout boycottage économique, sauf sous la forme d'une pénalité prononcée par la Société des Nations ; 5° obligation de porter à la connaissance de la Société des Nations tous les accords particuliers faits entre États associés.

Ce généreux programme de réforme de l'humanité offrait à l'Allemagne, sans que le président l'eût voulu, un excellent terrain de discussions et de chicanes. Pendant qu'on débattrait les questions élevées que le président voulait résoudre, on penserait peut-être moins à l'Allemagne et à ses méfaits.

Ces principes de Wilson, d'une morale sociale si pure, donneraient à l'agresseur plus de facilité pour se tirer du mauvais cas où il s'était placé, que ne l'eussent fait une confrontation avec ses victimes et une sommation positive d'avoir à les indemniser. Au surplus, de l'interprétation de quelques-uns des « points », l'Allemagne pouvait retirer immédiatement de grands avantages : la liberté des mers

revendiquée par Wilson pouvait jeter un désaccord entre l'Amérique et l'Angleterre; les auteurs de la guerre sous-marine avec noyades des passagers et des équipages devaient donc devenir soudain d'ardents partisans de la libre navigation. L'interdiction d'élever entre les peuples des barrières économiques était aussi très séduisante pour l'Allemagne : ayant conservé intact tout son outillage manufacturier alors que celui de la France était détruit, l'Allemagne, qui avait toujours été protectionniste, devait être frappée d'un coup de foudre d'amour pour le libre-échange. Enfin, la recommandation évangélique de Wilson de traiter les ennemis sur le même pied que les amis ne pouvait manquer de lui aller au cœur. La magnanimité de Wilson, prêchant le pardon des injures, ne correspondait-elle pas à son propre penchant? Pouvait-on en douter? Elle avait les mains pleines d'indulgences qu'elle était impatiente de répandre sur la Belgique et sur la France, ce qui lui serait bien moins à charge que des « réparations ».

Quand Ludendorff, forcé dans ses tranchées militaires, conseillait comme il le faisait depuis si longtemps de recourir à Wilson et quand Max de Bade réclamait les bons offices de l'auteur des « quatorze points du 8 janvier et des cinq points complémentaires du 27 septembre », ils cherchaient seulement, l'un et l'autre, une bonne tranchée diplomatique où la Société des Nations les préserverait des pénalités trop rigoureuses et d'où même ils pourraient peut-être faire, de concert avec Wilson, « un départ » contre la méchante Angleterre, si elle avait la perversité de ne pas vouloir concéder la liberté des mers.

A Berlin, on avait bien lu Wilson, mais on n'avait pas tout lu de Wilson. Le 19 septembre 1918, recevant le corps diplomatique, le président avait dit :

Il nous faut la victoire absolue et nuls pourparlers ne sont admissibles. Même si les ennemis venaient me dire demain qu'ils acceptent les quatorze points de la proposition de paix que j'ai formulée, il resterait encore que nous ne pouvons pas ajouter foi à la parole de nos ennemis. Nous avons donc besoin de quelque chose de plus que leur promesse de la tenir, et c'est l'impossibilité pour eux de la violer.

Et dans ce discours du 27 septembre, dont Lüdendorff, Max de Bade et leurs entours n'avaient voulu retenir que

les points évangéliques, Wilson avait dit autre chose que voici :

Nous sommes tous d'accord, qu'aucune paix ne saurait être obtenue par un marchandage ou un compromis avec les gouvernements des Empires centraux, parce que nous avons déjà eu affaire à eux et que nous les avons vus traiter avec d'autres gouvernements, autrefois engagés dans la lutte ; parce que nous connaissons les traités de Brest-Litovsk et de Bucarest et que ces traités nous ont convaincus que ces gouvernements sont sans honneur et n'ont pas l'intention d'être justes. Ils n'observent aucun traité, n'acceptent d'autre principe que la force et leur propre intérêt. Avec ceux-là, nous ne pouvons pas nous arranger. Ils ont rendu la chose impossible. A l'heure actuelle, le peuple allemand devrait savoir que nous ne pouvons pas nous contenter de la parole de ceux qui nous ont imposé cette guerre. Nous n'avons pas les mêmes pensées et nous ne parlons pas le même langage. Il est d'une importance capitale que nous affirmions notre accord sur ce principe : qu'aucune paix ne pourra être obtenue par un compromis, par un fléchissement des principes que nous avons proclamés, comme étant ceux pour lesquels nous combattons. Aucun doute ne saurait exister à ce sujet.

Max de Bade, sans avoir le don de seconde vue, aurait pu, éclairé par ce texte, se faire lui-même la réponse qu'il demandait à Wilson et qu'il reçut, par la Suisse, après seulement quarante-huit heures d'attente :

Washington, département d'État, 8 octobre.

J'ai l'honneur d'accuser réception, au nom du président, de votre note du 6 octobre, à laquelle est jointe une communication du gouvernement allemand au président, et le président m'a chargé de vous prier de communiquer ce qui suit au chancelier impérial allemand :

« Avant de répondre au gouvernement impérial allemand et afin que la réponse soit aussi sincère et sans détour que les formidables intérêts en jeu l'exigent, le président des États-Unis estime nécessaire de s'assurer de la signification exacte de la note du chancelier impérial.

Le chancelier impérial veut-il dire que le gouvernement impérial allemand accepte les conditions posées par le président dans son adresse au Congrès des États-Unis, le 8 janvier dernier, et dans ses adresses subséquentes, et que son but, en entamant des discussions,

serait seulement de se mettre d'accord sur les détails pratiques de leur application?

« Le président se voit dans l'obligation de dire, en ce qui concerne la suggestion d'un armistice, qu'il ne voit pas la possibilité de proposer une cessation des hostilités aux gouvernements avec lesquels le gouvernement des États-Unis est associé contre les puissances centrales, aussi longtemps que les armées de ces dernières puissances sont sur le sol des gouvernements associés.

« La bonne foi de toute discussion dépendrait manifestement du consentement des puissances centrales de retirer immédiatement partout leurs forces des territoires envahis.

« Le président se croit également justifié en demandant si le chancelier impérial parle simplement au nom des autorités constituées de l'Empire qui, jusqu'ici, ont conduit la guerre.

« Il considère que la réponse à ces questions est vitale à tout point de vue. »

Agréez, monsieur, les assurances renouvelées de sa haute considération.

Robert LANSING.

Le dialogue commencé par l'échange de ces deux premières notes continua jusqu'au 5 novembre. Le 12 octobre, Solf, secrétaire d'État de Max de Bade, répond que son gouvernement a bien accepté les conditions de Wilson ; qu'il suppose que les gouvernements de l'Entente les acceptent, eux aussi ; que le gouvernement allemand est maintenant celui du peuple allemand ; que ce gouvernement consent à l'évacuation et demande à Wilson de constituer une commission mixte qui aura à faire procéder à cette évacuation.

Le 14 octobre, réplique de Wilson. Il dit que les conditions de l'armistice et l'évacuation sont des questions qu'il appartient aux états-majors de résoudre ; qu'en tout cas, l'armistice devra assurer le maintien de la suprématie militaire acquise par les armées de l'Entente ; qu'aucune négociation n'est possible avant que l'Allemagne ait renoncé à ses méthodes barbares de guerre ; enfin que, préalablement à toute négociation, les gouvernements associés veulent savoir avec qui ils vont traiter, veulent savoir s'ils sont toujours en face de ce pouvoir prussien arbitraire dont la réduction à l'impuissance, sinon la destruction, est un de leurs buts essentiels.

La question du Hohenzollern était ainsi posée. Le 20 oc-

tobre, Solf, après avoir contesté que les armées allemandes eussent commis les atrocités dénoncées par Wilson, affirme que le régime politique allemand a subi une transformation radicale; que la responsabilité du chancelier, devant la représentation nationale, est assurée; que l'offre de paix présentée aux Alliés émane donc du peuple allemand.

Le 23 octobre, Lansing écrit que le président consent à étudier avec les gouvernements, ses associés, la question d'un armistice, mais il réitère que cet armistice doit laisser aux armées de l'Entente toute leur supériorité et qu'aucun arrangement ne pourrait être consenti qui ne rendrait pas impossible, de la part de l'Allemagne, toute reprise des hostilités.

Le 27 octobre, Solf écrit que l'Allemagne attend les propositions de l'armistice.

Enfin, le 5 novembre 1918, Lansing informe officiellement le ministre suisse à Washington, qui est auprès de l'Amérique l'intermédiaire de l'Allemagne, que le maréchal Foch a été autorisé par les Alliés à communiquer les conditions d'un armistice.

Cette quatrième et dernière note de Wilson reproduisait un *Memorandum* que les puissances de l'Entente lui avaient présenté pour préciser et limiter l'adhésion de principe qu'elles donnaient à ses « points ». Sur la « liberté des mers », qui prêtait à diverses interprétations, les puissances déclaraient qu'elles se réservaient une entière liberté d'action: sur la restauration des régions évacuées, elles déclaraient entendre que tous les dommages subis par les populations civiles des nations alliées fussent réparés par les Allemands. De cette deuxième réserve, à laquelle Wilson donnait sa pleine approbation — ce qu'il ne faisait pas pour la première — devait sortir l'obligation que l'Allemagne accepterait de payer non seulement toutes ses dévastations, mais encore les pensions aux familles des soldats et aux mutilés, à toutes ses victimes.

II

LES DERNIERS SURSAUTS DE LUDENDORFF

Tout en sollicitant Wilson pour qu'il se mît entre eux et ses associés, les hommes de Berlin et ceux du grand quartier général ennemi cherchaient encore à se faire des

illusions sur leur capacité de résistance. Ludendorff en a fait la révélation. Le 17 octobre, dans un conseil du « Cabinet de guerre » auquel il prit part avec Max de Bade, von Payer, vice-chancelier, Scheidemann, le secrétaire d'État Solf (Affaires étrangères), Gœrber (Guerre) et Hausmann, le projet d'une levée en masse fut présenté ; mais Scheidemann, tout en accordant qu'on pouvait encore « mobiliser des centaines de milliers d'hommes », montra le danger de cette mobilisation en disant : « Que les recrues ne relèveraient pas le moral de l'armée, que les ouvriers disaient entre eux, de plus en plus : « Mieux vaut une fin terrible qu'une terreur sans fin. » A défaut de ces centaines de milliers de combattants, le nouveau ministre de la Guerre, Gœrber, offrit modestement 60 000 hommes qu'il avait encore à l'intérieur. Sur quoi Ludendorff, avec un optimisme bien étonnant : « Si je reçois ces renforts, je regarderai l'avenir avec confiance (1). »

Puis, comme si déjà les renforts lui étaient arrivés, l'homme qui depuis si longtemps criait à l'armistice et à la paix se mit à opposer des conditions à celles qu'avait énoncées Wilson dans sa deuxième note du 14 octobre, conditions qui comportaient, on s'en souvient, « l'exigence de garanties absolument satisfaisantes du maintien de la présente supériorité militaire de l'Entente sur le champ de bataille ».

Je suis toujours d'avis, dit Ludendorff, parlant au Conseil, qu'il faut entrer en négociations pour un armistice, *s'il y a moyen.* Mais nous ne devons accepter que des conditions qui permettent d'évacuer le pays en bon ordre. A cet effet, un délai de deux ou trois mois est nécessaire. Nous ne devons rien accepter qui rende impossible la reprise des hostilités. Or, c'est l'intention de l'ennemi ; il faut l'admettre d'après la note. Les conditions doivent nous mettre hors de combat. Avant d'aller plus loin, l'ennemi doit finir par dire quelles sont ses conditions. Nous ne voulons pas rompre de but en blanc avec Wilson. Nous devons, au contraire, poser la question : « Dites donc clairement ce que nous devons faire. Mais si vous avez des exigences contraires à notre honneur national, alors ce sera : Non. »

Ce redressement d'un chef si affaissé depuis trois mois lui valut des compliments, et peut-être inspira-t-il à Max de Bade ce couplet de bravoure qu'il débita au Reichstag le 22 octobre :

(1) Ludendorff, *Souvenirs de guerre*, tome II, page 376.

Celui qui, loyalement, se place au point de vue de la paix du droit accepte en même temps le devoir de ne pas se courber sans combat sous une paix de violence. Un gouvernement qui n'aurait pas ce sentiment serait livré au mépris du peuple qui se bat et qui travaille.

Vaines paroles ! Ludendorff dit :

Qu'une partie des renforts promis refusa d'aller sur le front et, mélancoliquement, il ajoute : Si le peuple s'était levé, notre situation aurait été améliorée. Un grand peuple n'est pas facile à abattre quand la volonté est là. Les Français, en 1870-71, et les Boers dans leur résistance à l'Angleterre l'avaient bien montré !

La constatation de la carence, chez le peuple allemand, de cette énergie sacrée qui, en sauvant l'honneur, réserve l'avenir, Ludendorff ne la fit qu'après coup, quand en Suède, pendant l'hiver de 1918-1919, il écrivait ces souvenirs. Le 24 octobre 1918, croyant que Max de Bade, parlant le 22, avait voulu exprimer une résolution sincère, et trompé encore, dit-il, par le ton d'une déclaration faite officiellement à la presse de Berlin, en commentaire de la troisième note de Wilson, Ludendorff signait avec Hindenburg cet « ordre aux armées ».

Wilson dit, dans sa réponse, qu'il va proposer à ses alliés d'entrer en négociation en vue d'un armistice. Mais cet armistice doit réduire l'Allemagne à l'impuissance au point de vue militaire pour la rendre incapable de reprendre les armes... La réponse de Wilson exige la capitulation militaire. Par là même elle est inacceptable pour nous, soldats... Cette réponse ne peut donc être pour nous, soldats, qu'une invitation à continuer la résistance jusqu'à l'extrême limite de nos forces. Quand les ennemis auront reconnu que, malgré tous les sacrifices, ils ne peuvent briser notre front, ils seront prêts à conclure une paix qui assure, dans l'intérêt des classes les plus nombreuses de la population, l'avenir de l'Allemagne.

On ne communiqua pas aux armées, le 25 octobre, cet appel à la résistance à outrance, car, ce jour-là, Hindenburg et Ludendorff se mettaient en route pour Berlin. A en croire Ludendorff, il voulait différer la publication de son « ordre » jusqu'après la conférence dans laquelle serait examinée la troisième note de Wilson. Mais ses subordonnés en avaient télégraphié ou téléphoné le texte à tous les commandants d'armées afin qu'ils pussent, sur un simple avis, le porter

à la connaissance de leurs troupes. A Kovno, un comité de soldats s'était formé dont l'un des membres, un téléphoniste, fit connaître, dès le 25, aux socialistes indépendants, le « pronunciamento » du commandement en chef.

Au Reichstag, des protestations véhémentes s'élevèrent contre « l'homme qui voulait prolonger la guerre ». Cet homme, cet accusé, c'était Ludendorff seul. Malgré qu'il eût signé l'ordre aux armées, encore protégé par la popularité que lui avaient value ses succès en 1914 et 1915 contre les Russes, Hindenburg ne fut pas compris dans la réprobation encourue par son subordonné. Ludendorff, seul dénoncé par la rumeur des couloirs comme ayant voulu substituer une politique de quartier général à celle de la chancellerie qui était aussi celle du Reichstag, fut désavoué par les ministres et abandonné par Guillaume II. Le 26 octobre, il était appelé avec Hindenburg chez l'empereur. « S'adressant à moi seul, dit-il, Sa Majesté parla de l'ordre du jour de l'avant-veille, 24 ; je la priai très humblement de me relever de mes fonctions. Elle accepta. »

Avec l'homme qui, le premier, avait demandé la paix après sa défaite du 8 août, disparut le dernier homme qui, à la fin d'octobre, pensât encore en Allemagne à continuer la résistance. Le lendemain du jour où Ludendorff avait été congédié, Solf télégraphiait à Wilson (27 octobre) : « Le gouvernement allemand attend maintenant des propositions pour l'armistice qui sera le premier pas vers une paix telle que le président l'a décrite dans ses proclamations. »

Ce même jour, les conditions auxquelles Foch consentait à arrêter sa poursuite étaient soumises à Clemenceau. En frappant Ludendorff de disgrâce, on lui avait épargné de recevoir lui-même la loi de son vainqueur.

III

CONDITIONS DE FOCH POUR L'ARMISTICE ALLEMAND

La demande d'armistice présentée à Wilson par Max de Bade, le 6 octobre, ne surprit pas les Alliés. A Paris et à Londres, depuis le mois de septembre, on s'attendait à voir apparaître des parlementaires ennemis. Quelques-uns de nos hommes d'État s'y attendaient même avec appréhen-

sion, se demandant si une suspension d'armes consentie trop tôt ne mutilerait pas notre victoire. Poincaré était un de ces méfiants.

Clemenceau et les chefs militaires l'avaient entretenu des conditions qui pouvaient être éventuellement imposées à l'ennemi ; mais, tant que l'Allemand n'avait rien demandé, le président, qui montrait de la froideur quand on lui parlait d'armistice, n'avait pas eu à formuler d'objection contre une proposition qui n'avait pas encore pris corps.

Après le 6 octobre, quand il fut certain que les Allemands allaient venir, on se mit, à l'état-major de Foch et dans les cabinets du président du Conseil et du ministre des Affaires étrangères, à l'étude des conditions auxquelles la grande bataille pourrait être arrêtée. Un jour, entre le 7 et le 11 ou le 12 octobre, Foch et Pichon ayant conféré sans doute en présence de Clemenceau, car Pichon n'aurait pas pris une initiative, — dans une affaire aussi sérieuse, — s'en furent à l'Élysée. Ils avaient consigné sur une feuille de papier quelques-unes des clauses principales à insérer dans la convention d'armistice, clauses sur lesquelles — sous réserve d'étude ultérieure — ils étaient tombés d'accord. Poincaré trouva que ce « brouillon » ne nous donnait pas tout ce que nous étions en droit d'exiger. Il ne céla pas son désappointement au maréchal et au ministre et voulut, sur ce grave sujet de l'armistice, avoir un entretien avec le président du Conseil. Clemenceau se rendit au désir de Poincaré le 12 ou le 13. La défaite des Allemands n'était pas, au jugement de Poincaré, assez complète, pour qu'on pût croire à leur sincérité quand ils parlaient de paix. Ne cherchaient-ils pas, en demandant un arrêt des hostilités, à gagner le temps nécessaire pour regrouper leurs forces, et ne pensaient-ils pas que, s'ils pouvaient obtenir un répit, nos soldats, quand on leur redemanderait de repartir à l'assaut, auraient les « jarrets coupés »? Poincaré, instruit par la perfidie dont nos adversaires avaient usé dans toutes les tractations de leur diplomatie, tant secrète qu'officielle, ne pouvait pas approuver qu'un armistice fût signé avant une victoire décisive qui, non seulement briserait la force matérielle, mais encore la force morale de l'Allemagne. Le président du Conseil écouta, répondit que rien ne pressait, puisque Wilson n'avait pas encore saisi ses associés de la demande d'armistice ; mais il ajouta que si un associé tel

que l'Amérique recommandait de prendre cette demande en considération, nous ne pourrions pas nous y refuser; que dans un refus, nous ne serions pas appuyés par l'Angleterre. Quant aux conditions que Foch et Pichon avaient fait connaître au président de la République, elles n'avaient pas encore de consistance; ni les généraux, ni les ministres alliés n'en avaient délibéré. Elles correspondaient sans doute dans la pensée de Foch à la situation militaire du moment, mais plus tard elles auraient à être agggravées, car la situation militaire de l'Allemagne aurait empiré lorsque ses parlementaires seraient admis à traverser nos lignes.

Ces explications ne dissipèrent point l'inquiétude patriotique chez Poincaré. Le 13 au soir ou le 14, il adressait à Clemenceau une lettre où il répétait toutes les objections qu'il avait faites de vive voix contre l'armistice avant la victoire décisive et où il insistait sur le danger de « couper les jarrets de nos soldats », si on les arrêtait dans leur élan.

Clemenceau, qui d'ordinaire ne faisait pas de réponse écrite aux lettres que le président de la République, avec abondance, lui écrivait, comme il l'avait fait à tous ses prédécesseurs sur tous les sujets (1), Clemenceau, cette fois, riposta. Dans un court billet, le 14 octobre, il releva avec vivacité le reproche d'exposer nos soldats à avoir « les jarrets coupés »; il s'étonna que « l'expérience de trois ans de pouvoir personnel » n'eût pas appris au président que les ministres ayant seuls la responsabilité devaient être laissés maîtres de leurs décisions. En conclusion, Clemenceau offrait sa démission si des interventions comme celle contre laquelle il s'élevait devaient se produire.

L'incident n'eut pas de suite et ne pouvait pas en avoir, car en octobre 1918, Clemenceau était l'animateur de toute l'Entente. Son départ aurait causé une crise de confiance telle qu'alors les soldats — et pas seulement les nôtres — n'auraient plus eu de jarret et que les Allemands, eux, en auraient retrouvé.

L'étude des conditions à imposer à l'ennemi n'avait pas

(1) Quelquefois ces lettres avaient un grand développement, c'étaient plutôt des mémoires que des lettres privées. Ainsi, le jour même de son entrée au ministère, Clemenceau avait reçu de l'Élysée une étude en une vingtaine de pages sur les affaires de trahison et sur la nécessité de frapper vite et fort tous ceux contre lesquels il existait des présomptions de culpabilité.

été suspendue par ce conflit — que personne alors ne connut — entre le chef de l'État et le chef du gouvernement.

L'échange des idées continua entre Foch, Weygand, son chef d'état-major, Pétain, Clemenceau et les autres hommes d'État alliés ; mais, pour le règlement de cette question militaire, la plus grande latitude fut laissée aux généraux.

Le 27 octobre (1), Max de Bade devait faire remettre à Wilson sa quatrième note où il accepterait d'avance toutes les conditions, pourvu qu'on lui accordât enfin son armistice ! La veille, 26, Foch avait réuni à Senlis, en un conseil de guerre, Douglas Haig, Pershing, Pétain. Des délibérations de ces grands chefs des armées victorieuses sortit le texte des conditions auxquelles l'ennemi devait souscrire.

« Conçues en vue de protéger d'une manière absolue les intérêts des peuples intéressés et d'assurer aux gouvernements associés le pouvoir sans limites de sauvegarder et d'imposer les détails de la paix, à laquelle le gouvernement allemand a consenti », ces conditions étaient ainsi formulées :

I. — Évacuation immédiate des pays envahis contrairement aux droits : Belgique, France, Alsace-Lorraine, Luxembourg.

Rapatriement immédiat de leurs habitants.

Abandon d'une partie du matériel ennemi de la région évacuée.

Cette évacuation devra être faite dans des conditions de rapidité qui interdisent à l'ennemi d'enlever une grande partie du matériel de guerre et approvisionnements de toute nature qui y sont réunis, c'est-à-dire dans les délais suivants :

Au bout de quatre jours, les troupes allemandes devront s'être retirés au delà de la limite de la carte jointe ;

Au bout de quatre nouveaux jours, au delà de la ligne 2.

Au bout de six nouveaux jours, au delà de la ligne 3.

La Belgique, le Luxembourg, l'Alsace-Lorraine seront ainsi libérées dans un délai total de quatorze jours.

(1) Aux premières notes allemandes, depuis le 6 octobre 1918, Wilson n'avait jamais fait attendre ses réponses plus de quarante-huit heures. A la note du 27, la dernière, la note de capitulation, il ne répondit qu'après neuf journées qui durent être bien longues à Berlin.

C'est qu'avant de faire connaître son sort à l'Allemagne, Wilson devait attendre les délibérations de ses Associés.

1re	note	remise le	6 octobre.	Réponse	de Wilson	le	8 octobre.
2e	—	—	12	—	—	—	14 —
3e	—	—	22	—	—	—	23 —
4e	—	—	27	—	—	—	5 novembre.

Ces délais compteront du jour de la signature de l'armistice.

En tout cas, le matériel total abandonné par l'ennemi devra s'élever à :

5 000 canons (1) (demi lourds, demi de campagne) ;

30 000 mitrailleuses (2) ;

5 000 minenwerfers ;

Les troupes alliées suivront, dans ces pays, la marche de l'évacuation, qui s'effectuera conformément à des règlements de détail ultérieurs.

II. — Évacuation des pays de la rive gauche du Rhin par l'armée ennemie.

Les pays de la rive gauche du Rhin seront administrés par les autorités locales, sous le contrôle des troupes alliées d'occupation.

Les troupes alliées assureront l'occupation de ces pays par des garnisons tenant les principaux points de passage du Rhin (Mayence, Coblentz, Cologne, Strasbourg) avec, en ces points, des têtes de pont de 30 kilomètres de rayon, sur la rive droite, tenant également les points stratégiques de la région.

Une zone neutre sera réservée, sur la rive droite du Rhin, entre le fleuve et une ligne tracée parallèlement au fleuve et à 40 kilomètres à l'est de la frontière suisse à la frontière hollandaise.

L'évacuation par l'ennemi des pays du Rhin sera réalisée dans les délais suivants :

Jusqu'au Rhin, huit jours après les délais indiqués ci-dessus (vingt-deux jours au total à dater de la signature de l'armistice).

Au delà de la zone neutre : cinq jours supplémentaires (vingt-cinq jours au total à dater de la même signature).

III. — Dans tous les territoires évacués par l'ennemi, il ne sera fait aucune destruction d'aucune sorte, ni apporté aucun dommage ou préjudice à la personne ou à la propriété des habitants.

IV. — L'ennemi devra livrer, dans des conditions à déterminer, 5 000 locomotives et 150 000 wagons en bon état de marche (3).

V. — Le commandement allemand sera tenu de signaler toutes les mines ou dispositifs à retard agencés sur le territoire évacué et d'en faciliter la recherche et la destruction, sous peine de représailles.

VI. — L'exécution par l'ennemi de ces conditions prendra, au

(1) Soit environ le tiers du matériel d'artillerie de l'armée allemande.

(2) Soit environ la moitié des mitrailleuses de l'armée allemande.

(3) Sur ces quantités, 2 500 locomotives et 135 000 wagons représentent le matériel enlevé à la Belgique et à la France, le surplus est nécessaire au service des chemins de fer dans les pays de la rive gauche du Rhin.

total, un délai de vingt-cinq jours. Afin de garantir cette exécution, le blocus sera intégralement maintenu pendant tout ce délai. C'est seulement une fois ce délai écoulé et les conditions remplies que le ravitaillement de l'ennemi pourra être autorisé, suivant les accords spéciaux qui le régleront.

VII. — Les prisonniers alliés seront rendus dans le plus bref délai possible dans des conditions dont le détail sera réglé ultérieurement.

Apportées à Paris le 26 octobre, dans la soirée, communiquées aux gouvernements alliés, ayant donné lieu à des échanges de vues entre eux et nos ministres, les conditions de Foch (1) furent discutées solennellement à Versailles, le 1er, le 2 et le 4 novembre, par le Conseil supérieur de guerre interallié.

IV

LA CAPITULATION DE L'ALLEMAGNE

Si on compare les conditions militaires proposées par Foch, le 26 octobre, aux conditions posées par le Conseil supérieur interallié dans la séance du 4 novembre, on ne trouve entre elles que de légères différences de forme :

1° Foch avait demandé que l'évacuation de la Belgique, de la France, de l'Alsace-Lorraine, du Luxembourg, fût réalisée en trois étapes : deux de quatre jours, la dernière de six jours (ensemble quatorze jours). Le Conseil supérieur supprime les étapes et prescrit que l'évacuation devra être terminée en quatorze jours ;

2° Foch avait demandé que les troupes alliées suivissent la marche de l'évacuation.

Le Conseil supérieur de guerre prescrit, dans les mêmes termes, l'occupation par les Alliés des pays évacués ;

3° Foch avait demandé le rapatriement immédiat des habitants des territoires évacués.

Le Conseil supérieur précise que ce rapatriement devra être terminé en quatorze jours ;

3° Foch avait demandé la livraison immédiate de 5 000 canons (moitié de campagne, moitié de lourds), de 30 000 mitrailleuses, de 5 000 minenwerfers...

(1) La forme en avait été légèrement modifiée, mais on n'en avait rien changé au fond.

Le Conseil supérieur de guerre maintient les deux premiers chiffres, abaisse le troisième à 3 000 et ajoute l'exigence de 2 000 avions de chasse et de bombardement ;

4° Foch avait demandé l'évacuation de toute la rive gauche du Rhin, l'occupation de ces territoires par les armées alliées et accordé qu'ils seraient administrés par leurs autorités locales sous le contrôle des troupes d'occupation.

Le Conseil supérieur de guerre enregistre dans les mêmes termes la demande du maréchal ;

5° Foch avait demandé l'installation de garnisons alliées à Mayence, Coblentz, Cologne et Strasbourg, avec des têtes de pont de 30 kilomètres sur la rive droite du Rhin.

Le Conseil supérieur enregistre cette demande en supprimant Strasbourg. Cette suppression, commandée par la considération que Strasbourg n'étant pas une ville ennemie occupée, mais une ville française recouvrée, eut pour corollaire l'abandon de la tête de pont en face de Strasbourg. Un peu plus tard, au renouvellement de l'armistice, on devait revenir sur cette omission d'une précaution nécessaire ;

6° Foch avait demandé qu'une bande de territoire de 40 kilomètres de largeur fût neutralisée sur la rive droite du Rhin, depuis la frontière suisse jusqu'à la frontière hollandaise.

Le Conseil supérieur fixe que cette zone sera bien de 40 kilomètres depuis la frontière hollandaise jusqu'à un point entre Darmstadt et Mannheim et il en réduit la largeur à 30 kilomètres depuis ce point jusqu'à la frontière suisse ;

7° Foch avait demandé que l'évacuation des pays du Rhin (zone neutre comprise) fût achevée vingt-cinq jours après la signature de l'armistice.

Le Conseil supérieur de guerre accepte ce délai ;

8° Foch avait demandé la livraison de 150 000 wagons et de 5 000 locomotives.

Le Conseil supérieur accepte ces chiffres et ajoute l'exigence de 10 000 camions automobiles. Il stipule, en outre, que le matériel d'exploitation en Alsace-Lorraine et dans les pays occupés sur la rive gauche du Rhin sera laissé sur place et n'entrera pas en compte dans la livraison ordonnée des 150 000 wagons et des 5 000 locomotives ;

9° Foch avait demandé que tous les prisonniers en Allemagne fussent rendus dans le plus bref délai possible.

Le Conseil supérieur stipule que cette libération sera

immédiate et sans réciprocité et que les prisonniers rendus pourront être employés par les Alliés comme bon leur semblera ;

10° Foch avait demandé que, jusqu'à l'évacuation (qui devait être terminée en vingt-cinq jours), le blocus fût maintenu.

Le Conseil supérieur de guerre transporte cette stipulation dans les clauses navales et ne fixe pas de terme au blocus.

C'est donc bien Foch qui fixa les conditions de l'armistice militaire, le seul qui fût de sa compétence. Le Conseil supérieur adopta les propositions du maréchal, en compléta deux (livraison des 2 000 avions et des 10 000 camions automobiles), en adoucit deux (3 000 minenwerfers au lieu de 5 000 ; réduction de 40 à 30 kilomètres de la largeur de la zone neutralisée sur la rive droite, de la frontière suisse à Darmstadt) ; il en aggrava une en maintenant le blocus *sine die*.

Ces conditions d'armistice militaire furent trouvées par quelques-uns trop généreuses ; on fit reproche à Wilson de cette générosité. C'est lui, disait-on, qui avait empêché de porter à l'ennemi un dernier coup accablant en Lorraine et qui avait ainsi permis aux Allemands de dire qu'ils s'étaient retirés sur la foi de Wilson sans avoir été vaincus.

Wilson ne fut pour rien dans la fixation des termes de l'armistice.

Il connut la délibération du Conseil supérieur de guerre où ces conditions avaient été arrêtées par les communications que lui faisaient journellement son représentant, le colonel House. Bien loin de pousser à la paix rapide, House, sous l'inspiration probablement de Pershing et des généraux américains, semble n'avoir pas été opposé à une prolongation de la guerre pendant quelques jours ou quelques semaines. C'est du moins ce qu'on peut inférer d'un court dialogue qu'il eut avec Foch, le 31 octobre, avant le commencement de la première réunion chez le représentant de Wilson : « Monsieur le maréchal, le gouvernement des États-Unis ne demande pas que l'on reste sur une victoire incomplète. C'est à vous de dire si on doit continuer la bataille (1). »

A quoi Foch répondit : « S'ils acceptent les termes de

(1) Nous donnons le sens et ne prétendons pas rapporter textuellement le dialogue. Mais nous pouvons citer ce passage du compte rendu de la réunion chez House, du 31 octobre, où le représentant de Wilson posa à nouveau, sans

l'armistice tels que nous leur imposons, c'est une capitulation en rase campagne. Nous obtenons par cette capitulation tout ce que nous donnerait la plus grande des victoires. Je ne me reconnais donc pas le droit d'exposer la vie d'un homme de plus. »

Tel fut le scrupule de conscience qui empêcha Foch de livrer la dernière bataille, celle à laquelle s'attendait Ludendorff, qui a écrit : « On pouvait alors (fin octobre) s'attendre à voir l'attaque ennemie commencer en Lorraine. »

Le général allemand avait vu juste. Le 27 octobre, Foch avait retiré Mangin, notre général d'assaut, du front de Laon et l'avait placé, avec la 10e armée, sous les ordres de Castelnau, commandant en chef du groupe des armées de l'Est. Cette 10e armée comprenait 14 divisions, elle devait opérer conjointement avec la 8e armée (général Gérard), à 6 divisions, et 8 divisions américaines (1).

A ces forces puissantes, les Allemands ne pouvaient opposer que des divisions moins nombreuses et démoralisées par le pressentiment de la défaite, car l'évacuation de Metz était commencée — et on juge de l'effet que cette évacuation produisait sur le soldat ennemi. — La date fixée à Castelnau, pour l'attaque, ce qu'on appelle en style d'état-major le « jour J », était le 14 novembre. Si Foch n'avait pas mis au-dessus de tout le devoir d'épargner le sacrifice de quelques dizaines de milliers d'hommes, il aurait pu différer de répondre à la demande d'armistice, quand elle lui arriva, le 7 novembre, et ajouter, en gagnant quelques jours, une dernière victoire à sa liste déjà si longue.

D'autres considérations portaient sans doute le maréchal à ne pas laisser échapper l'occasion d'obtenir sans plus coup férir la capitulation de l'Allemagne. Si les Américains, tout frais encore, désiraient la continuation de la guerre, nos alliés anglais étaient très fatigués. Lloyd George disait que chaque journée coûtait plus cher à l'armée de Douglas Haig qu'une

doute pour qu'elle fût enregistrée, la question de l'opportunité de l'armistice, question qu'il avait soulevée quelques instants auparavant :

Colonel House. — Le maréchal ferait-il l'armistice aux conditions envisagées, plutôt que de continuer à combattre?

Maréchal Foch. — Si nos conditions sont acceptées, nous ne pouvons souhaiter rien de mieux. Nous ne faisons la guerre que pour ses résultats, et nous ne voulons pas la prolonger inutilement.

(1) *Comment finit la guerre*, par le général Mangin, page 214.

semaine dans les années antérieures. Au Conseil de guerre, où l'on avait fixé les conditions éventuelles d'un armistice, conseil tenu le 25 ou le 26 octobre, le maréchal britannique avait insisté pour que, si c'était possible, on en finît. De notre côté, s'il n'y avait pas épuisement, cette bataille qui durait sans répit depuis le mois de mars nous avait coûté des pertes cruelles. Et si la guerre n'était pas arrêtée, l'Amérique continuant à débarquer 250 000 hommes par mois, son armée aurait été bientôt la plus nombreuse sur les champs d'Occident. Malgré la loyauté de Pershing, peut-être alors aurait-il été difficile de ne pas lui laisser prendre l'indépendance à laquelle beaucoup de ses compatriotes prétendaient pour lui. L'unité de commandement établie à Doullens, et qui avait produit de si grands résultats, aurait pu être remise en question en 1919. En 1919, car si on n'obtenait pas tout de suite la soumission de l'Allemagne, une campagne de plusieurs mois était encore en perspective.

Dans cette conversation, au cours de laquelle House lui avait fait la déclaration que nous avons rapportée, Foch s'était entendu poser la question : « Si ça dure encore, combien de temps ça durera-t-il?... » Se souvenant peut-être des « quarante-huit heures de Nivelle » (1), et ne voulant pas s'emprisonner lui-même dans un délai, le maréchal avait répondu évasivement : « Ça peut durer huit jours, ça peut durer quinze jours, ça peut durer un mois, ça peut durer deux mois, ça peut durer trois mois, ça peut durer quatre mois (2)... »

On l'avait arrêté sur l'échelle de ces évaluations pleines d'une incertitude que commandait l'attitude des Allemands sur le front. A l'arrière, leur armée se décomposait certes et même dans les unités qu'ils engageaient on sentait du fléchissement. Mais, vaincus tous les jours, reculant tous les jours, ils avaient conservé, dans certains de leurs éléments, ceux qui couvraient la retraite, assez de solidité. Si cette

(1) Voir Nivelle et Painlevé, *Deuxième crise du commandement.*

(2) Voici en quels termes la sténographie de la discussion chez House, le 31 octobre, reproduit cette partie de la conversation qui précéda la réunion de la matinée :

Colonel House. — Combien de temps pourrait durer la résistance de l'ennemi sur la ligne de la Meuse ou sur celle du Rhin?

Maréchal Foch. — Un, deux ou trois mois, je ne puis pas dire. Si l'armistice autrichien nous donne des facilités pour attaquer l'Allemagne par le sud, cela rendra la position de l'ennemi encore plus intenable.

armée toujours battue depuis le 18 juillet avait pu s'établir sur un front rétréci, il aurait fallu sans doute — après avoir donné quelque repos aux troupes alliées — faire une nouvelle campagne au printemps de 1919. Foch, qui, mieux que personne, pouvait porter un jugement sur ce qui restait de valeur à ses adversaires, se montrait donc fort sage quand, songeant à sa prochaine bataille en Lorraine dont l'effet pouvait être foudroyant, il disait : « Ça peut durer quinze jours, » et quand, pensant que peut-être après cette bataille il aurait à en livrer d'autres, il parlait d'une prolongation possible de plusieurs mois (1).

(1) Prévoyant que les Allemands voudraient résister encore, le maréchal Foch avait préparé, avec les commandants en chef des armées alliées, un plan d'attaque de l'Allemagne du Sud, à travers l'Autriche. Le 4 novembre, jour où on apprit la signature de l'armistice par le général en chef autrichien, la discussion que nous allons citer eut lieu chez House :

Maréchal Foch. — Cette question d'attaquer l'Allemagne par le sud a été étudiée par les généraux Bliss, Wilson, de Robilant et moi. Nous avons conclu à une action concentrique sur Munich, partant de la région d'Innsbrück, au sud, et de la ligne Salzburg-Braunau, à l'est. L'action la plus importante sera du côté de l'est, en raison de la nature du terrain qui est moins difficile.

Nous grouperions autour d'Innsbrück une armée de dix divisions et, entre Salzburg et le Danube, deux armées composées au total de vingt ou trente divisions. La première armée serait exclusivement italienne et commandée par un général italien, la seconde, qui comprendrait avec des troupes italiennes les divisions françaises actuellement en Italie, serait commandée par un général français, tandis qu'un général anglais commanderait la troisième armée qui comprendrait les divisions anglaises du front italien. Le commandement en chef des trois armées appartiendrait au général Diaz.

M. Lloyd George. — J'ai une observation à faire sur le document qui vient de nous être présenté. Il ne prévoit pas assez l'usage à faire de l'armée du général Franchet d'Espérey. On nous dit que son emploi se heurte à des difficultés de transport. Quel que soit le problème, il faut s'occuper de le résoudre. Nous devons nous servir de cette armée qui est puissante, bien organisée, et qui a l'avantage d'un commandement unique. Il ne s'agit pas de la superposer à l'armée du général Diaz. Nous lui donnerions une mission différente, en l'envoyant en Bohême et en Galicie. Je parlais tout à l'heure du pétrole, mais la houille de Bohême n'aurait pas moins d'importance pour nous ; en particulier pour l'Italie, qui peut trouver là le charbon qui lui manque.

M. Orlando. — J'accepte le projet du maréchal Foch, avec une seule réserve que vous comprendrez. Il faut que notre chef d'état-major juge des possibilités d'exécution. Il se peut que son armée soit fatiguée par la poursuite sans relâche où elle a été engagée.

Maréchal Foch. — Cela donne des ailes.

M. Orlando. — Je répète que j'accepte, en réservant l'avis du général Diaz.

Maréchal Foch. — L'observation de M. Lloyd George est juste. Je ne le contredirai pas, au contraire. J'ai toujours voulu concentrer contre les Allemands toutes nos forces où qu'elles se trouvent. Nous devons employer l'armée d'Es-

Ces raisons militaires et ces raisons morales, qui devaient porter le maréchal à accepter une capitulation qui aurait les mêmes effets qu'une victoire, l'inspiraient certainement quand il demandait si la livraison de la flotte allemande devait être inscrite au nombre des conditions de l'armistice. C'est un peu contre son gré que l'Angleterre obtint cet immédiat désarmement naval de la puissance qui avait songé à lui disputer l'empire des mers. L'exigence était si humiliante pour les Allemands qu'on pouvait penser qu'elle les révolterait et les pousserait aux résolutions du désespoir.

Dans ce texte de la capitulation qui devait être présenté aux négociateurs de l'Allemagne, on devait plus tard se plaindre de ne pas voir certaines stipulations. Pourquoi n'avions-nous pas occupé Francfort, le bassin charbonnier de la Ruhr, Essen, la ville de Krupp? A ces occupations, on pensa certainement. Mais, d'abord, Francfort, le Ruhrland et Essen

pérey dès que nous le pourrons. Mais l'utilisation des forces les plus proches exigera trente jours, si tout va bien. L'armée d'Orient, dont l'intervention sera forcément plus tardive, même si les routes sont libres, ne pourra employer certaines d'entre elles que lorsque l'armée italienne aura cessé de s'en servir.

M. Clemenceau. — J'insiste pour que l'armée d'Orient soit utilisée le plus tôt possible. Il n'y a pas, là-dessus, de différences d'opinion entre le maréchal et moi.

M Lloyd George. — J'ai maintenant deux propositions à vous faire. En premier lieu, vous estimerez avec moi qu'il est d'une importance capitale d'assurer une direction unique à toutes les opérations contre l'Allemagne. Je propose de confier cette direction au maréchal Foch. Il va sans dire qu'elle ne pourra pas être aussi complète en ce qui concerne les armées d'Autriche que sur celles du front occidental. Les pouvoirs du maréchal dans cette nouvelle région ne peuvent pas être tout à fait ceux que nous lui avons donnés à Beauvais, mais doivent dépasser ceux que nous lui avons confiés par l'accord de Doullens. Il faut que nos armées aient une seule tête, et je n'en connais pas de meilleure. Les victoires de ces derniers mois ont entièrement justifié notre choix. Je propose donc que le maréchal Foch ait la direction suprême des opérations, au point de vue stratégique, contre l'Allemagne, sur tous les fronts. Je soumettrai cette proposition à notre réunion plénière à Versailles. J'ajoute qu'elle n'a rien qui puisse être interprété comme une critique du général Diaz ou du général Franchet d'Espérey.

Maréchal Foch. — Le plan d'opérations contre la Bavière est accepté?

M. Clemenceau. — Nous l'acceptons tous.

M. Orlando. — Si j'ai bien compris, il y aura un groupe d'armées opérant contre la Bavière, qui sera composé d'une armée exclusivement italienne, sous un général italien, d'une armée italienne et française sous le général Graziani, et une armée italienne et anglaise, sous le général Cavan. Le groupe d'armées sera commandé par le général Diaz, et cette grande armée interalliée sera placée, comme celles du front occidental, sous la direction stratégique générale du maréchal Foch.

M. Lloyd George. — C'est cela même.

sont sur la rive droite du Rhin. Devions-nous, alors que certainement l'opinion publique ne tarderait pas à demander la démobilisation, nous charger d'une occupation qui aurait exigé des contingents très nombreux? Dans les grands centres industriels de la Westphalie, on pouvait prévoir qu'il se produirait des agitations, grèves économiques ou révolutionnaires. Il nous aurait donc fallu faire l'office de gendarmerie, accomplir la besogne de répression qu'un peu plus tard eut à faire le camarade socialiste Noske.

Ni le maréchal ni Clemenceau ne voulurent proposer à la France et à ses alliés une tâche si ingrate, dont l'accomplissement nous aurait fait accuser par les socialistes d'être les soldats de la réaction ; par les pacifistes, d'être des impérialistes, et qui aurait donné aux Allemands un prétexte pour dénoncer une infraction de l'Entente aux principes de Wilson.

Ces raisons avaient leur valeur, mais l'occupation de la Ruhr n'aurait pas été sans avantage, car elle aurait empêché de se poser le problème du charbon à la solution duquel l'Allemagne devait apporter tant de mauvaise volonté.

Tel qu'il était, l'armistice établi au point de vue militaire par Foch et complété par une clause que Klotz y fit insérer, équivalait à certains égards à des préliminaires de paix. Par définition, « les préliminaires ont pout but de déterminer les bases fondamentales de la paix future ». Ils posent les principes dont l'application seule aura à être discutée avant la rédaction du traité.

Par l'armistice, l'Alsace et la Lorraine rentraient bien en France, et il ne resterait plus qu'à régler les conditions de cette rentrée, si elle serait nette ou grevée de charges (1). Quant à la question même de la réannexion, elle était résolue irrévocablement en notre faveur, puisque nos anciennes provinces étaient traitées dans la convention d'armistice non comme des gages que nous saisissions, mais comme des territoires semblables à la Belgique, au Luxembourg, à nos départements du Nord que l'Allemagne occupait indûment.

Dans tous leurs discours, au cours de la guerre, nos hommes d'État avaient proclamé que nous ne ferions pas la paix sans la « réparation des dommages » et le Parlement, en plusieurs circonstances, et notamment le 5 juin 1917 (2), avait

(1) Le traité devait nous remettre nos provinces nettes de toute charge.
(2) Ordre du jour Charles Dumont-Klotz après un comité secret.

solennellement renouvelé cette affirmation de la volonté française que les ravageurs payassent le prix de leurs ravages.

Cette exigence, Klotz, ministre des Finances de Clemenceau, demanda qu'elle fût inscrite dans l'armistice.

Balfour, se plaçant au point de vue juridique, objecta que la clause des réparations aurait mieux sa place dans le traité que dans l'armistice. Mais Clemenceau insista, fut soutenu par les représentants de la Belgique, de la Serbie et de l'Italie (1) et rallia House. Klotz alors poussa notre avantage en demandant que les mots « réparation des dommages » fussent précédés de ce membre de phrase : « sous réserves de toutes revendications ultérieures. » En acceptant ce texte, les Allemands reconnaîtraient notre droit de demander autre chose que le prix des immeubles qu'ils auraient détruits, des mines qu'ils avaient rendues inexploitables, des terres qu'ils avaient rendues infertiles.

De ce « préliminaire » devait sortir une juste indemnisation pour d'autres dommages que ceux dont avaient souffert les biens matériels des peuples alliés. Les six mots dont Clemenceau et Klotz obtinrent l'adjonction, « sous réserves, etc. », contenaient implicitement la condamnation de l'Allemagne au paiement des pensions aux ayants droit de ceux qu'elle avait tués et à ceux qu'elle avait mutilés.

Le texte de l'armistice qui mettait fin à la plus grande des guerres, définitivement arrêté le 4 novembre, fut connu le jour même à Washington. Le lendemain, Lansing écrivait : « Je suis chargé de notifier au gouvernement allemand que le maréchal Foch a été autorisé par le gouvernement des États-Unis et les gouvernements alliés à recevoir les représentants dûment accrédités du gouvernement allemand et à leur communiquer les conditions d'un armistice. »

Transmise par le ministre de Suisse à Washington, cette dernière réponse de Wilson arriva à Berlin le 6 novembre. Ce jour même, Hindenburg adressa à son vainqueur un radiotélégramme qui fut enregistré au quartier général de Foch, à Senlis, le 7, à minuit 30 (ou 0 heure 30, selon le nouveau cadran).

(1) La convention d'armistice, arrêtée le 31 octobre, avec l'Autriche ne comprenait pas « la réparation ». Sonnino, en se ralliant à la proposition française, voulut à très bon droit poser un principe dont l'application serait étendue au profit de l'Italie.

LE HAUT COMMANDEMENT ALLEMAND, SUR L'ORDRE DU GOUVERNEMENT ALLEMAND, AU MARÉCHAL FOCH

Le gouvernement allemand ayant été informé par les soins du président des États-Unis que le maréchal Foch a reçu les pouvoirs de recevoir les représentants accrédités du gouvernement allemand et de leur communiquer les conditions de l'armistice, les plénipotentiaires suivants ont été nommés par lui : général d'infanterie von Gunbel (1) ; secrétaire d'État Erzberger ; ambassadeur comte Obendorff ; général von Winterfeld ; capitaine de vaisseau Wanslow. Ils demandent qu'on leur communique par sans fil l'endroit où ils pourront se rencontrer avec le maréchal Foch.

A cette demande où Hindenburg cherchait à s'effacer derrière « le Gouvernement », Foch répondit une heure après qu'il attendait les négociateurs.

Ils se mirent en route dans la journée du 7 novembre, le jour où les Français et les Américains entraient à Sedan.

Le soir, Erzberger et ses compagnons étaient à Rethondes, entre Compiègne et Soissons, dans la forêt de Laigle, et le 8, ils entraient dans le wagon de Foch pour y entendre lecture des conditions auxquelles ils devraient souscrire dans les trois jours. Ils ne dépassèrent pas le délai. Le 11 novembre, à 5 heures du matin, les signatures furent échangées. Il y avait quinze cent soixante et un jours que Guillaume nous avait déclaré la guerre.

Ce quinze cent soixante et unième jour, l'auteur de tous les maux qui pendant quatre ans avaient désolé la terre (2)

(1) Von Gunbel devait au dernier moment se dérober à la triste corvée. Il ne fut pas remplacé et le rôle de plénipotentiaire militaire passa à von Winterfeld.

(2) Pertes de la France : 1 365 000 tués = 1 homme sur 27 habitants.
Pertes de la Grande-Bretagne : 618 000 tués = 1 homme sur 65 habitants.
Pertes de l'Italie : 465 000 tués = 1 homme sur 79 habitants.
Pertes de l'Autriche-Hongrie : 1 500 000 tués = 1 homme sur 50 habitants.
Pertes de l'Allemagne : 2 000 000 tués = 1 homme sur 35 habitants.
Pertes de la Russie : 2 500 000 tués = 1 homme sur 90 habitants.
Soit 8 millions de morts à la guerre pour es principaux belligérants. A ce monstrueux total il faut ajouter 200 ou 300 000 Serbes, 100 000 Roumains, 100 000 Belges, 65 000 Bulgares, 51 000 Américains (les Américains ne furent engagés que dans la campagne de 1918)
Les victimes de la guerre de Guillaume II, rien que sur les champs de bataille, approchent donc du nombre de 9 millions
(Proposition L. Marin à la chambre des Députés. Exposé des motifs. Janvier 1921.)

ne règnait plus. Son dernier chancelier Max de Bade avait pris en effet sur lui d'annoncer le 9 novembre que l'empereur avait abdiqué et, incapable de réagir, Guillaume de Hohenzollern s'était enfui en Hollande (1).

MERMEIX.

(1) Quand il eut ainsi mis fin à l'empire de Bismarck, le prince chancelier se retira. Il eut pour successeur le socialiste majoritaire Ebert, à qui incomba de donner aux plénipotentiaires l'ordre de signer les conditions de Foch. Les Allemands ont prétendu que ces conditions avaient été aggravées après la révolution, c'est-à-dire entre le 9 et le 11.

Cette assertion est contraire à la vérité. Les « conditions » avaient été adoptées le 4 novembre par le Conseil supérieur de guerre. Le maréchal les présenta telles quelles à Erzberger et les quelques modifications qu'il y consentit sur les instances de Winterfeld furent adoucissantes, excepté quant à la largeur de la zone neutre. Voici ces modifications telles que les fait apparaître la comparaison du texte signé à Rethondes avec le texte de Versailles que nous avons publié au chapitre précédent :

1° Le délai d'évacuation de la Belgique, de la France, de l'Alsace est porté à quinze jours ;

2° Le délai d'évacuation de la rive gauche du Rhin est porté à trente et un jours ;

3° La zone neutre suivra un parallèle tracé à 10 kilomètres des têtes de pont. Comme ces têtes de pont ont 30 kilomètres, la zone neutre a donc une largeur de 40 kilomètres, depuis la Hollande jusqu'à la Suisse ;

4° 25 000 mitrailleuses au lieu de 30 000, 1 700 avions au lieu de 2 000 ;

5° Durée de l'armistice : trente-six jours au lieu de trente.

Et la Lumière fut ![1]

Le moyen âge réserve de ces surprises. Souvent, dans le paysage le plus humble, les anciens seigneurs, aidés par la ferveur populaire, contribuèrent à l'édification d'une église délicieuse par la grâce des proportions et la délicate floraison de son architecture. Au quatorzième siècle, les barons de Saint-Gilles avaient ainsi provoqué la fondation de la collégiale Saint-Roch de Mareulle, dont ils entretinrent les six chanoines.

Telle une âme enthousiaste, cette église jaillissait vers le ciel comme un grand jet d'eau et les crochets de sa flèche semblaient les grosses gouttes retombantes de cette merveilleuse fusée de pierre. Au pinacle, quatre anges, aux trompettes orientées vers les points cardinaux, paraissaient sonner : « Réveillez-vous, vivants et morts ! Que vos voix et vos cœurs montent en adorable ascension jusqu'au ciel. » En ces Marches de Bretagne, la tiédeur humide de l'air argente le granit, et un monument y prend vite l'apparence d'un grand *ex-voto* de métal précieux. Les pierres, humanisées et assouplies par cette caressante usure de l'atmosphère, communiquent bientôt elles-mêmes au monument une tendre qualité qu'on trouve rarement dans les provinces sèches et lumineuses.

Son cimetière entourait Saint-Roch. Quelques ormeaux aux troncs brodés de lichens gémissaient dans le vent au-dessus des vieilles pierres tombales.

(1) Voir la *Revue* des 1er et 15 février.

Chaque jour férié, M. et Mme de Blancelle, faisant trêve à la discorde qui les maintenait sur une réserve presque hostile pendant la semaine, se rendaient gravement à la grand'messe, au bras l'un de l'autre, accompagnés de Marguerite. Julienne et Louise les avaient précédés à l'office de six heures.

Ce dernier dimanche de juillet, leur fils Martin, arrivé de la veille, marchait à leur côté. Ce surnuméraire d'enregistrement, un robuste jeune homme au loyal visage, tout ravi de ses vacances, parlait d'abondance en portant de droite et de gauche, sur les gens de sa connaissance, les regards les plus amicaux. L'année précédente, maréchal des logis aux hussards, Martin eût aimé prendre ses grades dans la cavalerie, mais sachant ses parents incapables de l'aider en leur pauvreté, il avait accepté la situation qui délivrait aussitôt sa famille de sa charge. Martin appartenait à cette partie honorable de l'humanité qui consent avec facilité aux devoirs les plus obscurs, peut-être parce qu'elle manque d'imagination. Lorsqu'il avait annoncé qu'il renonçait à se présenter à Saumur afin de rentrer dans une administration plus abordable à ses minces ressources, son père s'était écrié :

— Imbécile !

Interdit, il avait répliqué :

— Les raisons qui me font agir ne sont-elles pas respectables?

Alors Gustave s'était écrié plus énergiquement :

— Crétin ! Un Blancelle ne parlerait pas ainsi. Tu n'es qu'un Jarnaud. Est-ce qu'il convient de s'inquiéter de ces bêtises? A ton âge et dans la situation la plus difficile, j'ai foncé d'un train de charge sur tous les obstacles, et, Dieu merci ! je les ai franchis. Un bureaucrate dans ma famille ! Tu me combles d'honneur !

Martin, qui avait le goût des chevaux et de l'active existence militaire, fut navré de l'accueil fait à son sacrifice.

Quand son père affectait de l'appeler : M. de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre, et vitupérait les administrations qui n'ont qu'un but : molester les gens de naissance, le jeune homme regrettait sa décision. Martin n'obtint le pardon du capitaine que lorsqu'il lui annonça qu'il passerait l'examen d'officier de réserve.

S'avançant vers Marguerite, élégante et belle dans sa simple robe de voile bleu, Martin, qui trouvait à sa sœur une mine préoccupée, lui offrit le bras, en s'écriant :

— Est-ce le trac, Marguerite, qui te donne cet air pénétré?

Rassure-toi, ta voix va faire merveille à l'église, accompagnée par Noël Muziac. Est-ce curieux ! je n'aurais jamais cru que ce gamin roux, mon camarade d'enfance, deviendrait un compositeur célèbre ; car, non seulement il fait retentir les orgues de Saint-Pierre de Vannes, mais, depuis sa sortie de « la Schola Cantorum », il s'affirme comme un musicien d'avenir. Déjà les concerts Colonne ont donné sa symphonie : *la Crèche de Bethléem*, et ce fut une révélation. « Crèche de Bethléem ! » Pauvre Noël Muziac ! Ah ! l'on pourra toujours dire de lui qu'il puise son inspiration à même son cœur. Souriez donc, Marguerite, belle cantatrice ! Tous nos châtelains du canton et nos villageois accourus pour vous entendre vont être confondus par vos talents réunis. Cette répétition d'hier t'avait-elle donné satisfaction?

A cette question, Marguerite répondit avec inquiétude :

— J'ai surtout compris que je ne savais presque rien. Il ne suffit pas d'être douée d'une voix, il faut une science qui me manque. M. Houelle, notre curé, fut vraiment imprudent lorsqu'il me demanda de chanter cette composition de M. Muziac. J'y serai bien insuffisante.

— Nous n'en croyons pas un mot, protesta Marthe.

— Bah ! bah ! que d'histoires pour un peu de musique, fit le capitaine avec un sourire moqueur. A t'entendre, Marguerite, il semblerait que vous allez, cet organiste et toi, livrer une bataille. Allez-y ferme, et vous enchanterez notre paysantaille.

Marthe avait eu un imperceptible haussement des épaules. Elle demanda quelle sorte d'homme était devenu ce petit Muziac depuis son départ de Mareulle.

Le surnuméraire rit avant de répondre :

— D'abord, Noël Muziac a grandi depuis quinze ans. Ensuite, ce grand jeune homme, qui évoquait en son enfance un chérubin rose, n'a pas positivement embelli. Son visage orageux à rude crinière ressemble beaucoup au portrait de Rembrandt par lui-même. Des traits mouvementés pleins d'expression, un front bossué déjà gravé, en pleine jeunesse, d'une singulière ride en croix, et des yeux verts, voilà l'esquisse de notre musicien. Non ! l'on ne peut pas le trouver joli, et pourtant ! il est peut-être mieux que beau, lorsqu'il se trouve en action à son orgue. N'est-ce pas vrai, sœurette?

Marguerite eut la vague inclinaison de front d'une personne qui ne veut pas trop approuver l'opinion émise.

— Quelle singulière chose que le don d'un artiste, reprit Martin. Pourquoi et comment fut-ce justement ce malheureux Noël Muziac qui, le seul sans doute de toute la population de ce pays, prouve un talent qui fera durer son nom?

Marguerite considérait avec un sincère étonnement son frère. Puis elle retomba dans sa songerie.

— Holà! s'exclama le capitaine agacé de cette apologie, voilà bien du bruit pour ce petit musicien. Son nom durable? Le nom de ce malheureux enfant trouvé! Quelle ironie! Martin, ta camaraderie pour ce garçon, qui fut quelquefois ton partenaire de jeux, te rend trop indulgent. D'ailleurs, depuis quelque temps, manque de grands hommes, messieurs les modernes voudraient nous faire prendre leurs artistes pour des génies. A défaut de vraie gloire, vous acclamez des mirlitons.

A cette repartie, Marguerite regarda devant elle d'un air offensé, tandis que sa mère prononçait :

— Pourquoi voulez-vous juger des gens dont les mérites ne sont guère de votre compétence, Gustave!

— Naturellement! grommela le capitaine. Je maintiens néanmoins mon droit de juger joueurs de pipeaux ou barbouilleurs. Enfin je déclare que ses origines devraient incliner cet organiste à la modestie.

Marguerite et Martin se regardèrent avec pitié. Et tandis que la volée des cloches de la collégiale appelait à la fête de Sainte-Anne les paroissiens, la cruelle allusion de M. de Blancelle retournait le frère et la sœur vers le passé de Noël Muziac.

... Vingt-huit années auparavant, la veille de la Noël, et la nuit précoce déjà venue, pendant que M. Houelle, le curé, les religieuses de la Sagesse et quelques orphelines achevaient la décoration de la crèche, deux étrangères couvertes de manteaux noirs avaient pénétré dans la nef. L'obscurité rendait leurs visages, d'ailleurs couverts d'épaisses voilettes, invisibles. Au lieu de s'approcher de la chapelle de la Nativité illuminée par ses cierges, ces personnes étaient demeurées sous la tribune. Un peu plus tard, la plus grande de ces étrangères s'était même reculée jusque sous la tour du clocher comme une personne qui cherche une sortie. Mais le portail sur ce côté de l'église ayant été clos, ces deux dames — car on ne pouvait douter de leur condition à leur allure — avaient gagné le porche sur la place, avec une précipitation qui contrastait avec leur hésitation précédente.

Les religieuses ne purent s'empêcher d'en faire, plus tard, la réflexion, — la curiosité, pas plus que des intentions pieuses, ne semblaient les avoir attirées à Saint-Roch. Elles s'étaient gardées de s'approcher de la crèche.

Le sacristain Benoît Muziac se trouvait dans sa petite maison accolée aux contreforts de l'abside et il en fermait les volets, quand il vit s'éloigner les étrangères. La plus grande marchait avec roideur, tandis que sa compagne, tête baissée, semblait en proie à l'émotion.

A neuf heures du soir, le vicaire, M. Vatin, était monté jusqu'aux orgues, afin d'y répéter une fois encore les morceaux qu'il voulait jouer à la messe de minuit. Il venait d'étudier une partie de *l'Enfance du Christ* de Berlioz, et tout émerveillé lui-même de la tendre limpidité de cette musique, il laissait un doigt appuyé sur une touche répandre un dernier soupir dans la nef, quand, à cette douce expiration de l'instrument, répondit un cri d'une fraîcheur charmante. Il aurait semblé qu'un oiseau enfermé dans l'église gazouillait. Surpris, l'abbé considéra les touches au repos, tendit l'oreille et appela le sacristain qui lui servait pour l'instant de souffleur. Muziac parut. Le rossignol invisible continuait de célébrer à sa façon la naissance du divin enfant. Les deux hommes, de plus en plus stupéfaits, regardèrent vers la crèche de Bethléem, où les flammes des cierges, agitées, papillotaient.

— Quel oiseau de paradis nous donne ce concert? dit enfin le sacristain, émerveillé.

S'étant penché à sa galerie, M. Vatin secoua la tête, puis il descendit. Dans l'ombre projetée par le buffet de l'orgue, une sorte de blancheur lui apparut, et c'était cette blancheur qui gazouillait. Le prêtre releva un enfant. Il l'emporta vers les lumières de la crèche et reconnut un très petit garçon, d'un an peut-être, vêtu de lainages d'un blanc immaculé. La vue des flammes de la grotte rustique ranima la candide gaieté de l'enfant. Il se prit à pépier avec une allégresse si dérisoire, en tendant ses petits bras à la croix où il allait être lui-même cloué, que le vicaire plaignit de tout son cœur le pauvre petit abandonné.

— Écoutez-le donc, monsieur Vatin, disait le sacristain, ce bébé chante comme un ange du ciel. Dieu me pardonne, si j'affirme que ce ne sont pas là les cris d'un enfant de son âge!

L'observation parut frapper le vicaire. Le malheureux innocent, exultant de bonheur au sortir de ses ténèbres, continuait d'essayer

d'exprimer ce que sa petite âme éprouvait à la vue des flammes, des miroirs et des paillettes de la crèche. L'abbé le tenait toujours dans ses bras, quand M. Houelle vint le rejoindre. Après s'être attendris sur cette aventure, les deux prêtres remirent l'enfant aux soins de la femme de Muziac.

... Les jours qui suivirent, de vaines recherches furent entreprises. L'examen des vêtements du garçonnet, plus confortables que délicats, ne permit pas davantage de se faire une opinion sur la classe sociale à laquelle ses parents pouvaient appartenir. A de certains signes, on pouvait croire cependant l'enfant issu de parents distingués. Quelques semaines s'étant écoulés, et bien convaincu de la volonté irréductible de la famille inconnue d'abandonner ce garçonnet, M. Houelle décida de le baptiser. Il fut nommé Noël, en raison du jour de sa découverte près de la crèche. Françoise, la femme du sacristain, et son mari, s'étant attachés à l'enfant, voulurent l'adopter. Il fut donc inscrit à la mairie sous l'appellation de Noël-François Muziac. Le curé et quelques personnes bienfaisantes de la paroisse entendirent subvenir aux frais d'existence de Noël.

Quelques années s'écoulèrent. Très jeune, cet enfant manifesta des dispositions extraordinaires pour la musique. Ses récréations n'étaient qu'un chant. Peu familier avec les autres gamins du bourg en qui, peut-être, il croyait sentir la supériorité méprisante de garçons nés régulièrement, Noël recherchait les lieux solitaires. Il affectionnait le sommet du coteau qui domine Mareulle. Là, monté sur un rocher, à l'imitation de ces oiselets qui ne chantent bien que perchés à la cime des arbres, aussitôt en plein ciel, et assuré de n'être pas entendu des oreilles indiscrètes, il improvisait d'étranges mélopées où se résumait déjà toute sa connaissance de la douleur et de la joie, de l'ombre et de la lumière. Un jour, M. Vatin le surprit devant l'harmonium de la sacristie et fut si frappé de la façon instinctive dont Noël, en son ignorance, obtenait des accords pleins de grandeur, qu'à partir de ce moment, il lui donna des leçons. A quatorze ans, le fils adoptif du sacristain composait de petites pièces incorrectes, où, parfois, le feu du génie se révélait. Enfin M. Houelle entendant sans cesse Noël moduler à mi-voix les airs par lesquels il traduisait ses émotions, résolut de l'envoyer à la « Schola Cantorum » avec l'intention de faire de son protégé un organiste.

A seize ans, n'étant plus un enfant et encore à peine un jeune homme, Noël étonnait les personnes de son entourage par l'autorité

avec laquelle il leur tenait souvent tête dans les conversations de quelque intérêt. Par contre, les entretiens s'abaissaient-ils aux faits matériels de la vie quotidienne, Noël s'enfermait dans le silence. Presque toujours réservé, il avait des explosions d'enthousiasme. Une fois qu'il avait cru surprendre une allusion désobligeante à sa naissance, après avoir regardé le sol avec des yeux de détresse, il avait fui. Les jours qui suivirent, M. Houelle et le vicaire l'entendirent à l'harmonium. Jamais il n'en avait encore tiré des accents aussi poignants. Sa misère nourrissait son talent.

Il inquiétait souvent M. Houelle qui songeait :

« Quand je l'aperçois à l'orgue, tout frémissant, et qu'il nous joue quelque pièce pathétique, les yeux dilatés, sa bouche ouverte afin de laisser passer des soupirs précipités, je vois à travers ce jeune musicien d'autres images passionnées qui me font peur. Il me vient alors l'envie de lui crier : « Arrête ! Quitte ce clavier ! Va-t'en ! Ton ardeur « n'est pas pure. Tu ne sais pas de quel démon tu es la proie ! »

... Ses études terminées sous la direction de M. Vatin, Noël partit pour Paris. Des années s'écoulèrent. Mareulle oublia le fils adoptif du sacristain. Puis le vieux Muziac et Françoise annoncèrent joyeusement aux habitants du bourg que Noël avait été nommé l'organiste de la cathédrale Saint-Pierre de Vannes. De petits journaux morbihannais reproduisirent les éloges prodigués par la presse parisienne à la suite de l'exécution à Paris d'une symphonie avec chœurs : *la Crèche de Bethléem.* Les quelques personnes musiciennes du canton de Saint-Gilles s'étonnèrent de la célébrité de Noël Muziac. Mlle de Villoisan et Mlle Chaillot, après avoir essayé d'interpréter sa musique, affirmèrent qu'elle offensait les personnes amies de la mélodie. Telle était la réputation de Noël en son pays. Néanmoins lorsque les Mareullois apprirent qu'après une si longue absence « leur enfant trouvé » viendrait tenir l'orgue de Saint-Roch pendant ses vacances, la curiosité fut grande de le revoir et de l'entendre. Quoi qu'on pût objecter, Noël Muziac avait été applaudi à Paris et il avait l'honneur de toucher l'orgue, chaque dimanche, devant Sa Grandeur l'évêque de Vannes.

Les cloches de l'église continuaient de carillonner avec une telle vigueur que M. de Blancellé dit en souriant :

— Notre sacristain est si fier de son fils adoptif, que jamais vainqueur ne fut régalé d'une telle volée !

— Vous vous abusez peut-être, Gustave, repartit Marthe, appuyée

à son coude, n'est-ce pas plutôt sainte Anne que Muziac et ses aides entendent ainsi fêter?

Conduisant toujours sa femme avec dignité, M. de Blancelle remonta l'allée centrale de la nef en toisant la multitude. Parfois, sur les inclinaisons respectueuses des têtes qui le reconnaissaient, il abaissait le menton d'un air sévère. Arrivé à son banc de famille, il fit cérémonieusement passer Marthe et Marguerite avant lui, et quand elles se furent agenouillées, il resta debout, bras croisés. Tournant avec une lenteur majestueuse son profil d'aigle, tantôt à droite et tantôt à gauche, il examinait avec une sorte de défiance les paroissiens. Son expression aurait laissé supposer qu'il se croyait entouré d'ennemis dont il fallait surveiller les intentions.

Après une prière, Marguerite ne put s'empêcher de relever le front vers la tribune. N'y apercevant pas ce qu'elle cherchait, elle promena des yeux inquiets sur les voûtes de l'église où, jadis, des imagiers avaient peint en tons de capucines et de roses les scènes de la vie de saint Roch. Soudain les yeux de Marguerite cillèrent. Un jeune homme de haute stature s'avançait le long de la galerie vers le tabouret des orgues avec une sorte d'impétuosité, qui décelait peut-être autant de timidité que d'orgueil. La comparaison de Martin revint à la mémoire de Marguerite : « Noël, c'est un peu le portrait de Rembrandt par lui-même. Il n'est pas beau avec ses traits accentués et il est pourtant plus que beau, car il y a une lumière extraordinaire sur son front. »

A l'idée d'être obligée, tout à l'heure, de rejoindre ce musicien célèbre, afin de chanter à son côté par-dessus les deux mille têtes des paroissiens assemblés, la jeune fille pâlit :

« Je ne pourrai jamais, songea-t-elle, et il va me trouver lamentable ! »

L'office solennel avait commencé, et les orgues, par la grande voix de Bach, grondèrent avec une majesté souveraine. Mme de Blancelle pensait :

« Comment ces mêmes tuyaux, qui rendent des sons exténués lorsque les mains incertaines de M. Vatin touchent le clavier, peuvent-ils aujourd'hui donner cette sensation de puissance. Quel pouvoir merveilleux chez ce musicien ! »

Resté seul debout, alors que l'assistance s'était agenouillée, le capitaine toisait, de toute sa maigre hauteur, paysans, artisans, commerçants ou bourgeois réunis dans cette nef.

A gauche de l'allée centrale, rangées sur leurs bancs comme des plantations, les villageoises coiffées de bavolets aux cornes retombantes rappelaient des parterres de grands iris blancs. A droite, et séparés de leurs femmes, les laboureurs aux crânes noueux évoquaient les alignements des têtards qui bordent les levées de terre autour des champs. Un bel ordre de race s'indiquait dans ce peuple breton laborieux et résigné. Ces campagnards se levaient, s'agenouillaient et se signaient en bloc, comme une troupe bien exercée. Une tradition millénaire les avait rompus à ces exercices. Aussi donnaient-ils l'impression d'un bloc indestructible. De les juger si parfaitement disciplinés réjouissait M. de Blancelle qui prétendait que ses aïeux n'avaient pas été étrangers à l'ordonnance de cette population. Lorsque les sons éclatants de l'orgue rappelèrent des appels de trompette, le capitaine se grandit encore sur ses longues jambes tendues. « Mon Dieu ! pria-t-il, rendez-moi mes vingt ans ! »

Le sacristain, un vieillard chauve à grande barbe blanche qui rappelait un ascétique saint Jérôme, vint à ce moment chercher Marguerite. Le cœur battant, la jeune fille le suivit. A l'approche de Mlle de Blancelle, Noël s'inclina brièvement et lui remit un cahier ouvert de César Franck. Après un coup d'œil à l'officiant prosterné devant l'autel, l'organiste commença de jouer. D'une voix d'abord frissonnante qui ajoutait à l'émotion de la mélodie sacrée de Franck, Marguerite chanta le *Panis angelicus*. Au souffle inspiré des orgues, la voix de la jeune fille prit de l'ampleur.

Le capitaine s'était raidi. Les mains jointes, Marthe semblait dans le ravissement du talent de sa fille aimée.

L'exécution terminée, le silence de la nef parut glacé et le plus étourdi des fidèles regretta l'harmonieuse atmosphère qui avait bercé son âme.

Après une pause pendant laquelle la voix de M. Houelle retentit gravement à l'autel, accompagnée du murmure cristallin des enfants de chœur, l'orgue fit retentir l'église d'accents surprenants.

« Cette fois, pensa Marthe, M. Muziac doit jouer l'une de ses compositions. Serait-ce là ce fameux *O salutaris* qui commence d'être exécuté dans toutes les cathédrales? La singulière harmonie ! Comme elle manque de sérénité... Pourtant quels appels ! Quelles ardentes interrogations ! »

Plus certaine de ses moyens, Marguerite traduisait chaleureusement la musique de l'organiste. Lui, tout enivré de s'entendre in-

terpréter par cette belle jeune fille, jouait avec feu son œuvre. Parfois ses regards et ceux de Marguerite se croisaient sur une reprise ; Noël abaissait alors d'un air approbatif son puissant front, et Marguerite, certaine de le satisfaire, se donnait tout entière à la traduction de sa mélodie.

Remués par ces accents énergiques qui saluaient le Seigneur de toute gloire, un certain nombre de fidèles ne purent s'empêcher d'observer les exécutants en se demandant par quel prestige ils pouvaient les élever ainsi au-dessus d'eux-mêmes, dans une atmosphère paradisiaque.

Une fois encore, quand le silence se fit dans la nef, les regards devinrent mélancoliques.

Aussitôt l'*Ite missa est* modulé par M. Houelle, au tumultueux fracas de leurs chaises repoussées, les paroissiens s'empressèrent d'aller se communiquer leurs impressions sur la place de la Cohue. Après une semaine de silencieux labeur sur leurs guérets, ces cultivateurs éprouvaient le besoin d'échanger quelques idées.

Ayant offert son bras à sa femme, M. de Blancelle, Martin et Marguerite traversèrent avec peine la foule.

— Eh bien ! mes garçons ! Eh bien ! Attention ! s'écriait le capitaine avec bonne humeur.

Et, de sa canne tendue, il tapotait jambes et bras, afin de s'ouvrir un passage à travers le flot lourd des laboureurs. Les plus âgés des paysans, camarades d'enfance de l'officier, le saluaient de retentissants : « Salut à vous, monsieur Gustave ! Bonne santé à vous tous ! Bien au revoir, monsieur le capitaine ! » Et quand les chapeaux de ces Morbihannais se soulevaient, leurs pannes de velours, retenues par des boucles d'acier, voletaient. M. de Blancelle répondait de la voix et de la main. Même pour Marthe, c'était un moment distrayant et sympathique.

Ce dimanche-là, quelques vieillards ajoutèrent au passage de Martin :

— Ah ! c'est là votre jeune homme, monsieur le capitaine? Il a l'air bien capable tout de même !

Le surnuméraire les remercia gaiement de leur compliment. Puis des révérences furent échangées avec des personnes plus considérables de la paroisse. En sentant son mari se pencher à son bras, l'aveugle demanda :

— Qui saluez-vous?

— Mlle de Villoisan, Mlle Chaillot et M. Garril.

Marthe inclinait alors gracieusement la tête, mais trop tard, car déjà ces amis s'étaient détournés.

Aussitôt dégagés du plus épais de la multitude, Martin s'écria :

— Bravo ! Marguerite, mes compliments ! Que t'avais-je annoncé? Rien que d'approcher Muziac vous met au-dessus de vous-même. Tu as magnifiquement chanté son *O salutaris!* Quelle musique de flamme, n'est-ce pas?

— Sais-tu bien, Marguerite, dit Marthe, que jamais ta voix ne m'a paru si émouvante? Raconte-moi tes impressions? Est-ce que M. Muziac...

— Ah ! j'aperçois Noël, mère, interrompit Martin. Vous plaît-il que je vous le présente?

Sur l'acquiescement de Marthe, il se précipita vers l'organiste, arrêté sous le porche des Apôtres, ses cahiers de musique à la main. Un large feutre gris ombrait sa figure devenue pensive à la vue de cette bourgade où, vingt années auparavant, deux cruelles femmes l'avaient apporté sous leurs grands manteaux pour l'abandonner à la grâce de Dieu.

Martin ramena son ami. Noël salua M. et Mme de Blancelle avec réserve, comme s'il redoutait un peu leur accueil. Quand il les vit parfaitement courtois et qu'il entendit leurs félicitations, il repartit gravement :

— Vous êtes trop obligeants. Un artiste, parce qu'il a la chance d'être doué — cette grâce qu'il ne doit pas à lui-même — ne devrait pas en être plus infatué qu'une femme de sa beauté. D'ailleurs, aujourd'hui, si des compliments sont mérités, il faut les adresser à Mlle de Blancelle, qui transfigura par son interprétation ma musique.

Tourné vers Marthe, le compositeur ajouta :

— Laissez-moi vous affirmer, madame, que je n'avais jamais entendu une voix de la qualité de celle de mademoiselle votre fille. J'espère qu'elle donnera souvent à ses admirateurs la joie de l'entendre.

A ces chaleureuses félicitations, Marguerite considéra Noël avec reconnaissance, en rapportant tout le mérite de son chant aux conseils excellents qu'elle avait reçus.

— Monsieur, lui dit Marthe, s'il vous plaisait de venir à la Cocharde, cet après-midi, nous en serions enchantés.

Il accepta très simplement. Des poignées de main furent échan-

gées avec Gustave et Martin. Encore émue, Marguerite répondit à son profond salut par une cérémonieuse inclinaison de tête.

— Que dites-vous de mon camarade, fit Martin aussitôt le musicien éloigné. N'est-il pas original?

— Je lui trouve surtout quelque suffisance, répliqua le capitaine... et bien déplacée chez ce garçon... N'insistons pas...

Quand la famille de Blancelle pénétra dans la Cocharde, Louise, le teint rougi par la chaleur, leur cria :

— Dépêchez-vous ! Votre retard me faisait trembler. Vite ! à table.

Pendant le repas, cette bonne fille, née cuisinière comme d'autres sont doués pour les arts, la vie mystique ou les sciences, narra par le détail la cuisson de son fricandeau.

A chaque instant, Marguerite, songeuse, se tournait vers la fenêtre par laquelle elle ne pouvait apercevoir de l'église Saint-Roch que sa flèche dépassant les poiriers. Marthe pétrissait de la mie de pain d'un air concentré. Parfois Martin, qui mangeait et buvait, souriait à ses sœurs.

— Quel silence, mes amis, se plaignit le capitaine, vos grandes idées vous tiendraient-elles à la gorge? Voyons, Marguerite, continua M. de Blancelle, si ta musique te met en cet état de méditation, elle est vraiment bien austère. Voilà ce que c'est que de chérir vos compositeurs à prétentions philosophiques ! En notre temps de déraison, vous accordez autant d'importance au musicien d'un opéra qu'à Turenne ou Villars.

Sans réflexion, Martin s'exclama :

— Père, vous vous abusez sur l'expression de Marguerite. Ce n'est pas à la mélodie qu'elle songe autant qu'à son créateur !

Le capitaine eut un rire sec, tandis que Marthe se tournait avec inquiétude dans la direction de sa fille. En reprenant sa gravité, le capitaine prononça :

— Tu es un méchant plaisant, Martin, car je ne vois pas quelle séduction peut exercer un pauvre diable d'enfant trouvé, assez laid pour comble de disgrâce, sur l'imagination la plus complaisante.

— Il y a bien longtemps que M. Muziac fut trouvé, repartit doucement Marthe, et, depuis cette époque, ce jeune homme a fait preuve de qualités qui honoreraient un enfant de la meilleure origine.

— Eh ! ma chère, répliqua vivement Gustave, je pense bien que vous ne donneriez pas Martin, Julienne ou Louise en échange de ce garçon, auquel, je le répète, vous accordez un intérêt immérité.

Accueillons-le, soit ! mais en lui faisant sentir l'honneur d'être accepté dans la première maison du pays.

Tandis que le capitaine s'exprimait ainsi, Marguerite le regardait avec de grands yeux craintifs. Quelques instants plus tard, elle rougit en baissant la tête.

Marthe s'était levée, et M. de Blancelle s'empressa d'offrir son bras à sa femme.

— Où vous plaît-il que je vous conduise, chère amie?... Au jardin?... Non... sur la terrasse, soit ! Savez-vous qu'il est devenu hideux, votre jardin?... Les herbes sauvages le dévorent... Je ne puis m'en occuper. Il me faut terminer mon manuel sur le dressage du cheval de guerre. Je ne crois pas m'illusionner en m'assurant que ce livre témoignera de ma valeur professionnelle... Eh ! parbleu ! il fallait savoir m'utiliser... me mettre à ma place ! Je n'étais pas fait pour tenir les emplois de second plan. On ne l'a pas compris.

Comme Marthe gardait le silence, il reprit :

— N'est-ce pas votre avis?

— Oh ! tout à fait, répondit-elle avec une imperceptible ironie.

Alors, M. de Blancelle murmura d'une voix profonde :

— S'être promis du meilleur de son cœur d'accomplir des actions éclatantes et s'éteindre comme l'allumette d'un fumeur, aussitôt jetée qu'allumée. O ma vie, je te voulais pourtant bien noble !

— O ma vie, je te voulais pourtant bien belle ! redit à voix basse Marthe.

— Pourquoi répétez-vous mes paroles?

— Parce qu'elle expriment mes propres souhaits de jeunesse, mon cher Gustave.

Ne voulant pas pousser sa femme à une discussion qui les aurait sûrement blessés l'un et l'autre, M. de Blancelle ajouta pourtant, sincèrement ému :

— L'étrange chose qu'une vie ! Le matin, au réveil, on dit à la face de Dieu : « Je ne pécherai pas ! J'irai droit et pur à la gloire. » L'après-midi, est-ce fatigue? l'on bronche aux ornières du chemin. Quand le soir vient, stupéfait, l'on compte ses erreurs... et c'est la vieillesse. Trop tard, hélas !

— L'on compte ses erreurs ! Trop tard, hélas ! répéta Marthe comme un écho.

Les sourcils de M. de Blancelle se détendirent comme des arcs, leurs flèches décochées.

— Assez remué ces tristesses ! s'écria-t-il. Soyons tout à la satisfaction de voir ce brave Martin près de nous... Voyons, voyons ! Marthe, il conviendrait de distraire nos enfants. Bonne idée de recevoir tes amis cet après-midi. Quelles visites agréables espères-tu?

— Toujours les mêmes, forcément, nos relations étant bien limitées en ce triste bourg, murmura Marthe.

— Comment cela, ma chère, vous êtes insatiable ! N'allez-vous pas recevoir aujourd'hui ce génie du bruit, qui, s'il manque de conversation, aura toujours l'avantage de pouvoir faire retentir votre piano !

Marguerite, assise sur le muret de la terrasse, d'où elle ne cessait pas de considérer l'église, tourna vers son père des regards effrayés. Au même instant, Mme de Blancelle ripostait :

— Votre antipathie pour ce jeune homme m'étonne. Pourquoi ne m'avez-vous pas signifié, à la sortie de la messe, qu'il vous déplairait d'accueillir M. Muziac à la Cocharde?

— Mon Dieu ! Marthe, je me suis incliné devant votre désir. Maintenant que j'y réfléchis, je regrette votre invitation... Nous avons des filles, jeunes...

— Vous devenez absurde, mon pauvre Gustave.

A cette repartie de sa femme, M. de Blancelle, mécontent, se roidit avant de répliquer :

— Mon absurdité me permettra de ne point recevoir des gens de cette sorte. Bonsoir, madame.

Il salua.

Restée seule, Marthe tâtonna le mur et rejoignit Marguerite. La mère et la fille, rapprochées sur le banc, passèrent leurs bras autour de leurs tailles. Elles entendaient dans la maison Louise, Cendrillon de leur ménage, qui desservait la table.

Par cette orageuse journée d'été, des bouffées d'air brûlant passaient dans les arbres fruitiers qui secouaient alors leurs toisons comme des animaux piqués des mouches ; ils reprenaient ensuite leur immobilité.

— Jamais, Marguerite, quand tu chantais pour moi, tu n'as eu, comme ce matin à l'église, de ces accents émouvants, chuchota sur le ton d'un tendre reproche Mme de Blancelle qui tenait sa joue appuyée contre la tempe de sa fille.

Elle sentit alors la chaleur du sang qui montait au visage de Marguerite.

— Qu'as-tu? reprit-elle tout bas.

L'aveugle embrassa sa fille, inerte, quoique son visage restât brûlant.

Tout à coup, Marthe anxieuse s'écria :

— Promets-moi que tu ne chercheras jamais à me quitter?

— Vous quitter, répondit mollement Marguerite, même si j'en avais l'envie, le pourrais-je?

Cette réponse rassura Mme de Blancelle tout en la désolant.

Les premiers sons d'un carillon volaient à travers la Claye. Bientôt un grondement semblable à celui d'un orage lointain retentit dans le bourg. La même foule paysanne que le matin remontait vers l'église.

— Pourquoi n'assisterions-nous pas aux vêpres? demanda Marguerite, hésitante.

— Tu veux entendre encore M. Muziac?

Troublée, la jeune fille accorda qu'il ne lui déplairait pas, en effet, d'écouter de la musique ancienne, interprétée avec art.

— Ah ! M. Muziac t'a donc appris son programme?... Eh bien ! non ! Je suis sans force pour remonter la dure côte pavée de Mareulle. D'ailleurs, nous entendrons très suffisamment à travers cette petite vallée.

En son humeur, Marguerite eut un mouvement de retraite, mais sa mère resserra son étreinte.

La clameur pompeuse des orgues arriva comme un noble déferlement jusqu'aux oreilles de Mme de Blancelle et de Marguerite. A leur chant vainqueur, la jeune fille s'était levée, les yeux agrandis, et, d'un geste spontané, ses mains portées à sa chevelure semblaient vouloir en assurer les bandeaux d'or. Marthe, après avoir écouté, prononça :

— C'est vraiment le jeu d'un maître. Cette musique conquérante semble signifier : « Rien ne me résiste. »

Sachant que sa mère ne pouvait surprendre son expression, Marguerite laissait paraître de l'extase.

Martin revenait vers la terrasse, une cigarette aux doigts :

— Entendez-vous? Même à distance, le jeu de Noël s'impose superbement. Je n'avais pas exagéré. Et le garçon vaut sa musique. Vous en jugerez tout à l'heure !

Ayant éclaté d'un bon rire, le surnuméraire s'éloigna pour épargner la fumée de son tabac à sa mère.

A peine s'était-il éloigné que le jappement de la sonnette fit sur-

sauter Mme de Blancelle. Elle courut, les bras en avant vers le vestibule, en priant Marguerite, sur le ton d'une recommandation suprême, de dire à Louise d'ouvrir à ce premier visiteur.

— Toi, ma petite fille, regarde-moi bien ! N'ai-je rien de ridicule dans ma mise?

— Non, non ! Vous êtes tout à fait correcte, répondit rapidement Marguerite, préoccupée de sa propre toilette.

Et elle se considérait dans la glace sans remarquer qu'une mèche échappée à la coiffure de l'aveugle tombait ridiculement sur son cou.

Une dame sur l'âge, aux traits sabrés de vieux soldat, fut introduite par Louise. Cet aspect autoritaire de Mme Gardel dissimulait le caractère le plus pusillanime. A la moindre contradiction, ses yeux s'écarquillaient, et, de même qu'un phare à éclipses envoie ses rayons, après un bref éclair, ils se refermaient épouvantés de leur audace. Chaque dimanche, en pénétrant dans le salon de la Cocharde, très obscur au sortir de la rue, Mme Gardel saluait de confiance les sièges vides, à droite, à gauche, et disait invariablement à Marthe :

— Chère amie, permettez-moi de m'asseoir quelques instants chez vous.

Or, elle avait coutume de stationner jusqu'à la nuit, silencieuse au milieu des conversations, et, néanmoins, elle occupait l'attention par les mouvements désordonnés de ses bras qui se révoltaient parfois contre sa volonté ; après ces accès, elle souriait avec une confusion dont chacun lui savait gré.

De nouveau, la sonnette glapit et, avant que Louise ne fût arrivée au perron, deux demoiselles sexagénaires, coiffées de chapeaux dont les fleurs accumulées à profusion tremblaient sur leurs fils d'archal comme des herbes dans la tempête, pénétrèrent dans le salon avec l'aisance des personnes fortunées.

L'une, Mlle de Villoisan, aux très petits pieds et aux attaches d'une délicatesse extrême, poudrait son visage aux yeux d'un jais luisant.

Son amie, Mlle Chaillot, bossue par l'habitude qu'elle avait de rentrer son cou dans le triple collet à la Directoire dont elle couvrait ses épaules frileuses, grasseyait d'une bouche qu'on eût dit emplie de crème, et ses affirmations péremptoires sur toutes questions, tout autant que la soie de sa robe raide comme de la tôle, proclamaient sa richesse.

La petite sonnette tinta une fois de plus au passage de Mme Biolle,

la femme très comme il faut du juge de paix, qu'accompagnaient ses deux enfants aux chapeaux de toile blanche qui les auréolaient comme des lunes. Leur bonne, sorte de petite bergère en bois peint, suivait avec un grand parapluie qui semblait sa houlette. Les garçonnets avançaient comme vers leur supplice, mais leur mère les ayant convaincus qu'on n'était pas sur cette terre pour se distraire, ils acceptaient de rester sagement chez la dame aveugle. De temps à autre, l'aîné agitait son pied dans le vide et son cadet l'imitait; ou bien le plus jeune se pinçait les narines pour les rendre blanches et le plus grand faisait pâlir le bout de son nez. Ainsi se distrayaient-ils suivant leurs humbles moyens.

— N'aurons-nous pas le plaisir de voir M. de Blancelle, demanda Mme Biolle, affable.

Et Mlle de Villoisan ajouta :

— Il nous ravit toujours par ses façons de grand seigneur.

Marguerite considérait la pendule Empire avec désolation, lorsque Mme Gardel s'exclama :

— Quel événement ce matin !

— On s'écrasait !

— Voici cinquante-trois ans exactement que je suis les offices de Mareulle, déclara Mlle Chaillot d'un air qui n'aurait pas souffert contradiction, et jamais Saint-Roch n'a contenu pareille foule.

— En feriez-vous l'honneur à sainte Anne ou à cet organiste?

— Hé ! hé ! A l'une d'abord ; un peu à l'autre ensuite.

— Comment trouvez-vous son jeu?

— Exagéré !

— Et son *O salutaris?*

— Peu compréhensible... Excusez-moi, Marguerite, vous y fûtes excellente, mais ne trouvez-vous pas que ce musicien vous imposa des difficultés inutiles? On ne sait plus écrire pour les voix.

— Vous vous exagérez ces difficultés, repartit Marguerite. Je vous assure que cette musique se chante aisément.

— Parlez-nous plutôt du *Panis angelicus* de Franck, mon enfant? Vous l'avez interprété à ravir.

— Il est regrettable que M. Muziac ait couvert votre voix de son accompagnement de tempête.

— Ah ! ces artistes manquent d'humilité.

— Croyez-vous vraiment M. Muziac bien doué? N'y aurait-il pas dans l'engouement dont il est l'objet un peu de roman? L'enfant

blanc des dames noires... Nuit de Noël, etc. Les Parisiens aiment toujours les Persans de Montesquieu, et toute légende les amuse. Quant à nous, mieux renseignées... nous...

L'entrée brusque d'un grand jeune homme aux cheveux roux interrompit Mlle de Villoisan. Les yeux à pupilles d'or de l'arrivant considéraient avec crainte les personnes de l'assistance. Cependant, dès qu'il reconnut Marguerite, il lui sourit avec une douceur délicieuse.

— Notre glorieux compositeur, Noël Muziac, annonçait Martin avec une emphase comique.

Marthe tendit la main dans le vide, et comme Martin oubliait de conduire Noël vers sa mère, celui-ci, traversant délibérément le salon, vint prendre cette main, qu'il baisa, en ajoutant d'un ton pénétré :

— Après la marque d'estime que Mlle de Blancelle m'a donnée en voulant bien chanter ma musique, je vous remercie, madame, de m'accueillir avec tant de bonté.

A l'oreille de son amie, Mlle de Villoisan chuchota :

— Pas trop mal, qu'en dites-vous?

— Trop d'aisance, plutôt, murmura Mlle Chaillot. Et puis pourquoi ces artistes croient-ils devoir se singulariser par des chevelures excessives? Quel mauvais goût !

— Il paraît beaucoup intéresser Mme de Blancelle.

— Pas encore autant que Marguerite !

— Marthe et sa fille, qui se piquent de ne pas avoir les pensées du vulgaire, doivent se trouver en accord avec ce compositeur à tous crins.

A cet instant, Mme Biolle et Mlle de Villoisan exprimèrent leur satisfaction par des exclamations et de petits gestes convulsifs. Un sexagénaire, très apprêté dans sa toilette, s'avançait dans le salon avec l'élasticité d'un ancien conducteur de cotillons. Dans une révérence collective, pleine de science, Albert Garril découvrait une calvitie qu'il essayait de dissimuler avec quelques mèches ramenées en labyrinthe autour de son front. Cet élégant visiteur, aux paupières mâchurées par les veilles, marchait sur des bottines recouvertes de guêtres. De Saint-Gilles à Mareulle, Albert jouissait d'un réel prestige, car, seul d'entre les propriétaires du pays, il avait, pour les dames, ces dévotes attentions qui les enchantent. L'été seulement il habitait son manoir du Besson, et, l'hiver, il continuait de papillonner

dans les salons nantais. Méticuleux et ordonné dans sa vie d'apparence légère, lent à concevoir mais leste à plaisanter, préoccupé jusqu'à la manie des moindres détails d'une toilette qui luttait contre les outrages de l'âge, une passion ennoblissait Albert Garril et donnait quelque grandeur à son caractère : il avait aimé avec ferveur sa femme, que la consomption lui avait enlevée, et les ans n'apaisaient pas ses regrets. Chaque après-midi, dans son parc, assis sous le pin parasol qu'affectionnait la disparue, il communiait avec son souvenir, croyant parfois entendre sa voix dans la frondaison chantante du grand arbre.

Les exclamations qui avaient salué l'entrée de ce héros romanesque de soixante-deux ans s'étant apaisées, Albert s'avança jusqu'à Marthe. Aussitôt Mme de Blancelle lui présenta Noël Muziac.

— J'ai eu le plaisir de vous entendre ce matin, monsieur, dit courtoisement M. Garril, et il m'en restera un souvenir durable.

Avec la familiarité d'un vieil ami, Albert s'assit en face de Marthe et obligea le compositeur à se reculer. Un genou par-dessus l'autre, et tout en jouant avec élégance de ses gants, M. Garril bavarda. Au suprême degré, il possédait l'art d'ajouter par les nuances de sa parole des intentions spirituelles aux propos les plus insignifiants. Mme Biolle, Mlles de Villoisan et Chaillot s'étaient rapprochées, suivies de Mme Gardel, qui s'avança pleine d'impétuosité pour se figer ensuite en statue. Aussitôt une conversation sur les variations insensées du cours des œufs, dont le gouvernement coupable se désintéressait, obligea ces dames à des démonstrations véhémentes, afin de faire triompher leurs points de vue. Noël fut obligé de les approuver lorsqu'elles parlèrent de pendre les accapareurs. Relevant ensuite les yeux sur Marguerite, l'organiste parut la prendre à témoin de son insuffisance en de telles matières. La jeune fille lui désigna deux sièges dans l'embrasure d'une fenêtre. Le musicien vint y rejoindre Marguerite sur l'instant où Martin disait à sa sœur :

— Il faut que je décide notre père à descendre.

La porte refermée sur le surnuméraire, Noël demanda :

— Tous vos dimanches sont-ils aussi animés que celui-ci, mademoiselle?

— Depuis quinze ans, mes dimanches, qui sont les jours les plus souhaités de mes semaines, ressemblent, en effet, à celui-ci. L'hiver, lorsque Mme Gardel, seule, vient nous voir, on se contente de se regarder, les mains au feu, en attendant la nuit. Mais c'est tout de même un jour d'écoulé.

— Pourquoi ne réagissez-vous point? La musique vous ouvre ses portes d'or.

— Je n'ai ni votre talent ni votre courage pour en franchir le seuil merveilleux. L'art ne peut germer dans la cendre.

— Un beau feu couve sous cette cendre, répliqua-t-il. Quelles flammes magnifiques, ce matin, dans votre voix!

— Il vaut mieux les laisser s'éteindre, soupira-t-elle.

— Non! Au contraire, vous devez entretenir ce brasier afin qu'il vous éclaire et vous réchauffe.

— Il faut un aliment à tout feu. Où le trouverais-je?

— Dans votre foi! repartit Noël du ton le plus fervent.

— Je me sens l'âme aride à ce point que, quelquefois, ma mère elle-même me devient indifférente. Vous voyez bien que je n'exagérais pas en me comparant à de la cendre.

— Oui, mais je le répète, brûlante. Un souffle d'air, et de cette cendre jaillira l'éclair.

— Oh! monsieur, ce n'est là qu'une image de poète!...

Le musicien allait protester, quand Mlle Chaillot déclara :

— Inquiétons-nous plutôt de la hausse effrayante de la volaille, mesdames.

Noël dit enfin :

— Il n'y a pas de milieux si défavorables soient-ils qui ne permettent à une âme de briller.

Noël considérait la jeune fille avec une sympathie qui la troublait.

Les paupières baissées, Marguerite répondit d'une voix émue :

— Je m'imagine la bataille héroïque que vous avez dû livrer pour faire triompher votre talent dans les plus pénibles conditions. Aussi, contrite de ma propre faiblesse, je vous accorde que je ne mérite guère d'intérêt.

— Et le lait, parlons-en! Odieusement écrémé! avertissait Mme Gardel, son pouce et son index levés réunis pour souligner la gravité du fait.

Il fallut que Marguerite laissât s'apaiser les cris d'indignation qui suivirent cette révélation avant de pouvoir se faire entendre à nouveau de Noël.

— Lorsqu'on vient de subir de telles séances, n'est-on pas un peu excusable de sombrer dans la torpeur? Ma mère et moi nous laissons donc s'écouler les années dans une affectueuse somnolence.

Noël et Marguerite continuaient de s'entretenir avec émotion,

lorsque la porte fut rouverte, et Martin fit passer devant lui son père, vêtu d'une redingote grise très sanglée sur son corps demeuré svelte. Il domina de toute sa hauteur le spectacle animé de son salon.

— Ah ! monsieur de Blancelle ! Vous ! Vous ! s'exclama Mme Gardel, d'un ton qui signifiait : « Enfin, sauvés ! »

Les autres dames et M. Garril lui-même tendirent leurs mains dans la direction de l'arrivant. A ces témoignages de chaleureuse amitié, le capitaine regarda sévèrement Marthe, en pensant :

« Non, madame, on ne se passe point aisément de ma présence ! Entendez ces appels, ils vous prouvent que c'est beaucoup pour moi que nos amis fréquentent cette maison. »

Avec l'aisance charmante qui lui était coutumière dans ses heures de belle humeur, M. de Blancelle vint complimenter les amies de sa femme. Elles s'écriaient :

— Venez vous asseoir près de moi. Non ! cher ami, ici ! Contez-nous des histoires ! Vous êtes un incomparable causeur, capitaine !

Il s'inclinait en souriant avec suffisance. Ne s'imposait-il pas toujours, quand il voulait s'en donner la peine?

Marthe qui tâtonnait les sièges de son entourage put enfin saisir une manche de Gustave :

— Mon ami, lui dit-elle timidement, n'avez-vous pas remarqué la présence de M. Muziac?

M. de Blancelle se retourna vers le compositeur avec l'air surpris d'un colonel qui se voit côtoyer par une recrue. Il rejoignit Noël demeuré debout près de Marguerite, et, sans lui offrir la main, prononça froidement :

— C'est fort bien à vous d'avoir répondu à l'invitation de Mme de Blancelle avec tant d'empressement. Un musicien de votre valeur, monsieur, sera partout le bienvenu.

L'organiste éprouva quelque malaise de cet éloge ambigu, et son teint se colora. Ravi d'avoir troublé le jeune homme, M. de Blancelle continuait à lui sourire d'un air supérieur, lorsqu'il s'entendit appeler par Mlle Chaillot et Mme Biolle :

— Capitaine ! Cher ami, nous vous serions reconnaissantes de nous organiser « un jeu de l'oie ». Vous seul savez mettre en train une partie.

— Très heureux de vous être agréable, mesdames, répondit-il avec affabilité.

Puis son visage redevenu impérieux, M. de Blancelle, pria

sa fille et Noël Muziac de se rapprocher de leurs amis. Marguerite esquissa un geste d'ennui, tandis qu'avec une aisance souriante, le musicien répondait qu'il se sentait incapable de faire honorable figure à une table de jeu.

Le capitaine, après avoir considéré Noël d'une façon qui voulait dire : « A quel titre croyez-vous donc avoir été invité chez moi ? » reprit froidement :

— J'aurais dû m'en douter, un musicien ne brille que sur son instrument. Tout à l'heure, nous vous mettrons donc à contribution, cher monsieur.

— Oh ! père, repartit Marguerite, ce n'est pas comme pianiste que M. Muziac se trouve chez nous, mais comme ami de Martin.

Lançant à sa fille un regard foudroyant, M. de Blancelle vira sur ses talons et vint déployer sur la table, avec une autorité souveraine, le carton du « jeu de l'oie ». Ces dames et Martin se mirent aussitôt à l'entourer avec la plus aimable animation. Les enfants de Mme Biolle et jusqu'à leur bonne furent priés de prendre place. Seule, Marthe, à qui sa cécité interdisait ce jeu, demeura dans son fauteuil, à l'angle du foyer. M. Garril, toujours attentionné, vint s'asseoir à côté d'elle, et commença l'une de ces conversations dont le murmure agréable berçait Marthe comme la chanson de la brise dans les feuillages, mais sans lui laisser aucun souvenir, son vieil ami éloigné.

Le capitaine avait saisi le gobelet aux dés qu'il fit basculer d'un poignet exercé.

— Commençons, mesdames ! Choisissez vos marques.

Le jeu commença.

— Ah ! je suis tombé dans le « puits », annonça Louise avec un cri qui pouvait laisser croire à un terrible accident.

— Bonne affaire ! J'ai passé le pont, avertit Mlle Chaillot avec un transport de tout son corps prospère.

— Trente et un ! Le labyrinthe ! Venez à mon secours ! s'exclamait le capitaine.

Mlles de Villoisan et Chaillot éclatèrent de rire en déclarant qu'elles s'en garderaient bien.

— Le château, quarante-deux, annonçait la servante de Mme Biolle qui jouait afin d'amuser ses petits maîtres.

— Voyez cette fille, entrée au château ! Elle ira loin, plaisanta Gustave.

Des rires ingénus retentirent, et la domestique, intimidée, remonta ses coudes jusqu'à son visage enflammé.

— Je commence à comprendre votre découragement, dit avec douceur Noël. J'étais trop exigeant pour vous, tout à l'heure, mademoiselle.

Marguerite inclina le front avec mélancolie.

Les cris d'hirondelle de Mlle de Villoisan qui, la première, avait posé son pion vainqueur sur l'oie, éclatèrent, suivis des exclamations dépitées des autres joueurs. A voir leur consternation, on eût cru qu'ils avaient perdu leur âme comme enjeu.

Pendant cette partie mouvementée, le capitaine avait oublié Noël et sa fille. Les ayant retrouvés, encore assis dans l'embrasure de la fenêtre, il parut s'étonner de la présence de l'organiste. Profitant de la joyeuse confusion qui succédait à la partie de jeu, Noël, accompagné de Martin, se retira, non sans avoir, comme le remarqua Mlle de Villoisan, prolongé, plus que la bienséance ne le commandait, ses adieux à Marguerite, au seuil du salon.

Après le plus délicieux des baise-mains à Marthe et des compliments nuancés suivant la qualité et le caractère de ces dames, M. Garril s'éloigna, lançant en dehors ses pieds guêtrés de chamois, ce qui lui donnait, croyait-il, l'allure d'un jeune homme.

Restée la dernière, — c'était chez elle une tradition, — Mme Gardel considérait du même air affable les rideaux ou le tapis, lorsqu'elle s'écria soudain :

— Seigneur !

Et elle partit, les coudes en dehors, d'une allure qui pouvait laisser croire ses intérêts les plus graves menacés.

Dans le salon déserté, Marguerite contemplait avec des yeux dilatés le jardin qu'un crépuscule orageux commençait d'assombrir. Des sortes de plaintes cadencées s'élevèrent dans Mareulle. A la brune, les orphelines du patronage célébraient cette journée dominicale par un cantique, et leurs voix d'enfants sans familles avaient la grisaille du soir nuageux. Soudain, par une association d'idées, Marguerite s'émut à pleurer.

Marthe cherchait autour d'elle sa fille, avec des mouvements de la tête, comme si elle avait eu quelque possibilité de l'apercevoir. Une main haute sur la fenêtre et son svelte corps cambré, Marguerite gardait l'immobilité.

— Eh bien ! mon enfant? appela l'aveugle.

Une chaîne grinça contre la margelle d'un puits, en même temps qu'une toux pénible se faisait entendre. Quelque vieille femme, proche de son repos éternel, venait, avec effort, de tirer encore une fois l'eau nécessaire à l'entretien de sa vie.

— Es-tu là, Marguerite? reprit Marthe, inquiète.

— Je suis là!

Le silence recommença d'enfermer les deux femmes dans son vide. Après quelques minutes, un sourd tambourinage ronfla dans la bourgade, et la voix naïve d'un crieur chantonna :

« Il vous est fait savoir que seront vendus... mobilier, cheptel, bœufs, chevaux, moutons, charrettes, linge... du défunt Pichan François-Marie, en son vivant cultivateur de la Ville-au-Gui. »

— Rapproche-toi, Marguerite!

Obsédée par ses pensées, la jeune fille acquiesça d'un mouvement affirmatif de la tête, comme si Mme de Blancelle pouvait en remarquer le geste.

D'un ton que la distance exténuait, l'annonce fut renouvelée plus loin, et encore plus loin, jusqu'à la limite de Mareulle, face aux champs enténébrés :

« Il vous est fait savoir... chevaux... linge... meubles... du défunt Pichan François-Marie... » et un petit roulement, guère plus perceptible que le bâillement d'un insecte, terminait cette criée.

— Ma chère enfant, je t'en prie!

Marguerite vint s'accroupir devant Marthe et appuya sa tête sur ses genoux. Penchée sur la chevelure somptueuse de sa fille, l'aveugle y porta ses lèvres avec tristesse. Elle pensait que son or s'y griserait, sans qu'une main d'époux, frémissante d'amour, l'eût jamais fait flotter!

Marguerite, encore éblouie des paroles de Noël, fermait ses paupières.

Avec une douloureuse satisfaction, Marthe songeait :

« Sans dot, Marguerite restera donc ma compagne. Ah! plutôt se flétrir aux bras d'une mère qui vous chérit que de s'avilir dans un ménage odieux! »

Ardemment, la jeune fille évoquait les espérances annoncées par Noël.

La bouche toujours appuyée sur le front de sa fille, Marthe réfléchissait qu'en sa misère une consolation exquise lui restait au moins : Marguerite. Toutes deux n'avaient qu'un même cœur. Toujours à

genoux et courbée sous l'étreinte de sa mère, Marguerite continuait à se remémorer les gestes et les propos de Noël.

Par la fenêtre ouverte sur la nuit orageuse qu'illuminaient des éclairs de chaleur découvrant soudain un Mareulle livide, un chant grêle s'éleva. Relevée d'un geste souple, Marguerite se pencha sur l'allège de la croisée. Elle avait reconnu la pastorale de l'« Oratorio de Noël ». Dans la sacristie confiée à son père adoptif, le compositeur avait voulu ranimer l'humble harmonium sur lequel il avait jadis essayé d'exprimer les sentiments de son âme endolorie. Ce soir, vingt années après, déjà glorieux, avant d'aller dormir dans sa chambre d'enfant trouvé, Noël saluait son retour dans cette église, son berceau. Et le frêle instrument, chevrotant, communiquait au chant une qualité si touchante que la jeune fille en fut remuée au plus profond du cœur.

Ses yeux levés vers le firmament qui prenait soudain feu dans l'orage encore muet, Marguerite s'abîmait dans un rêve ineffable.

— Où es-tu? demanda plaintivement Marthe.

Lorsqu'elle fut venue se serrer contre l'épaule de sa mère, la jeune fille continua de prêter une attention passionnée aux sons de l'harmonium. Et comme, distraite, elle ne répondait pas à l'étreinte de Mme de Blancelle, celle-ci gémit :

— Je ne sais ce que j'éprouve ce soir. Il me semble qu'il n'a jamais fait aussi sombre pour moi. C'est affreux !

Touchée par les ailes vibrantes de l'âme qui s'exprimait harmonieusement, le monde n'était plus pour Marguerite que beauté, et cette nuit qu'éblouissement !

CHARLES GÉNIAUX.

(*A suivre.*)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LA POLITIQUE DE L'ALLEMAGNE

Je ne sais pas s'il existe au monde une presse d'information aussi compétente que la grande presse française officieuse pour masquer la vérité au pays. Si le commun des lecteurs se trouvait à même de mesurer l'intervalle de ton qui sépare les *communiqués* avantageux (car vraiment on ne saurait leur donner un autre titre) de nos journaux les plus importants et les confidences apeurées des grands maîtres du régime, on se demande s'il n'éclaterait pas une révolution vraiment spontanée, la révolution du dégoût. La presse anglaise, à vrai dire, sans atteindre notre maëstria, nous suit de très près. Naturellement personne ne connaît l'avenir, en tout cas rien ne permet de l'entrevoir aux couleurs de l'entente franco-anglaise telle qu'elle existe et telle qu'elle se pratique de plus en plus. De cela, bien des esprits sont convaincus en Europe. Ils attendent. Ils nous guettent. Ils se préparent.

Le *Corriere della sera*, de Milan, qui est peut-être, à certains égards, le premier journal d'Europe, appartient à cette catégorie de fins réalistes. Après avoir enregistré avec résignation les couplets de triomphe qui engorgent dans les deux sens les câbles télégraphiques Paris-Londres, il s'exprimait de la sorte ces jours derniers : « L'optimisme de la presse française et d'une grande partie de la presse anglaise n'a pas d'objet. Les décisions de la Conférence de Paris sont peut-être une demi-nécessité, mais elles ne constituent pas la paix. Quarante-

deux ans, les quarante-deux ans durant lesquels le peuple allemand va être condamné aux travaux forcés [*ce terme ne dépasse-t-il pas un peu la pensée du journaliste italien?*], c'est un laps de temps bien long. Souhaitons que l'état des esprits change rapidement. »

De fait, en contemplant ces tableaux d'échéance dignes d'un barême, on ne peut s'empêcher d'évoquer cette fable de La Fontaine qui se termine par la jolie sentence que l'on sait : « D'ici là, le roi, l'âne ou moi, nous mourrons. » Mais les budgets ne meurent jamais ! Il y a aussi un dicton, auquel on pense, c'est celui qui nous assure qu'entre un geôlier, si sévère et si armé qu'on le suppose, et son captif, si démuni qu'il soit, les chances penchent du côté de l'évasion. Car le geôlier ne songe pas qu'à sa geôle, tandis que le prisonnier y songe toujours.

Si l'Allemagne se trouve dans ce dernier cas, oserait-on dire que la France soit dans le premier? Les seules garanties un peu sérieuses dont nous disposions commencent à vieillir bien vite. C'est dans quatre ans que l'évacuation de la Rhénanie peut commencer ; dans quatorze ans elle devra être finie, si du moins les clauses du traité jouent normalement. A cette geôle qui devrait avoir quarante-deux barreaux, il en manque donc au moins vingt-sept. C'est beaucoup, et l'Allemagne ressemble de trop près à un prisonnier sur parole. Combien de temps durera cette situation paradoxale, insoutenable, contre nature? Ce qu'on sait bien, c'est qu'elle ne peut pas durer telle quelle. Ou les Alliés, rigoureusement unis, tiendront ferme à l'invention et à l'application des mesures de rigueur, ou la France en sera réduite à agir à ses risques et pour son compte. D'autres hypothèses restent d'ailleurs ouvertes, moins probables, comme celle d'une entente de lassitude entre la France et l'Allemagne, d'une renonciation française, d'une banqueroute allemande.

Ce qui frappe, quand on examine ces différentes issues et leurs possibilités respectives, c'est de découvrir qu'en France on ne s'est préparé sérieusement à aucune d'entre elles, tandis que l'Allemagne ne cesse de réfléchir à toutes en même temps. Si nous pouvons être sûrs de quelque chose, c'est qu'il existe quelque part, à Berlin, une série de dossiers, où les avantages et les désavantages de ces attitudes diverses sont étudiés avec minutie, depuis la résistance ouverte jusqu'à l'abandon d'actif le plus conscient. La perspective même d'une révolution communiste n'est pas écartée ; on a soin de nous faire savoir (à Vienne, chose curieuse), que l'extrême gauche

ne se sent pas liée par l'acquiescement, possible après tout, du régime actuel aux décisions de Paris. « Les capitalistes allemands, s'écrie la *Rothe Fahne*, peuvent bien signer le traité, car, les milliards, ce n'est pas eux qui les paieront, mais les misérables masses populaires ; d'ailleurs, ces messieurs de Paris se trompent s'ils croient que la signature de la bourgeoisie allemande suffit pour leur livrer pieds et poings liés le prolétariat germanique. » Cette distinction, cette porte ouverte révèlent de longs calculs et un esprit de prudence très développé.

Pour le moment, on n'en est pas encore arrivé à cette phase et le dossier *révolution* ne constitue qu'un recours aléatoire. Il suffit qu'on l'ait ouvert. Les préférences vont du côté de la résistance tempérée par le marchandage. Au fond, rien de changé depuis vingt mois. On crie seulement un peu plus fort. Est-ce un signe qu'on marchandera plus ferme? C'est très probable.

Il faut, en effet, reconnaître que l'Allemagne a manœuvré excellemment pour faire rendre le maximum à sa rébellion d'aujourd'hui. Depuis le jour où ses plénipotentiaires arrachèrent aux négociateurs de Versailles le symbole de l'unité bismarckienne et la sauvèrent de l'anéantissement, aucun épisode de la guerre sourde qui continue de se livrer entre les deux adversaires n'avait resserré, comme aujourd'hui, les liens précaires des Allemands. De l'affaire du désarmement, les dirigeants de Berlin ont su faire un élixir de jeunesse pour les forces branlantes de l'Empire. Ils ont fait de l'obstacle un tremplin.

Il faut bien le dire : on est trop disposé en France à considérer la Bavière sous des traits que la légende seule avouerait. On a relevé çà et là, pendant la guerre, des signes non équivoques de désaffection bavaroise à l'égard des Berlinois. Avant 1914, on en aurait peut-être relevé davantage. Cela empêchait-il Bülow et Bethmann-Hollweg de poursuivre avec ingéniosité leur politique impérialiste? De fait, la révolution ne vint pas plus de Bavière que de Westphalie.

En tout cas, nous ne tentâmes rien pour encourager la renaissance, si renaissance il y avait, des sentiments séparatistes très nets dont la Bavière pouvait être agitée. Le comte de Guichen a écrit sur notre renoncement des pages qu'on ferait bien de méditer. Paisiblement, nous avons laissé une poignée de capitalistes prussiens acheter, pour une poignée de millions, la presse bavaroise tout entière. On voit aujourd'hui les résultats de cette lamentable nonchalance.

La vérité est triste à dire : nous n'avons pas encore trouvé la poli-

tique à suivre vis-à-vis des Allemagnes, ou, quand nous avons cru en trouver une, elle était d'une puérilité déconcertante. Le cas de la Bavière le prouve plus que tout autre. Ainsi, nous croyions faire un coup de maître en sondant le gouvernement de Munich, en lui laissant entrevoir que, s'il se dégageait du côté de Berlin, nous lui en serions reconnaissants et que peut-être, etc., etc. A quoi les gens de Munich répondaient invariablement, en mercantis habitués à traiter en forme : « Commencez par évacuer le Palatinat. »

Pendant ce temps-là les hommes de Berlin achetèrent la presse de Munich et préparèrent, grâce à elle, un état d'esprit dont nous aurons encore à déplorer les manifestations durant les années à venir.

Le brio avec lequel fonctionne le refus du désarmement nous enseigne à quelles profondeurs l'esprit de prussianisme a gagné la Bavière ou plutôt à quelles profondeurs la propagande prussienne s'est enfoncée mécaniquement en Bavière. Voilà un pays qui, pour résister à la révolution ambiante, pour lutter, au besoin, contre les villes ou les provinces allemandes révolutionnaires, Saxe, Berlin ou Westphalie, s'organise militairement. Le gouvernement central, par suite de nos sottises accumulées, a réussi à tourner contre nous cet appareil destiné à ruiner son prestige. Il lui a suffi de réaliser sur ce point, et sur ce point seulement, le tête-à-tête franco-bavarois. Il en résulte une recrudescence du sentiment unitaire et anti-français. Que n'avons-nous mis Berlin en demeure de désarmer Munich? Était-ce donc impraticable? Est-ce donc une œuvre qui nous dépasse d'ignorer la Bavière pour toutes les commissions désagréables et de ne la connaître que pour les cadeaux ou les concessions? Il y eut un moment où son commerce tout entier regardait du côté de Strasbourg et de Paris. C'était avant la dernière période d'inflation du mark-papier, si dextrement ouverte à Berlin. Là encore, nous avons laissé passer l'occasion, qu'une Providence amie des Francs nous présentait.

N'aurons-nous donc jamais de combinaisons agencées et durables à opposer aux savantes manœuvres germaniques? L'accentuation de jour en jour plus visible d'une politique allemande très certaine n'arrivera-t-elle donc pas à provoquer chez nous, à tout le moins, la réaction d'une politique antagoniste? A de certains moments, on se demande si nous avons encore un sens de la direction.

L'Allemagne, elle, combine et organise à travers le monde entier. En Amérique, il vient de se fonder une *Ligue des citoyens améri-*

cains d'origine allemande dont la dernière convention, tenue à Chicago, somme déjà le président Harding de répudier le traité de Versailles et d'admettre dans son cabinet un nombre de ministres d'origine allemande proportionnel à celui des citoyens de cette extraction. Dans le comité chargé d'aller présenter ces doléances à M. Harding figure un certain docteur Geoffrey Land, dont l'Angleterre aurait tort de négliger la présence. Il est en effet secrétaire des *Amis protestants de la liberté irlandaise à New-York*. La convention a également exprimé sa sympathie pour le peuple irlandais et déploré l'agitation anti-japonaise dont l'Angleterre retirait tout le bénéfice. Ce n'est donc pas contre nous seuls que se dépense le teutonisme militant. En Europe, s'il affecte volontiers des sympathies anglo-italiennes, en Amérique il se découvre avec moins de précautions.

Qu'adviendra-t-il de toutes ces manigances? Bülow disait qu'il manquait aux Allemands le sens de la grande politique. Avant Bülow, Frédéric de Hohenstaufen pensait à peu près de même, et, bien avant Frédéric, Sénèque développait un thème analogue. Espérons qu'une fois de plus cette tradition l'emportera. C'est elle jusqu'à présent qui, aux heures critiques, nous a sauvés. Faisons fond sur elle comme nous faisons fond, malgré tout, sur le bon sens de la Chambre. Il y a aussi des forces qu'on ne lie pas, celles de nos armées sur le Rhin, pour ne parler que de cela.

René Johannet.

Le mouvement asiatique et l'Europe.

L'Asie ne croit plus à la toute-puissance de l'Europe et discute âprement ce qui, longtemps, fut pour elle un dogme indiscutable : la suprématie des civilisations d'Occident.

Ce scepticisme règle, en Orient, tous les mouvements nationalistes ; il fut déjà l'initiateur de la révolution jeune-turque, sortie des discordances du concert européen. Il galvanisa la résistance lorsque, au lendemain de l'armistice, l'Angleterre reprit la lutte contre la Turquie sous des prétextes que l'opinion musulmane dénonça en parfaite connaissance de cause. Cela, tous les Français, militaires ou civils, qui ont suivi sur place la longue série des erreurs anglaises, n'ont pas manqué de le dire, avec une appréciation très claire de ce qui allait s'ensuivre.

L'Asie, profondément travaillée depuis vingt ans par la propagande

allemande, était on ne peut mieux disposée à passer au crible les moindres actes des Alliés. L'Allemagne venait, il est vrai, de perdre son prestige. Celui de l'Europe n'en était pas augmenté. Il restait, des calomnies et des sarcasmes partout répandus, une défiance très vive contre l'esprit européen. Une certaine foi dans la justice et la force britanniques survivait encore, malgré les protestations des Jeunes-Égyptiens. Il fallut les agressions de 1918, l'acharnement contre tout ce qui se disait sincèrement turc, la mainmise sur la Perse, les fautes commises en Mésopotamie et au Kurdistan pour soulever, de Bagdad jusqu'à l'Inde, l'opposition asiatique.

Très vite, elle s'organisa. L'Anatolie en devint le foyer principal, Kémal le chef militaire adoré des soldats et c'est, depuis deux ans, ce que nous avons dit et cent fois redit en France, ce que l'Angleterre officielle se refuse à admettre : l'éclosion rapide des espoirs latents.

L'erreur grecque, par deux fois répétée, exaspérait à plaisir le sentiment national, l'Islam sortait de sa longue apathie. La haine contre l'Angleterre était partout proclamée. Au Caire, à Stamboul, à Damas, à Koniah, dans l'Afrique du Nord ainsi que dans l'Asie centrale ou aux Indes, les mêmes paroles s'entendaient : « L'Angleterre avait failli à sa mission civilisatrice, elle était disqualifiée. Qu'allait faire la France? Prendrait-elle la suite, serait-elle l'indispensable lien entre l'Asie et l'Europe ou, comme l'affirmaient ses alliés, était-elle si appauvrie, si lasse qu'elle ne pourrait plus désormais songer qu'à ses intérêts les plus pressants? »

L'Orient se refusait à le croire et si, dans un accès d'humeur, nous le menacions de notre indifférence, il répondait qu'en ces temps difficiles qui n'est plus votre ami devient fatalement votre ennemi et, là-bas, l'amitié a de grandes exigences. Les Orientaux estiment, avec raison, qu'une sympathie inefficace est pire que la haine.

« Chaque fois que nous nous adressons à quelqu'un d'entre vous, il écoute et sa pensée paraît sur beaucoup de points répondre à la nôtre. Vous nous exhortez, vous nous conseillez, mais cela vous engage, car si nous suivons vos avis pour gagner votre approbation, ne devenez-vous pas, en quelque sorte, responsable des désagréments qui nous arrivent? Le fait même de nous avoir entendus, d'avoir admis notre sincérité, vous oblige à nous défendre, sinon vous seriez, à nos yeux, pire que nos ennemis qui agissent souvent en toute ignorance. » Telle est la thèse. Elle est troublante et le voyage en Orient comporte plus d'un débat intérieur que le retour n'apaise pas, loin de là.

Aujourd'hui, ne pas comprendre, c'est disparaître à brève échéance. Le mouvement asiatique progresse rapidement. La politique de désintégration menée par l'Angleterre l'a précipité et, depuis que tout se

redit avec la promptitude qu'entraîne l'usage des procédés les plus modernes, d'un bout à l'autre du monde islamique, l'échange des idées s'effectue. Les habiletés d'autrefois deviennent inopérantes. Une étrange interposition s'est faite aujourd'hui entre l'Orient et l'Occident. C'est là-bas, souvent, que vous entendez un langage direct et dur, ici que vous rencontrerez les périphrases et les réticences. Là-bas, une vision nette du but à atteindre règle les idées. Ici, tout reste hésitation et doute. L'Orient s'en rend compte autant qu'il est possible.

Les nationalismes asiatiques nous font encore crédit dans une certaine mesure. Ils ne nous reprochent, comme erreur matérielle, que notre occupation de la Cilicie, mais ils n'admettent pas notre neutralité dans leur grand débat avec l'Angleterre. Si nous leur refusons l'appui moral qu'ils attendent de nous, cette sorte de garantie que représente en Orient une promesse française, nous serons englobés dans l'exécration qui s'élève tout autour de notre alliée et détruits avec elle. « Faites-lui entendre raison, expliquez-lui ce que vous savez », voilà ce qui nous sera dit partout, au terme de discussions souvent orageuses et toujours difficiles à soutenir. Les camps orientaux ne sont pas à court d'arguments et nos répliques paraissent pâles devant des faits parfois irréfutables.

Rien n'est plus rapide que la contagion des idées. Le bolchevisme russe, lui-même, se teinte de nationalisme. Opportuniste à outrance, dès qu'il est question de l'Asie, il réserve pour l'Europe les virulentes propagandes ; en Russie même, il semble que la doctrine se dilue dans une formule nouvelle : la croisade de l'Orient contre l'Occident, l'Asie aux Asiatiques sous l'égide de la grande Russie. Quant aux Turcs, si longtemps affaiblis par l'étendue même de leur domination, ils semblent avoir retrouvé l'ancienne sève depuis leur lutte contre l'envahisseur. L'Angleterre a stimulé leurs facultés de résistance, ils ont eu l'occasion de se démontrer à eux-mêmes une supériorité à laquelle ils cessaient de croire ; l'orgueil d'en faire la preuve devant l'Islam, auditoire passionné, a décuplé leur ardeur. Les succès locaux se transforment en victoire éclatante et, ainsi magnifiés, se répandent par tout le monde musulman.

« L'Asie n'est plus à vendre », répondent fièrement les dirigeants d'Angora lorsque quelque fonctionnaire britannique vient leur porter de vagues propositions d'accord. L'opinion asiatique est aujourd'hui si violemment anti-anglaise qu'il serait impossible aux Turcs de traiter avec Londres, si nous ne nous portions pas garants du pacte nouveau. C'est à nous que s'en prendra l'Orient pour toute infraction au contrat, c'est nous seuls qui pouvons peut-être encore

prévenir la catastrophe et sauver les civilisations d'Occident. La Turquie d'Anatolie est le champion des revendications asiatiques, mais toutes ces vérités si simples à saisir sur place, si connues là-bas qu'il semble vraiment oiseux de les redire, revêtent ici des complications imprévues. Entre le Français sédentaire et le Français assoupli par la pratique des voyages, un mur s'interpose ; le premier passe au crible ce que lui apporte le second et l'ignorance est toujours incrédule.

Les Turcs ont un sens des réalités qui les différencie des autres Asiatiques. Ils connaissent parfaitement leurs lacunes et admettent l'impossibilité de réparer promptement, sans une aide européenne, les ravages de l'Anatolie. Ils aspirent à la paix, mais s'exagèrent l'importance de leurs succès récents. Contre l'hostilité britannique, ils recherchent notre intervention, mais leurs voisins de l'Asie centrale n'envisagent pas l'avenir sous le même angle. Qu'importe aux gens du Turkestan, à ceux du Kurdistan de continuer indéfiniment la guerre. Pour ces demi-nomades, elle est l'état naturel, enviable entre tous. Contre ces populations turbulentes, la digue turque doit se reformer. Voilà le plus pressant. Les nationalismes musulmans qui forment aujourd'hui sur la carte terrestre une masse considérable tendent tous à retrouver l'ancien esprit islamique. La formule d'hier a déjà fait son temps. Le nationalisme ne rallie pas les chrétiens, elle n'a pas rallié les masses populaires musulmanes. Les chefs nationalistes ont dû renoncer à des idéologies qui leur ont valu quelques rudes avertissements.

Le Coran retrouve ses droits, le panislamisme tend à se reformer. Contre ces réactions profondes, aux larges remous, la Turquie peut être pour l'Europe le bastion devant lequel viendront s'arrêter les colères soudaines mais éphémères de l'Asie.

BERTHE-GEORGES GAULIS.

Les concessions de propriété dans la République des Soviets.

Le 23 novembre 1920, le Conseil des commissaires de la république soviétique promulguait un décret par lequel le gouvernement des soviets se déclarait prêt à octroyer aux étrangers des concessions forestières, minières et industrielles et promettait aux concessionnaires de leur garantir la propriété de leurs établissements et un revenu sous la forme d'une certaine partie des produits obtenus.

Les socialistes de la nuance *Humanité* affectent de ne pas attacher grande importance à ce décret. A les entendre, tout finira par « se tasser ». Il nous paraît au contraire que le décret du 23 novembre 1920 s'accorde mal avec la doctrine et la politique antérieures des soviets et que ces contradictions ne se résoudront pas si facilement qu'on veut bien le croire.

Au chapitre *Rapports économiques* de son programme officiel, (article 1er), le Parti communiste russe s'engageait textuellement à « continuer avec fermeté et à mener à leur terme l'expropriation de la bourgeoisie et le passage des moyens de production aux mains de la république soviétique, c'est-à-dire en la propriété commune de tous les travailleurs ». Il suffit de citer ce paragraphe pour voir que les concessions de propriété individuelle ruinent tout le programme économique bolcheviste. On ne peut d'une main exproprier la bourgeoisie et délivrer de l'autre des titres de propriété inaliénable à des bourgeois américains, par exemple, de quelque nom qu'on les affuble. L'article 3 du même chapitre précise de façon significative combien ces oasis du droit non communiste iront à l'encontre d'un plan organique : « ... Centralisation maximum, y est-il proposé, de la production obtenue à la fois par son organisation en branches d'industrie, par sa concentration dans les unités de production les meilleures et par la rapidité d'exécution. » Les concessions individuelles introduiront nécessairement dans l'économie générale de la Russie l'intérêt personnel, élément d'anarchie si l'on veut, en tout cas ennemi radical de toute socialisation. Ou bien les concessions devront disparaître à très bref délai, submergées par le flot montant de la production socialisée, ou encore — et beaucoup d'industriels sont de cet avis — les concessions finiront par avoir le dessus et par désagréger complètement l'édifice de Trotsky.

La tactique révolutionnaire ne subit pas un moindre renversement. Le Congrès de Tours nous a habitués à la phraséologie moscovite : social-traîtres, suppôts de la bourgeoisie, centristes, énergumènes de la collaboration des classes, nous savons ce que ces mots signifient. Le parti socialiste doit être *épuré* de tous ceux, à commencer par Vandervelde, que la collaboration des classes a souillés. Un socialiste pur ne doit avoir rien de commun avec les capitalistes. Dès qu'il s'approche d'eux, dès qu'il établit la moindre relation d'affaires avec ceux qui portent le stigmate de l'impérialisme, il est perdu, sans rédemption possible. Telle est la thèse de la Troisième Internationale. Cependant Lénine traite avec Vanderlip. Il discute avec lui, il le reçoit dans son cabinet de travail, il signe des contrats qui, sans contredit, entravent l'action socialiste. Circonstance aggravante, un

plan de collaboration des classes a été discuté et accepté après mûre réflexion par l'ensemble du soviet de Moscou. Les chefs de soviets sont-ils devenus des centristes, c'est-à-dire des suppôts de la bourgeoisie, pour avoir traité avec Vanderlip? Lénine et ses acolytes seront-ils excommuniés? Il serait intéressant de connaître l'opinion de Frossard et de Marcel Cachin. Lafont a été mis au ban de l'humanité socialiste pour une peccadille : que deviendront les grands coupables?

La presse bolcheviste n'a pas manqué de consacrer un grand nombre d'articles aux concessions. On s'y est efforcé d'établir une distinction entre les étrangers à qui il n'était pas dangereux de donner des concessions et les autres. Aucun de ces articles n'a soufflé mot de la catégorie la plus importante des candidats éventuels, des capitalistes russes. Cela s'entend : les concessions seront données de préférence aux Polonais vers la mer Caspienne et aux Américains sur les bords de l'océan Glacial. A la rigueur, si les circonstances l'exigent, on pourra donner une raffinerie aux Polonais qui la possédaient avant la guerre, même si cette raffinerie est située aux confins de la république polonaise. Mais il est bien entendu que jamais, dans aucun cas, aucune concession ne sera octroyée aux industriels russes. Les bolcheviks se sont vantés d'être internationalistes. Tous les étrangers, disent-ils, sont égaux en droit et en fait. L'exclusion des Russes n'en représente pas moins une manifestation de nationalisme pur et simple. Nationalisme à rebours? D'accord. Tout le monde aura sa part, sauf les Russes. La contradiction est si flagrante qu'elle n'échappe pas à l'esprit simpliste des paysans. Au dernier Congrès des soviets, Lénine citait l'exemple d'une commune du gouvernement de Nijni-Novgorod qui a protesté contre les concessions données aux étrangers : « Camarades, nous vous envoyons au Congrès panrusse et nous déclarons que nous autres, paysans, nous sommes préparés à souffrir du froid et de la faim encore trois ans, mais que nous protestons contre toute tentative de vendre la mère patrie à des étrangers. » On voit par cette simple citation que le chauvinisme négatif, qu'on me pardonne cette expression bizarre, peut avoir des répercussions lointaines. Le bon sens garde ses droits, même dans la Russie des soviets.

Ajoutons que ces concessions peuvent être délivrées à des étrangers qui ont déjà possédé avant la révolution bolcheviste des biens en Russie et qui veulent les reprendre. Trotsky l'a affirmé explicitement. Rien de plus naturel que ce genre de restitution (Trotsky l'appelle « dénationalisation »). Si les bolcheviks veulent sincèrement faire prospérer leurs concessionnaires, il serait absurde d'envoyer,

par exemple, la Société Dniéprovienne (grande entreprise minière dans le gouvernement d'Ekaterinoslav) faire le métier de forestière dans l'Oural et de mettre à sa place les Anglais qui possédaient des scieries mécaniques à l'endroit même où elle devrait commencer à exercer un métier qui n'est pas le sien. Du point de vue économique, il est évidemment plus raisonnable de remettre chacun à sa place : les Anglais dans leurs bureaux de l'Oural et la Dniéprovienne dans les chantiers qu'elle connaît pour y avoir travaillé trente ans de suite. Donc, après avoir pris à un Français, par un décret d'expropriation générale, ce qui lui appartenait depuis plus d'une génération, on lui rendra ce même patrimoine, mais en vertu d'un titre bolcheviste. On peut se demander s'il était besoin de bouleverser un sixième de l'Europe pour revenir ensuite au point de départ? Quelque incultes qu'elles soient, il paraît que ce paradoxe non plus n'a pas échappé aux masses russes.

Enfin, les concessions deviennent propriété intangible de celui qui les obtient. En aucun cas, déclarent les soviets, elles ne seront confisquées, ni nationalisées. Cela n'empêche pas leur journal officiel de préciser que toutes ces promesses ne resteront valables que tant que la république soviétique demeurera en paix avec l'État correspondant. « Les étrangers apporteront des machines et des outils ; ils enrichiront notre ambiance économique ; ils nous fourniront les moyens de production dont nous avons si grand besoin ; ils dépenseront beaucoup d'argent pour lancer leurs industries. Supposons que la guerre survienne. Point n'est besoin de dire que nous aurons le droit de réquisitionner toutes leurs installations, car tel est le droit bourgeois. »

On trouvera cette citation au numéro 274 de la feuille bolcheviste. Est-il nécessaire de faire remarquer que la république des Soviets déclare la guerre à ses voisins beaucoup plus facilement que n'importe quel gouvernement bourgeois? Ce ne sont pas les exemples qui manquent. Dès lors, toute cette histoire de concessions se réduit à un traquenard mal dissimulé, presque avoué. Ou bien la révolution mondiale éclatera : et alors aucun chiffon de papier signé par Vanderlip ne sera valable. Ou bien, il suffira à Trotsky de prétexter une guerre avec le pays qui aura pris le plus de concessions, pour refaire la nationalisation « en vertu du droit bourgeois ». On gagne à chaque coup.

Telles sont les contradictions où se débat la pensée bolcheviste pour avoir voulu mettre d'accord le communisme et la propriété individuelle. Mais il ne faut pas supposer que ces contradictions échappent aux dirigeants de Moscou : ils se sont montrés assez bons connaisseurs

en économie politique pour voir ce qui crève les yeux. Quel est donc le but de ce décret? Où veulent-ils en venir?

Deux explications sont possibles. Ou bien ces concessions sont un moyen de diviser entre eux les gouvernements bourgeois, de rompre l'unité du front capitaliste. Une réclame effrénée est faite par les bolchevistes eux-mêmes autour de chaque nouvelle concession octroyée, ou seulement demandée ; ce n'est pas pour se vanter de leur faiblesse en face de leurs ennemis, mais bien pour les diviser par l'appât de gains d'autant plus enviables qu'ils sont aléatoires et imprécis. Un entrefilet de la *Gazette rouge*, qui a fait un bruit immense aux États-Unis, ne cache pas que le but essentiel des concessions Vanderlip était de donner aux Américains l'occasion d'établir une base d'action importante dans ce rayon où les Japonais se considèrent comme maîtres naturels et prédestinés.

Une autre explication est possible, bien qu'elle soit plus spécieuse. Les bolcheviks sont arrivés à un tournant de leur histoire où il leur faut réaliser un Thermidor économique sous peine de se le voir infliger par leurs adversaires. Ce serait la capitulation du communisme. Pour la réaliser sans que le régime soit en danger, il faut commencer par créer des oasis capitalistes. Le reste viendra tout seul. C'est ainsi qu'un journal français qui n'est pas suspect de modérantisme dénonce les concessions soviétiques comme une intrigue ourdie par les capitalistes étrangers pour venir à bout du communisme russe. « Révolutionnaires de Russie, vous aviez cru abattre une partie de vos maîtres, mais ceux-ci reparaîtront demain sous le masque des capitalistes américains, allemands ou français et vous aurez à subir avec plus de haine, plus de violence leur esprit dominateur. Vous aurez ainsi sacrifié des milliers des vôtres, vous aurez souffert horriblement, tout cela pourquoi? Pour le triomphe du capitalisme. » Cette apostrophe est tirée du *Libertaire* (26 décembre 1920). Qui sait si ces anarchistes, comme toujours un peu naïfs, ne nous dévoilent pas, sans s'en douter, l'arrière-pensée de Lénine?

Il n'est pas impossible non plus que les politiciens roués de Moscou aient lancé le décret du 23 novembre 1920 pour atteindre ces deux buts à la fois. Il ne peut déplaire à Trotsky d'avoir deux cordes à son arc ; et pourquoi la division des impérialistes n'irait-elle de pair avec le rétablissement du système bourgeois en Russie?

Alexandre Pilenco.

LES LETTRES

LA MUSE AU CABARET

PENDANT des années on a attendu ce livre. On peut dire de lui ce qu'on a dit des *Trophées*, qu'il a été à la fois inédit et célèbre. La ressemblance s'arrête là. José Maria de Hérédia a passé longtemps pour le maître des ouvriers en vers : il n'était qu'un habile versificateur auprès de Raoul Ponchon.

Pierre Camo, Roger Allard, Pierre Benoît, tirons notre chapeau, voici notre maître à tous. Les pièces diverses réunies sous ce titre *la Muse au cabaret* ont paru au hasard de l'actualité dans des journaux dont les lecteurs étaient bien incapables de les comprendre. Non que le sens n'en fût parfaitement clair, mais parce que leurs beautés étaient de l'ordre le plus difficile à saisir : une maîtrise atteignant la simplicité. Le commun des lecteurs prenait pour des farces ces pièces modestement présentées sous le titre de *Gazette rimée.* M. Ponchon y badinait à propos de tout et de rien, revenant plus volontiers à quelques sujets de prédilection, les plaisirs de la table, la louange du vin, voire de l'apéritif. Comment les lecteurs ordinaires de MM. Mendès et Richepin ne s'y fussent-ils pas trompés? Comment croire, après un siècle de romantisme, qu'on peut être poète en chantant le gigot et l'absinthe? Un des résultats de cette révolution romantique, qui voulut supprimer toute hiérarchie entre les sujets et ne plus distinguer les nobles des vulgaires, aura été de discréditer le genre familier en le contaminant. Une lumière de

la pensée moderne soutenait l'autre jour que le lyrisme, qui vit d'enthousiasme, est incompatible avec l'ironie : toute une tradition qui, par Marot, La Fontaine et Musset, va des fabliaux à M. Ponchon, proteste chez nous contre ces « catégories » à l'allemande.

Le vin que M. Ponchon aime à chanter lui a communiqué son génie malicieux, subtil et aiguisé : pour le célébrer, alternant les tons, l'auteur de *la Muse au cabaret* passe sans effort du lyrisme à la démarche à ras de terre du sens commun. Puisqu'il faut, dit-il, manger et boire, il vaut mieux le faire bien que le faire mal. Pourquoi sacrifier le goût? Il a mêmes titres que les autres sens. Comme il y a des arts pour le plaisir des yeux, il sied qu'il y en ait un pour les plaisirs de la bouche.

M. Ponchon a raison. Il esquisse quelque part une démonstration de cette théorie : tous les perfectionnements sociaux sont nés des plaisirs de la table. Les arts vinrent au monde le jour où l'homme put manger en paix. Il y a beaucoup de vrai. A n'en pas douter, seuls les peuples hautement civilisés savent manger. Il y a développement synchronique entre la cuisine et la civilisation. On pourrait même avancer que seuls les peuples qui ont connu le vin ont atteint un état social supérieur. Les Barbares ne cultivent point la vigne. L'Amérique aujourd'hui a le choix : sèche, elle est perdue ; si elle remplace ses boissons grossières par le vin, elle s'affinera. Nous, Français, n'oublions pas que le blé et la vigne, le pain et le vin ont contribué à former notre génie. Si nos aïeux s'étaient nourris de graisse d'ours et de pommes de terre, nous ne serions pas ce que nous sommes. Continuant la vieille tradition bacchique des nations gréco-latines, M. Ponchon est plus sage que ne jugeront les sots. Conduisant la Muse au cabaret après Horace et La Fontaine, il ne l'a point déshonorée.

La différence entre le poète moderne et ces maîtres anciens réside en ceci que dans ses Odes bacchiques, Horace, par exemple, badine sur un ton noble, tandis que M. Ponchon accepte franchement le burlesque. Celui-ci naît de la rupture, de l'écart entre le fond et l'expression. M. Ponchon applique la démarche de la haute poésie non seulement à de petits sujets, mais à des sujets volontairement bas : ce n'est pas le gigot ni le vin, ni même l'ivrognerie qui sont des sujets bas. Mais M. Ponchon ne craint pas de descendre plus bas encore : pour réussir dans ce genre difficile, il faut beaucoup de raison et de goût.

M. Ponchon, qui possède ces vertus, relève le genre par trois qualités supérieures : la technique, la langue et la raison.

Personne en ce temps ne sait manier le vers mieux que M. Ponchon : il joue, il jongle avec lui, il le désarticule, l'étire, le lance, s'amuse à le faire rebondir comme une balle de caoutchouc. Il emploie tous les rythmes, toutes les strophes, toutes les coupes, avec une abondance, une science et une joie telles que, sous ce rapport, si l'on voulait chercher à notre époque un point de comparaison, il faudrait prendre le plus élevé : Mistral lyrique. Toutes les formes de la Pléiade que le romantisme avait utilisées, — car le romantisme n'a, somme toute, à peu près rien inventé — M. Ponchon les touche avec une sûreté d'oreille infaillible, même dans les petites choses. Par exemple, le beau rythme de Ronsard :

Bel aubépine verdissant,
Florissant
Le long de ce beau rivage,

Hugo en avait fait usage, mais en commettant une légère erreur, en plaçant les rimes féminines au vers court :

Sarah, belle d'indolence,
Se balance...

La féminine, en imposant un ralentissement à la fin du vers court, rompt ce rythme sonnant et martelé comme le pas d'un satyre. M. Ponchon, lui, ne s'y trompe pas :

C'est un paisible et serein
Souverain,
Qui dans sa cour enchantée...

M. Ponchon choisit le rythme qui convient à chaque sujet avec une justesse et un bonheur qui ne bronchent jamais. Veut-il mêler à ses propos légers une impalpable nuance de mélancolie, il prend la belle strophe de six vers, ample et balancée, si chère à Ronsard :

Et j'ajoute encore ceci :
Au célibataire endurci
Le café tient lieu de famille...

Veut-il au contraire faire fuser une note de joie, il emploie la même strophe, à un détail près : il la termine par un vers plus court qui

semble s'élancer, et tout le mouvement est changé : la strophe, tout à l'heure régulière comme le vol d'un grand planeur, a maintenant l'air de courir vers son dernier vers :

Le joli vin de mon ami
N'est pas un gaillard endormi,
A peine échappé de la treille,
Sans se soucier de vieillir,
Il ne demande qu'à jaillir
De la bouteille.

Voilà les ressources offertes par la prosodie française : qu'on en fasse donc autant avec le vers libre !

S'il veut parodier le faux ton lamentable, il prend la triste coupe où le vers de six syllabes alterne avec l'alexandrin comme un écho plaintif :

Je le dis tout à trac, je considère comme
Une calamité...

S'il veut imiter le grand ton du lyrisme, il emprunte à Hugo la large strophe majestueuse :

Quand le gigot paraît au milieu de la table,
Fleurant l'ail et couché sur un lit respectable
De joyeux haricots...

Il ajoute ici, pour soutenir le ton, la peine de rimer richement toute la pièce.

Il invente même des coupes plus compliquées et subtiles encore. Par exemple cette excellente strophe comique :

Las, je cassais des clous, naguère,
Avec mes dents,
J'avais des cheveux abondants
A ne savoir qu'en faire,
Jadis!
Il ne m'en reste plus que dix!

Sa muse rieuse s'amuse à tous les jeux. Il parodie non seulement les coupes de la grande poésie, mais le style des poètes et personne ne réussit mieux que lui les « à la manière de » rapides, discrets, sans appuyer. Le début du « Gigot » rappelle le Hugo lyrique de *Lorsque l'enfant paraît.* Voici du Hugo épique :

Et puis voici du vin qu'il faut mettre à l'étude :
Il fut trente-cinq ans captif, comme Latude.

Puis le Hugo mineur des petites chansons épiques de la *Légende :*

On les jeta par-dessus bord,
C'est-à-dire par les portières,
Du geste auguste des semeurs,
Elles churent dans les éteules...
Dans le wagon des dames seules
Nous étions quarante fumeurs.

Voici le bon Coppée :

Elle fut tout enfant au barreau destinée
Par son père, dont elle était la fille aînée.

Ne dites pas que ces jeux sont chose de peu : Racine s'est diverti aux acrobaties des *Plaideurs*, et s'est rendu coupable de plusieurs pastiches du grand Corneille. L'habileté technique est un des charmes de La Fontaine, la variété et le choix savant des coupes ravissent chez Horace ou chez Ronsard, chez Hugo ou chez Mistral. M. Ponchon applique les procédés de la plus savante poésie à des sujets qui ne sont point nobles, sans doute : déjà la maîtrise technique les relève ; puis la langue. Elle est chez M. Ponchon de la meilleure qualité : ferme, sûre, limpide, relevée çà et là d'une pointe d'archaïsme comme chez La Fontaine :

Cultivas-tu la vigne avant que d'être apôtre?

. . . .

Il dit des choses éternelles,
Que je m'abstiens de répéter,
Pour ne pas les beautés gâter
Qui sont en elles...

. . . .

Et je me demande, comme
La sage Kheyam, souvent,
Quoi peut acheter cet homme
De meilleur que ce qu'il vend.

Grand miracle en notre temps qu'un poète qui sait parfaitement faire les vers et parler français et qui ne cherche point à se hausser au sublime : M. Ponchon est le bon sens, la raison, le naturel en personne.

Le naturel, voilà la qualité des maîtres, la qualité des vrais classiques. Si l'on n'avait droit qu'à un seul mot pour caractériser cet

art qu'on nous oblige à appeler classique et qui, jusqu'en 1830, n'avait pas d'autre nom que l'art tout court, c'est ce mot de naturel qu'il faudrait choisir, c'est en son nom que nous saluons M. Ponchon de ce titre de classique que nous refusons, non seulement à M. Claudel ou à M. Marcel Proust, mais aux pseudo-classiques de tout calibre, à tous ceux qui nous assassinent avec l'attirail des « clichés de droite », Athéna et ses yeux clairs, le péplos, la chouette, Malherbe, l'ordre, la mesure et la discipline. N'en parlez plus et faites-nous des œuvres. En attendant, nous relirons *la Muse au cabaret*, où nous trouvons l'art et le cœur d'un poète.

Le cœur d'un poète? Ceux qui s'y tromperaient seraient de grands aveugles. N'est-elle pas d'un poète, un vrai, presque un grand, cette musique à la gloire de l'indigne absinthe :

Ainsi quand le soir tombe,
Je la vois, jeune Hébé,
Déposer dans ma tombe,
Un vieux Pernod frappé...

N'y a-t-il pas un vrai et profond lyrisme tout enlacé à la gaieté dans ces strophes, qui, pour leur simple et agile beauté, sont dignes de la veine de La Fontaine :

Vive l'eau courante des fleuves,
L'eau qui sommeille au fond des puits,
La rosée intime des nuits,
La pluie animant les fleurs neuves.

Vive l'eau des lacs, des ruisseaux,
L'eau des fontaines, l'eau des sources,
Où la nuit, vont boire les ourses,
Et, le jour, les petits oiseaux.

Vive l'eau, là-bas, vers les saules,
Qui baigne avec amour les lis
Et les roses de nos Phillis —
C'est même un de ses plus beaux rôles.

Uncœur de poète, qui donc aurait le malheur d'en douter encore? Faut-il souligner cette petite strophe où M. Ponchon, parlant du cabaret, nous murmure discrètement, presque à voix basse —

M. Ponchon n'est pas un poète romantique — cette confidence :

...Je voudrais que ce fût surtout
Le lieu réservé, solitaire,
Où viennent leurs chagrins noyer,
Ceux-là qui n'ont pas de foyer,
Les obstinés célibataires.

Le véritable amateur placera *la Muse au cabaret* dans sa bibliothèque, bien au-dessus de Monselet et même de Banville, non loin de son Horace et de son La Fontaine.

LUCIEN DUBECH.

Un conte de Louis Bertrand : « La Femme qui était retournée en Afrique [1]. »

En marge de son *Saint-Augustin*, M. Louis Bertrand vient d'écrire un pur chef-d'œuvre, dont la Société du Livre nous présente une édition d'un luxe discret et d'un goût rare, sortie des presses de l'Imprimerie nationale et illustrée de bois gravés de Clément Serveau. A lire ces quatre-vingts pages, d'une typographie aussi nette, aussi noble que la pensée et l'expression, on goûte une des joies les plus fines et les plus hautes de l'esprit, une de ces heures d'enchantement où la puissance de l'art agit sur nous par l'intermédiaire d'instruments parfaits. Il est exceptionnel que la beauté du papier et des caractères, la qualité des images et des ornements soient associées à une œuvre assez riche en soi et par soi pour les envelopper ainsi et les fondre dans le rayonnement de sa propre beauté.

M. Louis Bertrand revenant sur la vie de son héros, qu'il connaît si bien et qu'il a évoquée dans son livre antérieur avec tant de puissance et de charme, s'est plu à imaginer l'instant suprême où nous la pourrions voir, en quelque sorte, se décider toute entière, celui où allait se consommer le sacrifice et se détacher définitivement de la terre ce cœur renouvelé par la grâce, se libérer enfin de toute entrave et s'épurer de toute faiblesse cette énergie prête à susciter « une des existences les plus complètes, les plus ardentes, les plus riches de pensée, de charité, et d'œuvres, qui aient illuminé l'histoire » (2).

(1) « Le Livre », 26, boulevard Malesherbes.
(2) *Saint Augustin*, p. 289.

Nous sommes en 389. Augustin a trente-cinq ans. Il a reçu le baptême sans bruit aux fêtes de Pâques, le 25 avril de l'année 387, dans la basilique de Milan, des mains de l'évêque Ambroise, avec son fils Adéodat et son ami Alypius. Alors sa vie de Cassiciacum lui a paru encore entachée de paganisme et il a ressenti le désir d'aller jusqu'au bout de la conversion, de vivre en cénobite. Il s'est rappelé qu'il possédait un peu de bien à Tagaste, une maison, des champs. Comment la caravane se mit en route, dans le courant de l'été, et traversa l'Apennin pour s'embarquer à Ostie, comment elle y fut arrêtée en attendant le départ d'un bateau, l'extase de sainte Monique et sa mort en cet automne de 387, les nouveaux retards d'Augustin, son séjour à Rome où il étudie la règle et l'organisation des monastères, le départ enfin, dans le courant d'août ou de septembre 388, — nous connaissons tout cela par le vivant récit du livre. Et nous savons aussi qu'Augustin ne fit que passer à Carthage, impatient de revoir Tagaste, de s'y ensevelir dans la retraite. Nous savions enfin que cette halte fut de courte durée, la dernière avant « l'ère des tribulations, celles des luttes et des voyages apostoliques. » Sans s'y arrêter, M. Louis Bertrand poursuivait son récit, esquissait à grands traits l'œuvre accomplie par « l'Apôtre de la Paix et de l'Unité catholique », nous le montrait enfin « en face des barbares ».

Quelques mots seulement mentionnaient l'épreuve qui contribua le plus sans doute à détacher Augustin du passé et à dégager en lui l'homme nouveau, livré tout entier à sa mission, tout entier tourné vers ses frères et vers le ciel : « Et d'abord il eut à pleurer son fils Adéodat, ce jeune homme qui promettait de si grandes choses. Il est infiniment probable, en effet, que le jeune moine mourut à Tagaste, dans l'intervalle des trois années que son père y passa. » Sur cet incident, rien de plus. C'est lui que l'auteur a repris, pour l'enrichir de la signification la plus noble et le parer de la plus émouvante beauté.

Augustin est de retour depuis une année dans la petite et très chère Tagaste. Il a pris, cette nuit-là, la route de Théveste, appelé par l'évêque à prêcher les catéchumènes qui allaient recevoir le baptême en la vigile de Noël. Son fils Adéodat a voulu l'accompagner pour être le parrain d'un des postulants, fils d'un ami d'Augustin : comme s'étaient jadis aimés leurs pères, les deux jeunes gens s'aiment avec exaltation. Cette pensée ramène Augustin vers sa propre jeunesse. Il est mécontent de lui-même. Trop de liens attachent encore à la terre ce cœur ardent, cette âme éprise de tout le rayonnement du monde, séduite par toutes ses beautés, chargée des souvenirs d'une vie païenne. Il est inquiet, « en proie à une foule d'angoisses et de malaises obscurs », ce cavalier monté sur un fringant cheval numide

qu'il laisse s'élancer au galop à travers l'immense plaine bleuie par la lune d'or des nuits africaines. Mais il revient vers la litière mal close où gît son fils Adéodat, l'enfant de son péché. Une pensée atrocelui déchire le cœur : la mort de cet innocent n'est-elle pas la rançon de ses fautes à lui, son châtiment de coupable? Et le souvenir de la mère s'impose à son tour, de cette Modesta qu'il a aimée lorsqu'il avait dix-huit ans, qu'elle en avait seize à peine. Ils ont vécu ensemble durant quatorze années, à Carthage d'abord, et dans leur maison de Milan, où elle était venue le rejoindre. Puis, un jour, à la suite d'une dispute violente, elle s'en est allée. Il l'a laissée partir : elle n'a rien voulu accepter de lui. L'enfant de leur amour est là, moribond, qui confond, dans sa fièvre, l'étrange paysage avec une vision de paradis...

Car il est déjà détaché de la terre, et nous sentons que l'heure est proche où il en détachera son père avec lui, où Augustin réalisera la plénitude de sa destinée. Nous sentons que cette jeune âme ne se dégagera pas de ses liens sans entraîner l'âme paternelle, encore enveloppée du réseau des séductions terrestres.

Heure suprême qui marque la dernière crise, dans laquelle le vieil homme va mourir pour faire place à l'homme nouveau. L'enfant a demandé sa mère. En vain Augustin a essayé d'écarter ce désir, de se persuader lui-même qu'il ne fallait voir dans la prière de l'adolescent qu'une divagation de fiévreux. Il est obsédé maintenant par le souvenir, dont le réveil montre que tout le passé n'était encore qu'endormi. Modesta ! Il se l'imagine, telle qu'elle était à seize ans sur la terrasse de sa petite maison de Carthage, la poitrine bruissante de colliers et de médailles, tandis qu'elle arrosait les pots de basilic, ou assise sur une natte, le dévidoir à ses pieds, alors que derrière sa tête éclatait la fleur d'un grenadier... Un grand trouble l'agite, car il est partagé entre la crainte de se laisser reprendre par l'ancien amour et le sentiment qu'il a été coupable envers cette compagne de quatorze années. Sur le conseil de l'évêque, auquel il s'adresse dans le désarroi de sa conscience, Augustin reverra Modesta.

Si M. Louis Bertrand n'avait pas voulu faire de cette rencontre le point culminant de son récit, il ne l'aurait pas intitulé : *La Femme qui était retournée en Afrique*. Il n'eût point sans doute disposé toutes choses de manière à réunir à Théveste, en cette vigile de Noël de l'an 389, Augustin, Modesta et leur enfant. La voici donc venue. l'heure décisive que nous attendons, que nous pressentons depuis les premières lignes et qui descend du ciel pour consommer l'accomplissement d'un grand destin. L'évêque a été chercher Modesta dans l'asile de prière et de travail où elle vit, cachée parmi les veuves. Il l'amène au chevet d'Adéodat. Et l'enfant ne reconnaîtrait pas sa

mère, si les mots puniques, dont elle a repris l'usage, n'éveillaient en lui l'écho des cantilènes avec lesquelles elle a bercé son enfance. Comme elle est loin d'Augustin maintenant, des élégances latines, de tout ce qu'elle avait appris là-bas, à Carthage, à Rome, à Milan ! « Jalousement son Afrique natale avait repris cette abandonnée. » Et le ciel va reprendre le merveilleux enfant qu'elle avait donné à Augustin. Alors celui-ci restera seul, dans sa grandeur et pour sa tâche.

M. Louis Bertrand a écrit avec amour et avec l'art le plus pur ces dernières scènes où ses personnages, lentement soulevés vers le ciel, nous découvrent leur touchante humanité. Nous assistons à l'entretien de la mère et du fils ; nous entendons les aveux de la malheureuse dont le cœur, sous les apparences de la paix, est rongé par le souvenir et se consume de chagrin. Nous voyons l'enfant, sevré de caresses depuis si longtemps, s'abandonner à cette tendresse humaine, comme s'il se retrempait à la source de sa vie charnelle et renaissait, tandis que Modesta se reprend à la joie et à l'espoir, se laisse aller au rêve du foyer retrouvé. Dernière illusion de la nature sensible qui ne veut pas mourir et qui se débat encore sur le seuil du Divin. Mais déjà, des trois personnages de ce drame où la terre lutte avec le ciel, celui qui est le lien entre les deux autres appartient tout entier à l'Éternité... Ensemble, ils vont à la basilique et, pour les yeux émerveillés d'Adéodat, c'est la vision paradisiaque qui commence... Il tombe, terrassé par son mal, au moment où un dernier effort l'a porté jusqu'à la piscine du baptême et où son jeune ami Januarius entre dans l'eau lustrale. Dans quelques instants, il expirera sur sa couche, après quelques mouvements convulsifs et ténus, comme ceux d'un oiselet captif qui cherche à déployer ses ailes. Alors, près du cadavre de leur fils, Augustin et Modesta échangent le baiser de paix, tandis qu'au dehors les pèlerins, qui commencent à rentrer de la vigile, chantent l'hymne de la Nativité : *Puer natus est vobis.* Un enfant vous est né ! Ces mots doivent-ils donc être entendus en un pareil moment comme une ironie suprême? Non pas ! L'hôte vénérable d'Augustin les reprend comme une prophétie : « Augustin de Tagaste, réjouis-toi : tu seras le père d'une race innombrable ! » L'enfant de sa chair est mort ; mais d'autres sont nés, d'autres vont naître de son esprit et de son cœur. « En ce moment, l'aube naissait derrière les crêtes noires des montagnes. Autour de la basilique et sur tous les chemins qui conduisaient à la ville, le fourmillement des cierges et des lampes pâlissait avec la scintillation des étoiles. La respiration tiède du désert tout proche s'élevait insensiblement. Et sur les frontons des temples consacrés aux anciens dieux, sur les

pinacles des arcs de triomphe dédiés aux Césars vaincus, une pâle clarté montait, une clarté d'argent, pareille à celle de la lune nouvelle. »

Il fallait citer ces dernières lignes pour faire sentir l'impression de splendeur spirituelle que laissent ces pages. Mais en même temps qu'elles empruntent à la grandeur du sujet une véritable majesté, elles restent d'une simplicité exquise, par la grâce d'un art qui doit son prestige à sa mesure, à sa précision et à sa lumière. C'est une de ces réalisations heureuses où s'épanouissent dans une forme achevée toutes les qualités d'un écrivain en même temps que s'y concentre toute sa force. Et n'est-ce pas là proprement ce qui fait le chef-d'œuvre?

FIRMIN ROZ.

LES SCIENCES

LES EXPÉRIENCES CRUCIALES DE LA RELATIVITÉ

Dans une chronique antérieure, nous avons essayé de montrer comment les découvertes faites en optique au cours du dix-neuvième siècle avaient posé la question de l'existence de l'éther, puis de sa liaison possible avec la matière et en particulier de son entraînement partiel ou total par la terre dans son mouvement de rotation. Nous avons rappelé les difficultés que l'expérience de Michelson soulevait, et indiqué comment la théorie de la relativité, sous sa forme première et la plus simple, les supprimait en quelque sorte par définition. Enfin, nous avons voulu rappeler que l'enthousiasme des disciples de M. Einstein devait tenir compte des expériences de M. Sagnac, expériences offrant les garanties les plus sérieuses et tout à fait en désaccord, du moins quant aux apparences, avec la théorie de M. Einstein sous sa première forme. Peut-être la théorie généralisée du savant allemand peut-elle rendre compte de ces expériences. Jusqu'à présent, M. Sagnac a développé sa théorie relativiste d'une manière tout à fait indépendante, et, de son côté, le chœur des relativistes einsteiniens a complètement passé sous silence, croyons-nous, les expériences de Sagnac. Comme ces relativistes, ou du moins ceux qui publient, sont pour la plupart étrangers, il n'y a rien là de très étonnant : on ne se figure pas à quel degré les savants étrangers ont pris l'habitude de ne pas citer les travaux français, réserve faite, naturellement, des exceptions. Cela

tient-il à ce que notre langue est de moins en moins répandue? ou de ce que le nombre immense des techniciens allemands et anglo-saxons se recrute de moins en moins dans l'élite cultivée et lettrée sachant lire le français? ou de ce que nos publications sont de plus en plus maigres et de moins en moins répandues, à cause de la rareté du papier ou de mille autres difficultés?... Autant de questions qui mériteraient l'examen pour leur intérêt national, mais que nous n'aborderons pas à présent.

Après avoir montré de quoi les théories relativistes étaient l'aboutissement, et rappelé certains des faits avec lesquels elles doivent se mettre d'accord, nous voudrions expliquer quelles expériences l'on peut considérer actuellement comme fournissant de ces théories une vérification directe.

Ces faits sont au nombre de trois ; ce sont : 1º le mouvement du périhélie de Mercure ; 2º l'incurvation que subit la lumière envoyée vers nous par les étoiles, quand elle passe au voisinage du soleil ; 3º l'influence de la pesanteur solaire sur les raies spectrales. Ces faits présentent, à première vue, des caractères bien différents. Et c'est un des traits les plus nouveaux et les plus remarquables de la théorie d'Einstein (1), qu'ils se trouvent, par elle, reliés entre eux et à une loi générale de gravitation universelle, dont celle de Newton n'est qu'une approximation ou, pour mieux dire, un cas particulier.

Entre le premier de ces faits expérimentaux et les deux autres, une différence importante doit être notée tout d'abord. L'action de la pesanteur sur la lumière en propagation — c'est la deuxième vérification — ou dans son émission même, c'est la troisième, n'avait jamais été observée avant qu'elle eût été prévue par la théorie de la relativité. Le mouvement anormal du périhélie de Mercure était au contraire connu depuis plus d'un siècle. Trop connu, pourrait-on dire, car il faisait le désespoir des astronomes.

*
* *

On sait, depuis Kepler, que les planètes décrivent des ellipses dont le soleil occupe un des foyers. C'est le grand fait d'observation qu'expliqua pour la première fois la loi d'attraction en raison inverse du carré de la distance, posée par Newton. Dans ce mouve-

(1) Cf. le remarquable ouvrage que M. Lucien Fabre vient de publier sur les *Théories d'Einstein* (Payot, éditeur).

ment elliptique, le point où la planète passe le plus près du soleil est ce qu'on appelle le périhélie.

S'il n'y avait autour du soleil qu'une seule planète, le chemin elliptique qui lui est imposé par la loi d'attraction serait invariable. Une année planétaire serait partagée en deux parties rigoureusement égales par les passages au périhélie, point de plus grande proximité au soleil, et à l'aphélie, point de plus grand éloignement. Cette équipartition de l'année planétaire et la loi newtonienne du carré de la distance sont étroitement liées. On conçoit bien, d'intuition, que la distance d'une planète au soleil qui l'attire oscille constamment entre un maximum et un minimum, dès qu'une fois elle est entrée sous la domination permanente de l'astre. Mais que les oscillations de leur distance mutuelle soient espacées de manière rigoureusement égales, c'est la conséquence nécessaire de la loi de Newton.

Or, pour aucune planète, cette équidistance dans le temps n'est rigoureuse. Est-ce à dire que la loi de Newton n'est pas exacte? La condamnation s'imposerait, si la planète considérée était seule. Mais il y a ses sœurs. Les unes les autres s'attirent et perturbent leurs mouvements. Ces perturbations sont petites et tout se passe à très peu près comme si chaque planète décrivait toujours une même ellipse, mais comme si cette ellipse se déplaçait lentement, tournait elle-même un peu chaque année autour du soleil. D'où, mouvement, avance continue, très lente d'ailleurs, du périhélie. La ligne qui joint le périhélie de Mercure au centre du soleil balaie, en un siècle, un angle de 574 secondes, un peu plus de 9 minutes, un peu moins que le tiers de l'angle sous lequel nous voyons le soleil, ce qu'on appelle son diamètre apparent.

L'orbite de Mercure, comme celles de toutes les planètes du système solaire, est dans un plan relativement peu incliné sur celui de l'orbite terrestre. Il peut donc arriver, et il arrive en effet à intervalles assez irréguliers, toujours de plusieurs années, que la ligne droite allant de la terre à Mercure rencontre le disque du soleil. D'un point de la surface terrestre orienté à cet instant vers le soleil, c'est-à-dire d'un point de la terre où il fait jour, la petite planète se projette donc en noir sur le disque lumineux du soleil. Grâce à son mouvement propre sur son orbite, elle le traverse. C'est ce qu'on appelle un « passage » de Mercure. La durée la plus grande d'un tel passage ne saurait guère dépasser quatre heures, car Mercure va

vite et son année ne dure que quatre-vingt-huit jours. Le passage dure souvent beaucoup moins si la planète ne traverse pas en plein le disque et parcourt seulement une corde. Puisque l'avance séculaire du périhélie ou, ce qui revient au même, de la planète sur sa position képlérienne n'est que du quart du diamètre solaire, on conçoit que la connaissance inexacte ou incomplète de cette perturbation ait pu faire le malheur des astronomes, en leur faisant manquer des passages solennellement annoncés. En 1753, Lalande avait convoqué le roi Louis XV à venir contempler le phénomène à Meudon, le 5 mai au soir ; ce fut seulement dans la nuit que le passage eut réellement lieu... quand l'astre du jour n'était plus visible. « Décidément, disait déjà Maestlin en 1577, cette planète est faite pour décrier la réputation des astronomes. » Pour royale qu'elle eût été cette fois, la déception n'était donc pas sans précédents.

Elle ne resta pas sans explication, ou du moins... mais n'anticipons pas. Généralisant le phénomène d'attraction que le soleil devait exercer sur les planètes pour que les lois de Képler fussent très près d'être rigoureuses, Newton conçut cette attraction comme un phénomène universel, s'exerçant proportionnellement aux masses et en raison inverse du carré des distances, entre des éléments matériels quelconques, si gros ou si petits qu'ils fussent. Deux à deux, les planètes s'attirent, comme le soleil les attire toutes, et ce sont ces actions mutuelles, devenues accessibles au calcul par la généralité de la loi de Newton, qui produisent les perturbations. Peu à peu, au cours du dix-huitième et au début du dix-neuvième siècle, la théorie des perturbations s'élabora sur cette base ; le calcul numérique fit sortir des théories l'explication des perturbations observées. Même, on le sait, une robuste confiance dans la loi newtonienne permit-elle à Le Verrier de mener à bonne fin les longs calculs numériques qui conduisirent à la découverte d'une planète nouvelle, Neptune, plus éloignée que toutes les autres, grâce aux perturbations de ses plus proches voisines Uranus et Saturne. Des 574 secondes d'avance séculaire du périhélie de Mercure, 531 ont été ainsi peu à peu expliquées.

La différence de 43 secondes a résisté, pendant tout le cours du dix-neuvième siècle, aux efforts des astronomes, qui continuaient à prendre pour base la loi newtonienne d'attraction. S'inspirant du célèbre exemple de Neptune, ils cherchaient à expliquer les perturbations de Mercure par l'intervention d'une planète inconnue.

Pour que son influence ne se répercutât pas sur Vénus et les autres planètes plus éloignées, il fallait supposer l'astre inconnu entre Mercure et le soleil, donc presque noyé dans ses rayons (déjà Mercure n'est-elle pas facilement visible). Les calculs qu'effectua Le Verrier à ce sujet semblèrent trouver un commencement de confirmation, quand un astronome amateur, M. Lescarbault, crut avoir observé, le 26 mars 1859, le passage sur le soleil d'un petit disque noir, qui n'était pas Mercure. Aussitôt Le Verrier de déterminer le plan de l'orbite et la masse de Vulcain, nom incontestablement bien choisi pour un astre aussi ensoleillé. Mais il aurait fallu une masse de 60 Vulcain pour expliquer la conduite irrégulière de Mercure. Et puis, la brève apparition de cette nouvelle planète ne se renouvela plus jamais, et l'on doit aujourd'hui la considérer comme aussi mythique que son patron. A défaut de planète unique, on pouvait songer à expliquer les choses par un anneau d'astéroïdes circulant entre le soleil et Mercure. Le Verrier paraît avoir cru jusqu'à sa mort que cette hypothèse aboutirait. En fait, elle fut reprise par l'astronome américain Newcomb, mais sans succès.

Ces tentatives malheureuses ne furent pas les seules. Devant l'impossibilité d'aboutir par la loi de Newton, on en vint à douter de l'exactitude absolue de cette loi. On essaya de lui substituer des lois empiriques qui s'en approchaient de très près, le carré de la distance, c'est-à-dire sa puissance 2, étant remplacé par la puissance 2,000 000 151 ! Tentative timide, sans portée théorique, d'aspect invraisemblable et choquant pour cet instinct du simple, si difficile à saisir, mais qui joue dans le choix des hypothèses et dans la foi scientifique (il y en a une) un rôle secret si puissant. Tentative faite, on le dirait, pour trouver dans les nombres un appui au doute. Aussi empirique dans son principe, une autre tentative de l'astronome français Tisserand eût été d'une portée beaucoup plus grande si elle avait réussi : il avait essayé de remplacer la loi de Newton par la loi des actions électrodynamiques qui se réduit à la forme newtonienne quand les charges électriques sont immobiles. Mais la constante arbitraire qu'il fallait introduire dans l'expression de cette loi pour la faire cadrer avec les mouvements de Mercure la rendait alors inapplicable aux autres planètes. Bref, l'échec était total ; il parut définitif pendant plus d'un quart de siècle.

A M. Einstein revient l'incontestable gloire d'avoir enfin trouvé une clef au mystère des 43 secondes récalcitrantes. Tisserand avait

joué de la constante arbitraire de la loi de Weber pour faire la théorie des mouvements de Mercure. Le caractère le plus frappant de la concordance que la loi de M. Einstein établit entre la théorie et les observations de Mercure provient précisément de ce que cette loi d'attraction ne contient aucune constante arbitraire, et n'en introduit aucune dans la formule qui exprime le mouvement angulaire du périhélie de Mercure. En une année mercurielle, le périhélie doit avancer d'une fraction de tour égale au triple du carré de la vitesse moyenne de déplacement de la planète sur son orbite, divisé par le carré de la vitesse de la lumière. En toute rigueur, il faut encore multiplier le résultat par un facteur numérique entièrement calculable dès qu'on connaît l'excentricité de l'orbite, c'est-à-dire son aplatissement. Si l'on applique cette formule aux éléments directement fournis par l'observation astronomique, on trouve pour l'avance du périhélie en un siècle 42″,9 au lieu de 43 secondes.

* * *

La théorie complète et rigoureuse de la planète Mercure est peut-être la confirmation la plus éclatante, je ne dirai pas, par prudence, des conceptions philosophiques de M. Einstein, mais de la loi de gravitation qu'il a formulée. Il s'agit d'une anomalie bien précise, relativement grande, exactement connue par des siècles d'observation et réfractaire à toutes les explications jusqu'alors tentées. Peut-être n'est-ce pas, cependant, ce fait crucial qui a suscité le plus vivement l'attention du monde savant. Beaucoup d'astronomes étaient par trop étrangers aux théories physiques qui avaient servi de point de départ à M. Einstein. Beaucoup de physiciens pensaient que c'était là affaire d'astronomes et que 43 secondes par siècle ne valaient pas le moindre fait expérimental nouveau, directement et immédiatement contrôlable, comme ceux qu'ils ont coutume de manier dans leurs laboratoires. Cet état d'esprit commença à changer à la suite des observations photographiques faites par des missions anglaises, composées d'astronomes et de physiciens, au cours de l'éclipse totale de soleil du 29 mai 1919.

Surmontant toutes les difficultés — elles n'étaient pas minces — consécutives à la guerre, à la mobilisation du personnel mécanicien des observatoires, à la suppression d'un grand nombre de lignes de navigation, qu'allaient observer ces deux missions, l'une à l'île

du Prince, dans le golfe de Guinée, et l'autre à Sobral, petite ville du nord du Brésil?

L'évolution de la physique, durant les années qui avaient précédé la guerre, avait conduit à penser que la lumière est sensible à un champ de gravitation, sensible à l'attraction universelle, bref, pesante. A grands traits, la marche des idées avait été à peu près celle-ci : les corpuscules électrisés, bien plus petits que les atomes, lancés par les corps radioactifs (ou ceux moins rapides, dont l'arrêt brusque engendre, dans les tubes à vide, les rayons X) possèdent, expérimentalement, une charge électrique déterminée et une masse analogue à la masse d'un corps matériel. Seulement, l'expérience a révélé que cette masse apparaît variable suivant que la vitesse des corpuscules elle-même varie. Tout accroissement donné à leur vitesse se traduit par un accroissement d'énergie dont le produit d'une masse constante par le carré de la vitesse ne suffit pas à rendre compte. Il faut aussi admettre que la masse s'accroît. D'où cette idée que l'énergie d'une particule électrisée possède une masse, c'est-à-dire qu'il y a identité de nature entre la masse matérielle et l'énergie électro-magnétique d'un corps en mouvement.

Mais des expériences précises, assez anciennes d'ailleurs, ont montré que l'accélération de la pesanteur était rigoureusement la même pour tous les corps. On sait que le poids d'un corps, c'est-à-dire la force qui le sollicite dans un champ de gravitation, est égal au produit de cette accélération par la masse du corps. Si ce qui précède est vrai, il faut donc en conclure que l'énergie électromagnétique, non seulement possède une masse, mais encore est pesante.

Il n'est jusqu'à présent question que de l'énergie d'un corps électrisé en mouvement. Or, les idées dont Faraday a été le promoteur, voilà bientôt un siècle, ont conduit à faire siéger l'énergie électromagnétique d'un corps électrisé dans le milieu qui l'environne, ou plus exactement dans le champ électromagnétique qu'il crée autour de lui.

Les travaux de Maxwell et de ses successeurs ont montré que les ondes lumineuses n'étaient autre chose qu'un champ électromagnétique en propagation. Elles sont de nature identique aux ondes de la télégraphie sans fil. On voit ainsi comment on a pu être conduit à prévoir que des ondes lumineuses, passant, dans leur course à travers les espaces interstellaires, au voisinage d'un corps suffisamment massif pour produire un champ de gravitation intense, seraient déviées par ce champ de gravitation.

Rien, dans tout cela, ne fait intervenir la loi de Newton et ne la bat en brèche. Aussi fallait-il prévoir, d'après cette loi même, qu'avant d'atteindre la terre, la lumière d'une étoile, si elle venait à raser la surface du soleil, devait être infléchie, attirée par lui. Cette déviation prédite et calculée par M. Einstein en 1911 marquait une étape dans le développement de la théorie. Elle résultait simplement de son principe d'équivalence entre les effets d'un champ de pesanteur et ceux d'une accélération convenable appliquée à l'ensemble des repères ou des axes par rapport auxquels sont étudiés les phénomènes. Elle ne faisait pas intervenir directement l'idée qu'une onde électromagnétique doit être sensible à la gravitation. La théorie de la relativité généralisée, publiée en 1915, par M. Einstein, correspondait à ce deuxième point de vue. Elle l'avait conduit à la loi de gravitation qui explique le mouvement du périhélie de Mercure. Et cette loi, substituée à celle de Newton, conduisait à une déviation de la lumière des étoiles par le soleil, double de celle que comportait la loi de Newton. En somme, malgré les apparences, cette déviation de la lumière des étoiles devait fournir un critère de même genre que le périhélie de Mercure. La lumière allant beaucoup plus vite qu'une planète, l'inflexion que lui imprime la traversée d'un champ de gravitation est beaucoup plus grande, mais elle ne se produit qu'une fois. La perturbation apportée au mouvement de la planète par l'écart entre les lois einsteiniennes et newtoniennes de gravitation, est beaucoup plus petite à chaque tour, mais au cours des années s'accumule.

Dès 1917, on se préoccupa en Angleterre de mettre à profit l'éclipse totale annoncée pour le 29 mai 1919, afin de soumettre au contrôle de l'observation les prédictions précédentes. Il s'agissait de décider entre les trois cas suivants :

1º Aucun déplacement apparent des étoiles au voisinage du limbe solaire ;

2º Déplacement conforme à la loi de Newton et à la théorie de la relativité sous sa première forme ; ce déplacement devait être de 0",87 au ras du limbe ;

3º Déplacement double du précédent, soit de 1",74, conformément à la théorie de la relativité généralisée.

Que, pour observer ces déplacements des étoiles au voisinage apparent du soleil, il fallût l'opportunité d'une éclipse, c'est évident, puisque, hors de cette circonstance, les étoiles sont noyées dans sa

lumière jusqu'à une distance pour laquelle la déviation tombe au-dessous de ce qui est mesurable, même avec les plus fortes lunettes, celles qui permettent d'observer les étoiles en plein jour. De plus, l'éclipse de mai 1919 annonçait des avantages exceptionnels, qu'on ne devait plus retrouver avant de nombreuses années. Songeons que le plus grand des déplacements ci-dessus n'est que la onze centième partie du diamètre apparent du soleil. Si l'on en forme donc sur une plaque photographique, au foyer d'une lunette, une image assez grande pour avoir 56 millimètres de diamètre (c'est la dimension de l'image obtenue à Sobral, avec une lunette de 6 mètres), la position de l'étoile ne sera, sur cette plaque, qu'à cinq centièmes de millimètre, — l'épaisseur d'une feuille de papier — de la position qu'elle occuperait sans le soleil. Il est donc nécessaire de pouvoir mesurer simultanément les déplacements du plus grand nombre d'étoiles possible, les unes très près du soleil, les autres un peu plus loin, afin de corriger les mesures les unes par les autres et de calculer avec moins de chance d'erreur le déplacement qu'une étoile subirait si elle apparaissait exactement au ras du limbe (auquel cas elle ne serait pas observable, même en temps d'éclipse totale), à cause de la lumière trop intense de la couronne solaire. Or, on prévoyait que pendant l'éclipse de 1919, le soleil se trouverait dans une région céleste assez riche en étoiles. Il devait être possible d'en photographier 13 assez près du soleil pour donner une déviation mesurable. Aucune d'elles n'était très lumineuse, la plus brillante étant de quatrième grandeur, c'est-à-dire faiblement visible à l'œil nu, la nuit. En réalité, sept de ces étoiles donnèrent sur les plaques de Sobral des images véritablement utilisables.

On sait qu'une éclipse de soleil n'est pas visible de tous les points de la terre. Il y a une zone de totalité. Le 29 mai 1919, la zone de totalité devait longer la côte nord du Brésil, traverser l'Atlantique, couvrant l'île du Prince dans le golfe de Guinée, puis s'infléchir, pour y prendre fin, vers les rives du lac Tanganyika. Tenu compte des conditions météorologiques et climatériques probables, il fut décidé que les observations auraient lieu à Sobral, dans le nord du Brésil et à l'île du Prince. Les difficultés matérielles dont nous avons parlé faillirent mettre les missions en retard. Enfin, les lunettes furent transportées, montées, les objectifs précieux arrivèrent sans encombre et tout fut prêt pour le grand jour. La totalité devait durer cinq minutes. Chacun à son poste était entraîné à exécuter, quoi qu'il

arrivât (1), avec la précision d'un mécanisme, des manœuvres rigoureusement déterminées, afin que le plus grand nombre de clichés fussent pris durant ces cinq précieuses minutes. A Sobral, quelques instants avant la totalité, le soleil était encore dans les nuages. Il s'en dégagea au bon moment et, au signal du métronome accompagné d'un *go* impressionnant, les observations commencèrent. Avec l'une des lunettes, dix clichés furent pris, quatre avec l'autre. A l'île du Prince, le principal organisateur de toutes ces recherches, M. Eddington, eut moins de chance. Chose extraordinaire pour la saison, un violent orage se déchaîna le matin de l'éclipse, qui devait commencer à 2 h. 5 après midi. A la suite d'une courte éclaircie, le soleil resta constamment voilé de nuages. Conformément aux consignes préparées, on prit cependant seize clichés ; les derniers montrèrent quelques images stellaires ; la brume s'était partiellement dissipée. Quelques minutes après la totalité, le soleil brillait dans un ciel parfaitement limpide !

Il est évident que pour mesurer les déplacements apparents des étoiles, il fallait photographier, avec les mêmes lunettes, mais en l'absence du soleil, le même champ céleste ; attendre, pour cela, que, la terre s'étant déplacée dans sa course annuelle, les mêmes étoiles fussent visibles non plus le jour, mais la nuit. C'est ce qui fut fait à Sobral au mois de juillet suivant. A l'île du Prince, le temps manqua ; il fallait y séjourner de longs mois ou prendre le premier bateau, sans attendre l'impassible progression de la terre sur son orbite. Bref, pour ces divers contretemps, un poids beaucoup plus grand doit être attribué aux clichés de Sobral.

La discussion générale des mesures fait ressortir qu'effectivement les étoiles subissent de la part du soleil une répulsion apparente (correspondant à une attraction de la lumière qu'elles nous envoient, puisque nous les voyons dans la direction où leur lumière parvient finalement à notre œil). Cette répulsion apparente varie à peu près en raison inverse de leur distance angulaire au soleil. Elle correspondrait, au ras du limbe, à un angle de 1″,61, avec une erreur qui ne dépasse probablement pas, en plus ou en moins, d'après les astronomes anglais, 0″,3. L'attraction de la lumière par un champ de gravitation semble nettement confirmée. De plus, le résultat est en

(1) L'attention des observateurs ne dut même pas se laisser troubler par l'apparition d'une magnifique protubérance, lançant ses flammes à des centaines de milliers de kilomètres du soleil.

meilleur accord avec la loi d'attraction de M. Einstein qui donnerait un déplacement de 1",74 qu'avec celle de Newton qui donnerait 0",87.

Remarquons en terminant combien ces quantités sont petites et difficiles à mesurer ; plus difficiles encore à préciser, les erreurs probables ! Combien n'est-il pas fréquent de voir différer d'un centième les résultats de deux savants, également habiles et consciencieux, auxquels la discussion de leurs mesures respectives donne le droit de se croire l'un et l'autre véridiques au millième près ! Des expériences nombreuses, variées, comparatives surtout, permettent seules de faire disparaître, peu à peu, ces divergences d'abord déconcertantes. En somme, c'est le cas de l'astronomie dite de position. Aussi croyons-nous que les résultats de l'éclipse de 1919, résultats infiniment précieux d'ailleurs, tirent une bonne partie de leur poids du fait qu'ils sont en harmonie avec la vérification des mouvements de Mercure. Isolés, il serait bien audacieux de les admettre à titre de critère définitif. Attendons la prochaine éclipse, en espérant que la France aura, cette fois, le loisir de s'en occuper.

* * *

Nous nous étendrons peu sur la troisième prédiction de M. Einstein, relative à la différence des spectres d'une même substance dans le soleil et sur la terre. Les raies spectrales étant aujourd'hui considérées comme produites par le mouvement sur des orbites, intérieures aux atomes, de corpuscules électrisés beaucoup plus petits que les atomes eux-mêmes, il est naturel de penser, d'après les indications générales données plus haut, que la vitesse avec laquelle ces corpuscules décrivent leurs orbites, est influencée par le champ de gravitation dans lequel ils sont plongés. Le calcul indique que les raies d'une substance déterminée dans le spectre solaire doivent être déviées légèrement vers le rouge, par rapport aux positions qu'elles occupent, quand la substance à laquelle elles appartiennent est rendue lumineuse à la surface de la terre.

Mais ce déplacement calculé est excessivement petit, à la limite de ce que permettent d'obtenir les méthodes actuelles les plus perfectionnées de l'analyse spectrale. En fait, depuis Fraunhofer, c'est-à-dire depuis plus de cent ans qu'on photographie le spectre solaire avec des soins toujours plus grands, on ne s'était jamais

aperçu de l'écart. Heureusement, en un certain sens. Car c'est l'identité reconnue des raies du spectre solaire et des raies relatives aux substances terrestres qui a donné confiance dans cet instrument merveilleusement puissant qu'est l'analyse spectrale pour l'exploration de l'Univers céleste.

Est-ce là une véritable expérience cruciale? L'atmosphère où sont plongés les centres vibrants qui les émettent est chose extrêmement complexe. Nous y connaissons mal les pressions et le magnétisme, capables, on le sait, de produire de légers déplacements des raies spectrales. Il faut donc : 1° faire une hypothèse sur la position qu'occupe dans l'atmosphère solaire les centres d'émission lumineuse (on a des raisons de les supposer dans la haute atmosphère solaire) ; 2° faire une autre hypothèse sur la pression qui règne en ces régions ; 3° étudier la source terrestre sous la même pression. Il pourrait bien exister là assez d'arbitraires pour que la théorie soit tantôt vérifiée, tantôt infirmée.

Toujours est-il que des physiciens allemands, au début de 1920, et tout récemment un physicien français, à l'Observatoire de Meudon, ont cru pouvoir affirmer qu'ils avaient mis en évidence un déplacement des raies solaires dans le sens prévu et à peu près égal à ce que veut la théorie.

L. Dunoyer.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

RUFUS ISAACS, LORD READING

L'Empire des Indes est en pleine crise politique et sociale. Ses populations, organisées par un chef d'une haute intelligence et d'un caractère énergique, M. Ghandi, après avoir aspiré à une certaine autonomie, réclament une indépendance absolue, comme les Égyptiens et les Irlandais.

Le duc de Connaught a été délégué par le roi George pour inaugurer les nouveaux conseils législatifs, déjà menacés de boycottage. Le discours prononcé par le prince le 10 janvier, à Madras, en réponse à l'adresse de bienvenue de sir Tyagaraya Chetty, fait appel au bon sens, à la modération et témoigne des plus bienveillantes intentions de la Couronne. Mais l'œuvre de désaffection et de désagrégation est déjà accomplie; il s'y ajoute, dans toute la partie septentrionale de la péninsule, des ferments communistes apportés par des agents des soviets, venus de la Perse et de l'Afghanistan. L'heure est donc grave pour l'Empire britannique, et l'on se demande à Londres, non sans certaines hésitations et même quelque angoisse, si lord Reading, appelé à recueillir le lourd héritage de lord Chelmsford, est bien le right man *auquel il convenait de confier, dans les circonstances présentes, la vice-royauté de l'Inde.*

Sa carrière, déjà longue et fertile en surprises, vaut d'être rappelée à grands traits.

Fils d'un marchand de la Cité qui était en même temps courtier

maritime, Rufus Daniel Isaacs fut élevé au collège de l'Université et compléta ses études à Bruxelles et à Hanovre. Désireux d'entrer dans la marine marchande, il s'embarqua comme pilotin sur un voilier qui chargeait pour Rio-de-Janeiro et Calcutta. Ce voyage mit fin à son expérience maritime. Il préféra le Stock Exchange à la navigation, mais sans y faire un stage trop prolongé (1). *Le barreau et la politique l'attiraient. Il sentait que là était sa vraie vocation. Inscrit au Middle Temple en* 1887, *il allait, dès lors, poursuivre une carrière singulièrement brillante qui, si l'on excepte une fâcheuse tache d'ombre, ne connut que des succès.*

Son génie propre est fait d'intelligence, de faculté d'assimilation, d'entente des affaires, de talent oratoire et d'une étonnante souplesse de caractère, dont ceux de sa race sont souvent coutumiers.

Rufus Isaacs eut la bonne fortune de plaider quelques causes célèbres, au civil et au criminel; sa réputation comme avocat lui facilita l'accès de la politique. Les israélites, entrés au Parlement à la suite d'un Rothschild, sont généralement tories; Rufus Isaacs, prévoyant la chute prochaine du ministère conservateur, se déclara libéral. Une élection partielle dans la circonscription de Reading, dans le Berckshire, lui ouvrit en 1904 *les portes de Westminster.*

Ses débuts parlementaires n'eurent rien de notable, mais le jeune député avait su gagner les bonnes grâces du nouveau premier ministre M. Asquith et lui rendre de précieux services. Il en fut récompensé par les fonctions recherchées de solicitor general, *puis d'*attorney general. *En cette dernière qualité, sir Rufus Isaacs (il avait été* Knighted) *fit partie non seulement du ministère mais du Cabinet, faveur personnelle qui ne devait pas constituer un précédent. A tous égards, l'amitié de M. Asquith était pour lui un bienfait des dieux. Il allait en recueillir une preuve inappréciable.*

Son frère Godfrey Charles Isaacs était directeur de la « Marconi Wireless Telegraph C° ». Cette société, en 1913, *négociait avec le gouvernement pour l'établissement de stations et l'obtention d'une concession. Elle procédait en même temps à la création d'une filiale aux États-Unis. Au moment où fut signé le contrat, le bruit se répandit que l'*Attorney general *et plusieurs membres du Parlement avaient acheté, dans des conditions avantageuses et avant l'émission publique, des actions de la Marconi américaine. De là à taxer de corruption les spé-*

(1) Il y eut une désagréable mésaventure, dont le tira la générosité paternelle.

culateurs, il n'y avait qu'un pas, qui fut vite franchi. Le Parlemen fut saisi de l'affaire.

L'inculpation de corruption fut écartée, mais le rapporteur de la Commission d'enquête déclara que les inculpés « avaient transgressé certaines règles et certaines traditions, sans lesquelles toute la vie publique serait impossible ». Par 346 voix contre 268, la Chambre adopta une proposition dans ce sens, et sir R. Isaacs dut exprimer des regrets et déclarer qu'en achetant des titres, dans les conditions où il l'avait fait, il avait commis « une erreur ». Un autre personnage aussi considérable avait commis la même « erreur » et dut s'en excuser également : c'était M. Lloyd George, alors chancelier de l'Echiquier.

Trois mois après ce pénible incident, M. Asquith trouvait une occasion de refaire — à sa manière — une virginité morale à son ami. Il le nommait lord Chief Justice, c'est-à-dire ministre de la Justice; et, l'année suivante, le faisait élever à la pairie sous le nom de baron Erleigh of Reading.

La guerre survint. Il semblait que le premier magistrat d'Angleterre n'avait pas à y jouer un rôle de premier plan. Il en fut autrement.

Lord Reading devait posséder toutes les qualités qui font les grands diplomates. Pour ajouter encore à son prestige, on le nomma G. C. B. (grand-croix de l'Ordre du Bain) ; puis il fut envoyé aux Etats-Unis comme chef d'une mission financière anglo-française. Au retour, il reçut, à un an d'intervalle, les titres de vicomte et de comte. Cette rapidité d'avancement dans la hiérarchie du peerage *était aussi sans précédent.*

Quand M. Lloyd George « démissionna » M. Asquith et prit la direction du ministère de guerre, j'imagine que lord Reading fut singulièrement affligé. Il lui fallait choisir entre deux amis très chers. Il semble qu'il n'hésita pas longtemps. Il s'attacha à la fortune du nouveau « Premier ».

Sa carrière, marquée par une succession de coups de théâtre, allait en compter un de plus. Le 8 janvier 1918, le comte de Reading, tout en conservant sa charge honorée et bien rétribuée de lord Chief Justice, était nommé haut-commissaire britannique aux États-Unis avec le titre d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en mission spéciale.

C'est en cette qualité qu'opéra lord Reading à Washington jusqu'à la fin des hostilités et même un peu après. Avec le président Wilson, qu'entouraient le colonel House, le juge Brandeis, l'ambassadeur Morgenthau, le banquier Jacob Schiff, furent remuées bien des idées,

arrêtés bien des projets ayant trait à l'armistice, à la paix, à la Société des Nations.

Il est acquis que lord Reading et ses coreligionnaires n'oublièrent pas les intérêts et les aspirations des israélites; ils s'arrangèrent pour leur donner en Palestine, par le mandat dont allait être pourvu l'Angleterre et en Europe centrale, par la clause en faveur des minorités ethniques, de très complètes satisfactions.

Les embarras économiques et financiers des principaux États belligérants, conséquence fatale du formidable conflit, encore grossis par les conditions imprécises d'une paix à échéance indéfinie, n'étaient pas faits pour déplaire aux grands banquiers cosmopolites. Seuls ceux-ci étaient armés pour en tirer profit.

Mais l'Angleterre était loin d'être sacrifiée. La destruction ou la prise des flottes militaires et marchandes de l'Allemagne, la mainmise sur ses colonies équivalaient déjà à une indemnité de guerre des plus sérieuses, et elle obtenait en outre du président Wilson, l'homme aux irréductibles principes, que la question de la liberté des mers et celle du protectorat de l'Égypte ne fûssent pas soulevées au cours des conférences de la paix. En retour de ces bons procédés, il fut aussi entendu, malgré les protestations des Japonais, qu'on ne parlerait pas davantage de l'égalité des races.

Lord Reading sera-t-il aussi bon manœuvrier dans l'Inde, en mal de soulèvement, qu'il l'a été à Washington et à Paris? Dans les milieux diplomatiques et politiques de Londres, on en doute. A sa nomination, ont seuls applaudi les journaux possédés ou contrôlés par les israélites et ceux de lord Northcliffe — aujourd'hui réconcilié avec M. Lloyd George. D'autres organes de l'opinion font observer que l'Inde compte 70 *millions de musulmans, et que les sectateurs de Mahomet, formant la partie la plus belliqueuse et la plus ardente de la population, n'accepteront pas volontiers d'être gouvernés par un juif.*

Lord Reading, dont la devise pourrait être : Quo non ascendam? *assume cependant d'un cœur léger les fonctions vice-royales, que tinrent avec honneur lord Lytton et lord Dufferin and Ava. Aux félicitations de la magistrature et du barreau éloquemment exprimées* par l'Attorney general, *sir Gordon Hewart, lord Reading répondit sans trop de modestie qu'en allant instaurer les grandes réformes progressives décidées par la Couronne il s'inspirerait des hautes traditions de la magistrature. Avant tout, il ferait justice à l'Inde.*

Sir Gordon Hewart, prononçant l'éloge du nouveau vice-roi, avait

célébré son rôle pendant la guerre, mais il s'était surtout attaché à exalter le caractère des juges, dignes de la charge d'ordre quasi divin qu'ils exercent et il avait cité à ce sujet une pensée de François Bacon : « Les juges doivent avoir plus de science que d'esprit; ils doivent être plus révérencieux que beaux parleurs, plus avisés que confiants en eux-mêmes. Avant toute autre chose, le scrupule, l'intégrité sont leur fait, leur vertu propre. »

Une allusion à l'affaire Marconi se glissait-elle malicieusement dans cette citation? En tout cas, parmi nos alliés britanniques, il en est beaucoup qui estiment qu'un gouverneur colonial ou un général ayant longtemps servi aux Indes eût été plus indiqué comme vice-roi dans les circonstances actuelles, que le lord Chief Justice israélite, qui, dans la Grande-Bretagne d'une autre époque, eût passé pour un simple aventurier, mais de haute envergure.

★★★

La crise économique.

Il y a crise économique dans la plupart des pays industriels d'Europe, et les États-Unis ne sont pas épargnés. Certains observateurs en ont fourni deux explications qui n'expliquent rien si on leur donne une valeur absolue : sous-consommation pour les uns, surproduction pour les autres. Quelques personnes ont parlé d'une « crise de confiance » qui pourrait être résolue par des campagnes de presse qui inciteraient le public à faire des achats par crainte de nouvelles hausses. Que des personnes pratiques, occupant de hautes situations dans l'industrie, aient pu se contenter d'aussi pauvres explications et imaginer des solutions aussi simples, cela révèle la faiblesse des connaissances économiques.

Il n'y a *absolument* ni sous-consommation ni surproduction. Les consommateurs des nations en paix (à part quelques pays comme l'Autriche) ont sensiblement la même capacité de consommation qu'en 1914 ou pendant la guerre, en ce qui concerne leurs besoins familiaux. Mais l'industrie américaine et l'industrie de l'Europe occidentale sont en état de surproduction *relative*, parce qu'elles étaient organisées non point pour approvisionner leurs seuls marchés intérieurs, mais pour approvisionner le *monde entier* en paix. Or, actuellement, une bonne moitié de l'Europe et une énorme partie de l'Asie sont en état de guerre et dans une situation telle qu'elles

sont à peu près fermées à la pénétration commerciale des nations industrielles d'Europe et d'Amérique. Il n'est pas excessif de dire que près de la moitié des marchés de 1914 sont pratiquement interdits à l'industrie européenne et américaine. Dans ces conditions, il est inévitable qu'une grande partie des usines soient réduites au chômage. L'armée industrielle, constituée pour fournir des produits manufacturés au monde entier, se trouve aujourd'hui trop nombreuse, parce que l'acheteur de Russie, d'Europe orientale, de l'Asie centrale, de l'Asie Mineure lui manque et ne lui envoie plus ses produits agricoles en échange de son travail d'usine. Toutes les campagnes de presse ne changeront rien à ce fait, qui est une des conséquences économiques de la mauvaise politique qui nous a donné la mauvaise paix. Les premiers artisans du chômage industriel sont M. Woodrow Wilson et M. Lloyd George. L'Angleterre et l'Amérique risquent de payer fort cher la tendresse que ces hommes d'État à courte vue ont eu pour la révolution russe et leur passion pour la dislocation des États européens. Leur idéalisme puritain associé à leur mercantilisme, qui les a portés à cet affaiblissement de l'Europe, se retourne contre eux : ils ont voulu diminuer la force des États qui gardaient les territoires européens afin de s'assurer l'exploitation de nos marchés. Le résutat de leur politique est que les marchés de l'Europe centrale et orientale sont fermés au commerce universel pour un temps vraisemblablement assez long et que toutes les nations industrielles souffriront du chômage pendant tout le temps que durera la reconstitution politique de ces pays.

Il serait vain de gémir devant l'absurdité de cette politique. Il faut y porter remède. Le remède est d'abord politique : il faut favoriser toute politique européenne qui tend à replacer les nations de l'Europe centrale et orientale dans la paix nationale et civile nécessaire au travail, et qui tend à constituer ou à reconstituer des États politiquement et économiquement viables. Mais l'œuvre, qui eût été relativement aisée et rapide en 1918, sera aujourd'hui difficile et de longue haleine. En attendant que les résultats de cette œuvre de reconstitution politique de l'Europe soient acquis, les États industriels sont dans l'obligation de chercher des remèdes au chômage qui les atteint. La tâche n'est pas impossible ; mais encore faut-il bien voir dans quelles conditions on peut la remplir. Si l'on veut bien se référer à l'explication que nous venons de donner, on sera amené à conclure comme nous que le problème est le suivant :

Par suite de la fermeture des marchés de l'Europe centrale et orientale, le nombre des ouvriers industriels est trop grand. Il faut donc : Ou bien organiser le retour à la terre d'une certain nombre

d'entre eux ; ou bien leur faire exécuter des travaux industriels destinés à augmenter la production agricole afin que les agriculteurs des pays industriels soient en mesure de nourrir les ouvriers qui ne peuvent plus être nourris par les agriculteurs de Russie, de Hongrie, de Serbie et autres pays.

La France, pays demeuré très fortement agricole, est certes un des mieux placés pour réaliser cette transformation. Elle est en mesure de rendre à la terre un assez grand nombre de ses ouvriers industriels qui ne sont pas encore très éloignés des travaux agricoles. En outre, ayant acquis pendant la guerre le sens des transformations rapides, son industrie est capable d'équiper rapidement une partie de ses usines en vue de la fabrication intense des machines destinées à l'agriculture. Si, dans le même temps, l'industrie réussit (comme actuellement le tente le Textile) à pénétrer sur des marchés qui redeviennent accessibles, le problème du chômage pourrait être résolu dans un temps relativement court.

Nous avons négligé ici, volontairement, certains aspects du problème qui tiennent à la politique économique de l'Empire allemand. Il est bon d'indiquer que le *dumping* national que pratique actuellement la République impériale entrave condisérablement la marche des usines françaises, belges et anglaises. Mais en admettant que l'État français, l'État belge et l'État anglais défendent efficacement leurs nationaux contre ces manœuvres, il n'en restera pas moins que la situation générale de l'industrie européenne sera celle que nous avons sommairement décrite.

En tout état de cause, les États de l'Europe occidentale et particulièrement la France ont le plus grand intérêt à orienter leur industrie vers les travaux destinés à augmenter le rendement agricole. Il y aura toujours le plus grand avantage, dans l'état d'instabilité de l'Europe, à organiser une nation de telle manière que l'industrie et l'agriculture vivent l'une pour l'autre et se suffisent l'une à l'autre dans la plus large mesure possible, afin que l'une et l'autre dépendent le moins possible de l'étranger. Avons-nous besoin d'ajouter qu'une telle politique économique nécessite des vues d'ensemble et qu'elle ne peut se réaliser sur le plan de la liberté commerciale et de la libre concurrence? Elle ne peut être efficace que par une collaboration étroite de l'État, de l'agriculture et des corporations industrielles. Il y a lieu de créer, dans chaque corporation, et dans chaque groupe économique, des organes capables d'établir des programmes généraux pour une industrie ou pour un groupe industriel, capables également de prévoir les besoins et les ressources, non pour six semaines ou six mois, mais pour cinq ou dix ans. Il faudrait, en

outre, que ces organes fussent en liaison entre eux d'une part, et avec l'État d'autre part. La Conférence du Papier, fondée par *la Semaine du Livre*, et qui réunit les syndicats de consommateurs et de producteurs, et qui élabore, avec la collaboration de l'État, une politique nationale du papier, est une des premières réalisations dans ce sens. C'est ce que nous nommons le super-syndicalisme, dont il faut orienter le développement vers la constitution d'un Conseil économique national, à base strictement professionnelle, qui représentera les producteurs devant une Direction de l'Économie nationale créé par l'État.

GEORGES VALOIS.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

L'ALLEMAGNE ET L'EXÉCUTION DU TRAITÉ DE PAIX. — *L'accord de Paris a soulevé, dans l'Allemagne entière, une explosion de nationalisme. Déclarations officielles, campagnes de presse, manifestations populaires, se sont succédé sans interruption. Le peuple allemand ne croit pas à la réalité des sanctions. Il refuse de payer. La Bavière refuse même de désarmer et laisse à l'Empire la responsabilité de cette opération.*

Le 1er février, M. Simons, ministre des Affaires étrangères, déclare au Reichstag que les décisions de Paris ne sont pas acceptables, car elles réduiraient l'Allemagne à un véritable esclavage économique. A la mention de la sanction décrétée par les Alliés qui consiste à s'opposer à l'entrée du Reich dans la Société des Nations, une hilarité générale s'élève sur les bancs de l'assemblée.

Le 4, à Munich, la foule manifeste. Elle crie : « A bas la France! A bas l'Entente voleuse! »

Dans la nuit du 6 au 7, l'écu du consulat de France à Munich est endommagé.

Le 8, à l'invitation qui lui a été remise le 5, le gouvernement allemand répond qu'il sera le 1er mars au rendez-vous fixé par les Alliés à Londres, « en supposant que les négociations s'étendront également aux propositions que l'Allemagne se réserve de présenter à la conférence ».

Le 9, nouvelles manifestations à Munich : des officiers de l'Entente sont insultés.

France, 3 février. — *Arrivée à Paris du maréchal Pilsudski, président de la République polonaise.*

5 février. — *Déclaration franco-polonaise constatant la communauté des intérêts des deux pays et affirmant la volonté de coordonner leurs efforts.*

5 février. — *Les perquisitions et les arrestations continuent dans l'affaire du complot bolcheviste. M. Dunois, secrétaire général de l'*Humanité, *est arrêté. On inculpe également M. Victor Griffuelhes, ancien secrétaire général de la C. G. T.*

10 février. — *Le gouvernement décide de libérer la classe* 1919 *du* 21 *au* 25 *mars.*

Angleterre, 3 février. *Une véritable bataille rangée met aux prises, dans le comté de Cork, la troupe et les sinn-feinners.*

10 février. — *Une nouvelle agitation se manifeste parmi les cheminots anglais, à la suite de la mort de deux membres de la Société des chauffeurs et mécaniciens tués en Irlande par les Blaks and Tans.*

Turquie. — *Un message de Moustapha-Kémal Pacha revendique pour le Parlement d'Angora le droit de représenter seul le peuple turc. En conséquence, celui-ci dépêchera une délégation à la Conférence de Londres, concurremment avec la délégation du gouvernement de Constantinople. Dans cette délégation figurerait Izzet-Pacha, qui a été chargé par la Sublime-Porte de négocier un accord entre Angora et Constantinople* (8 *février*).

Grèce. — *La question de la représentation de la Grèce à Londres a amené une crise ministérielle et la retraite du cabinet Rhallys. M. Calogeropoulos a pris la présidence du nouveau ministère qui comprend tous les anciens membres du ministère Rhallys, sauf M. Rhallys* (6 *février*).

Russie et Pologne, — *Le traité de paix russo-polonais a été signé le* 10 *février, à Riga.*

Syrie. — *Les troupes françaises du Levant opérant contre les nationalistes turcs se sont emparées de la ville d'Aïntab qu'elles assiégeaient depuis le mois de mai* (9 *février*). *Cette victoire a produit une impression considérable en Syrie et en Cilicie.*

Afrique du Sud, 8 février. — *Les élections législatives donnent la majorité au parti sud-africain du général Smuts sur les autres partis, unioniste, travailliste et nationaliste* (*ce dernier partisan de la séparation avec l'Empire britannique*).

A. M.

CORRESPONDANCE

Nous avons reçu la lettre suivante dont l'insertion nous est demandée. Nous en retranchons, conformément à la loi, une ligne où des tiers sont visés.

Genève, le 27 janvier 1921.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Je n'ai eu que tardivement connaissance d'un article de votre collaborateur Marcel Provence, qui met en cause la *Société suisse pour l'industrie de l'aluminium de Neuhausen*, dont je suis le président. Voulez-vous bien me permettre une brève réponse qui ne s'attachera qu'à trois points :

1° Le lecteur qui ne serait renseigné que par cet article s'imaginerait que notre société a accepté de l'Allemagne d'avant-guerre une sorte de mandat d'accaparer les bauxites de Provence, matière nécessaire à la fabrication de l'aluminium.

Nous n'avons jamais été qu'une société industrielle, à laquelle n'a été faite à aucun moment, et qui d'ailleurs aurait repoussé, une suggestion politique quelconque. Commercialement, nous nous sommes tenus à ce point indépendants de l'Allemagne que nous avons refusé de nous soumettre, pour la vente de nos produits, au monopole de la *Metallgesellschaft* de Francfort...

2° Votre collaborateur nous présente comme les fournisseurs à peu près exclusifs, avant 1914, de l'aluminium dont l'Allemagne avait besoin pour ses industries militaires. Peut-il ignorer que l'Allemagne demandait à cette époque de l'aluminium à la France, à l'Angleterre, au Canada, comme à la Suisse, et que tous les producteurs se disputaient alors son marché? A certains moments, ces industriels se syndiquaient, sous le nom d'*Aluminium Association*, et leur production fut contingentée sur prix établis d'un commun accord ; à d'autres, fonctionna le régime de la libre concurrence. Mais, dans l'un comme dans l'autre cas, les statistiques produites devant la commission parlementaire française instituée en 1919 pour la recherche du rôle et de la situation de la métallurgie, établissent que nous avons fourni à l'Allemagne de l'aluminium en moindre quantité que nos concurrents. Elles établissent aussi que ce pays absorbait la majeure partie des exportations françaises en aluminium. Ces faits irrécusables sont constatés dans l'annexe n° 6566 au procès-verbal de la première séance du 24 juillet 1919 à la Chambre des députés.

3° Il est exact que la *Société française pour l'industrie de l'aluminium*, à Marseille, et celle des *Bauxites de France*, ont été placées sous séquestre pendant la guerre, à raison des intérêts importants qu'y possède la Société de Neuhausen, et de la participation d'administrateurs et d'actionnaires allemands à cette dernière entreprise, à l'époque de l'ouverture des hostilités.

Mais votre collaborateur néglige d'ajouter que, depuis le rétablissement de la paix, conformément à la jurisprudence admise en France par la commission consultative de liquidation des séquestres de guerre, des actions de ces deux Sociétés ont été remises à l'État français, en représentation de la part évaluée par l'autorité judiciaire au 28 pour 100 des intérêts allemands d'avant-guerre dans celle de Neuhausen. En conséquence de cette remise, des ordonnances des présidents des tribunaux civils de Marseille et de Brignoles, en date des 30 juillet et 6 août 1920, ont prononcé la levée du séquestre sur les immeubles de la *Société pour l'aluminium*, de Marseille, et de celle des *Bauxites de France*. La réquisition militaire sous laquelle étaient placés les mêmes immeubles a également été levée par décision du ministre de la Guerre du 21 octobre 1920. Par ces actes définitifs, les autorités françaises compétentes ont rendu lesdites sociétés à la possession de leurs biens et au libre exercice de leur activité.

J'ajoute que, depuis l'été 1919, les anciens administrateurs allemands de Neuhausen ont cessé de faire partie de notre société et que le conseil d'administration que je préside n'est plus composé que de citoyens suisses.

Veuillez agréer, monsieur le directeur, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Le Président de la Société anonyme
pour l'industrie de l'aluminium, Neuhausen,
Canton de Schaffhouse (Suisse) :
G. NAVILLE.

Nous avons communiqué cette lettre à notre collaborateur Marcel Provence qui, de son côté, déclare maintenir tout ce qu'il a écrit.

Le Gérant : ROBERT TISNÉ.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 26025.